104e ANNÉE
VOL. 104

N° 36
8425

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: **avis juridiques**

Partie II: **lois et règlements**

(Voir sommaire en dernière page)

Part I: **Juridical notices**

Part II: **Laws and Regulations**

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi, 9 septembre 1972

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

Québec, Saturday, September 9, 1972

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
REÇU LE
OCT 1972
DU QUÉBEC

L'Éditeur officiel du Québec, CHARLES-HENRI DUBÉ, *Québec Official Publisher*

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; la deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-o

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday,*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

AVIS JURIDIQUES

JURIDICAL NOTICES

Lettres patentes

Letters Patent

Adico Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1972, constituant en corporation: Marie-Andrée Lemieux, 732, 1re avenue, Julie Joseph, 1080, Bourlamarque, toutes deux secrétaires, et Marguerite Poirier, réceptionniste, 31½, Laporte, toutes trois filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Adico Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723392

Les agences P.P.R.L. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1972, constituant en corporation: Rémi Sénéchal, professeur, 3158, Glenn, Laval, Laurin Lavoie, boulevard Arthur-Buies, et Pierre-Paul Patry, 131, St-Joseph ouest, ces deux derniers menuisiers, de Rimouski, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres produits semblables, sous le nom de « Les agences P.P.R.L. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723293

Anjou mini golf inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1972, constituant en corporation: Gill Lortie, 4202, Monsabré, Montréal, René Paquin, tous deux promoteurs, et Pauline Charland, ménagère, épouse dudit René Paquin, ces deux derniers de 7260, de la Devinière, Anjou, pour les objets suivants:

Fabriquer et exploiter des golfs intérieurs, extérieurs, miniatures ou de grandeurs naturelles, sous le nom de

Adico Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marie-Andrée Lemieux, 732 – 1st Avenue, Julie Joseph, 1080 Bourlamarque, both secretaries, and Marguerite Poirier, receptionist, 31½ Laporte, all three spinsters, of Québec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Adico Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723392

Les agences P.P.R.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rémi Sénéchal, teacher, 3158 Glenn, Laval, Laurin Lavoie, Arthur-Buies Boulevard, and Pierre-Paul Patry, 131 St. Joseph West, the latter two carpenters, of Rimouski, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of doors, windows and other like products, under the name of "Les agences P.P.R.L. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial District of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723293

Anjou mini golf inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gill Lortie, 4202 Monsabré, Montreal, René Paquin, both promoters, and Pauline Charland, housewife, wife of the said René Paquin, the latter two of 7260 de la Devinière, Anjou, for the following purposes:

To manufacture and operate indoor, outdoor, miniature or regular-size golf courses, under the name

« Anjou mini golf inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723366

Asbestos Auto (1972) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juin 1972, constituant en corporation: Robert Gagnon, gérant de garage, 224, Manseau, Renaud Charland, vendeur, 286, Deshaies, Florent Hult, 106, St-Charles, Armand Côté, 332, Lafrance, tous quatre d'Asbestos, et Raymond Patterson, rue du Carmel, Danville, ces trois derniers mécaniciens, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Asbestos Auto (1972) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 135, rue du Roi, Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723581

Association des anciens Abitibiens inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions Jules-E. Arcand, ingénieur, 10775, St-Urbain, Montréal, Camil Labelle, surintendant, Domaine Chanteclerc, Sainte-Adèle, et Laurian Barré, avocat, 1780, Conrad Chaumont, Laval, pour les objets suivants:

Grouper dans un but social et récréatif les ex-résidents de la région dû nord-ouest du Québec, venus s'établir à Montréal et dans la région métropolitaine, sous le nom de « Association des anciens Abitibiens inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $150,000.

Le siège social de la corporation est 515, Ste-Catherine ouest, suite 414, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722369

Les assurances Lucien Lalonde ltée
Lucien Lalonde Assurance Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1972, constituant

of "Anjou mini golf inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Anjou, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723366

Asbestos Auto (1972) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Gagnon, garage manager, 224 Manseau, Renaud Charland, salesman, 286 Deshaies, Florent Huot, 106 St. Charles, Armand Côté, 332 Lafrance, all four of Asbestos, and Raymond Patterson, du Carmel Street, Danville, the latter three mechanics, for the following purposes:

To carry on business as garage operators in all its branches, under the name of "Asbestos Auto (1972) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 135 du Roi Street, Asbestos, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723581

Association des anciens Abitibiens inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jules-E. Arcand, engineer, 10775 St. Urbain, Montreal, Camil Labelle, superintendent, Domaine Chanteclerc, Ste. Adèle, and Laurian Barré, lawyer, 1780 Conrad Chaumont, Laval, for the following purposes:

To group together for social and recreational purposes former-residents of the northwest region of Québec who have come to settle in Montreal and in the metropolitan area, under the name of "Association des anciens Abitibiens inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $150,000.

The head office of the corporation is at 515 Ste. Catherine West, Suite 414, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722369

Les assurances Lucien Lalonde ltée
Lucien Lalonde Assurance Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

en corporation: Lucien Lalonde, courtier d'assurances, 25, Taschereau, Maurice Isabelle, rentier, 34, St-François, et Elzéar Sarrazin, administrateur, 48, Normandie, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Exploiter une agence d'assurance générale, sous le nom de « Les assurances Lucien Lalonde ltée — Lucien Lalonde Assurance Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 25, rue Taschereau, Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du serviec des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722122

L'Auberge sur les Plaines d'Abraham

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Asselin, coordonnateur de projets, 1400, Tewkesbury, Stoneham, Marc Boucher, 1244, de Luxembourg, Sillery, et Roger Avard, 435, chemin Ste-Foy, app. 1004, Québec, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un ou des centres d'accueil et de loisirs, sous le nom de « L'Auberge sur les Plaines d'Abraham. »

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est 1244, de Luxembourg, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723249

Bijoux B.I.R. ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1972, constituant en corporation: Murray Kishter, sertisseur de diamants, 34, Alfred Road, Dollard-des-Ormeaux, Georges Yergeau, diamantaire, 5267, Dickson, Montréal, et Viateur Héroux, comptable, 7620, Verdier, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bijoux, sous le nom de « Bijoux B.I.R. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722835

Victor Boudrias inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1972, constituant

ing: Lucien Lalonde, insurance broker, 25 Taschereau, Maurice Isabelle, annuitant, 34 St. François, and Elzéar Sarrasin, administrator, 48 Normandie, all three of Hull, for the following purposes:

To operate a general insurance agency, under the name-of "Les assurances Lucien Lalonde ltée — Lucien Lalonde Assurance Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 25 Taschereau Street, Hull, judicial District of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722122

L'Auberge sur les Plaines d'Abraham

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roger Asselin, project coordinator, 1400 Tewkesbury, Stoneham, Marc Boucher, 1244 de Luxembourg, Sillery, and Roger Avard, 435 Ste. Foy Road, Apt. 1004, Québec, the latter two administrators, for the following purposes:

To establish and operate one or several accommodation recreational centres, under the name of "L'Auberge sur les Plaines d'Abraham."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at 1244 de Luxembourg, Sillery, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723249

Bijoux B.I.R. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Murray Kishter, diamond setter, 34 Alfred Road, Dollard-des-Ormeaux, Georges Yergeau, diamond cutter, 5267 Dickson, Montreal, and Viateur Héroux, accountant, 7620 Verdier, St. Léonard, for the following purposes:

To deal in jewelry, under the name of "Bijoux B.I.R. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722835

Victor Boudrias inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

en corporation: Victor Boudrias, 1025, Principale, Jean-Guy Vincent, 1210, Principale, tous deux industriels, et Marcel Paquette, contremaître, 180, 2e Avenue, tous trois de Rougemont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits servant à l'emballage, sous le nom de « Victor Boudrias inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rougemont, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723033

Canadian Institute of Travel Counsellors (Québec)
Institut canadien des conseillers de voyages (Québec)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Denis K. Nicholls, 2300, St-Matthew, Edwin I. Cichon, 3660, rue Peel, tous deux de Montréal, Keith W. Coppard, 255, Ducharme, Dorval, Lawrence W. Libman, 9, chemin Heath, Hampstead, Robert M. McGregor, 446, avenue Argyle, Roger L. Huysmans, 4935, rue Sherbrooke, tous deux de Westmount, et Laurence C. Tombs, 42, de Bretagne, Saint-Lambert, tous trois agents de voyages, pour les objets suivants:

Rehausser la position sociale et augmenter le prestige des personnes au service des agences de voyages au Canada, sous le nom de « Canadian Institute of Travel Counsellors (Québec) — Institut canadien des conseillers de voyages (Québec) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 720999

Caughnawaga Boys' and Girls' Club

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: James Gibb Stewart, Route Principale, Hudson, Thomas Justin Mc Kenna, 1200, Route Dunvegan, Mont-Royal, et George Gordin Kohl, 666, Casgrain, Saint-Lambert, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir, administrer et diriger un club pour garçons et filles appartenant à la Réserve Indienne de Caughnawaga, Québec, sous le nom de « Caughnawaga Boys' and Girls' Club».

ing: Victor Boudrias, 1025 Principale, Jean-Guy Vincent, 1210 Principale, both industrialists, and Marcel Paquette, foreman, 180 – 2nd Avenue, all three of Rougemont, for the following purposes:

To deal in products used for packaging, under the name of "Victor Boudrias inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $10 each and 3,600 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Rougemont, judicial District of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723033

Canadian Institute of Travel Counsellors (Québec)
Institut canadien des conseillers de voyages (Québec)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Denis K. Nicholls, 2300 St. Matthew, Edwin I. Cichon, 3660 Peel Street, both of Montreal, Keith W. Coppard, 255 Ducharme, Dorval, Lawrence W. Libman, 9 Heath Road, Hampstead, Robert M. McGregor, 446 Argyle Avenue, Roger L. Huysmans, 4935 Sherbrooke Street, both of Westmount, and Laurence C. Tombs, 42 de Bretagne, Saint-Lambert, all travel agents, for the following purposes:

To elevate the status and increase the prestige of persons engaged in the travel agency industry in Canada, under the name of "Canadian Institute of Travel Counsellors (Québec) — Institut canadien des conseillers de voyages (Québec)".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess, is to be limited is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 720999

Caughnawaga Boys' and Girls' Club

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: James Gibb Stewart, Main Road, Hudson, Thomas Justin McKenna, 1200 Dunvegan Road, Mount Royal, and George Gordin Kohl, 666 Casgrain, Saint-Lambert, all three advocates, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for boys and girls on the Indian Reservation at Caughnawaga, Québec, under the name of "Caughnawaga Boys' and Girls' Club".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $3,000,000.

Le siège social de la corporation est à Caughnawaga, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 722916

Cenodent ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1972, constituant en corporation: Yves Martineau, administrateur, 6440, Guillaume Couture, Marc-Claude Groulx, technicien, et Lise Martineau, technicienne dentaire, fille majeure, ces deux derniers de 6869, 24e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de pièces de prothèse, accessoires et autres équipements de toute nature et description se rapportant au commerce de laboratoire dentaire, sous le nom de « Cenodent ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7440, boulevard Pie IX, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722405

Centre d'achats de Ville de Gagnon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1972, constituant en corporation: Georges-E. Brodeur, courtier en assurance, 138, du Domaine, Sainte-Thérèse, Gabrielle Guillaume, administratrice, épouse de Laurent Brodeur, 6905, Isaac-Bédard, app. 59, Charlesbourg, et Guy Gervais, avocat, 565, Berwick, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Centre d'achats de Ville de Gagnon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune, 3,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 350 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, Place Crémazie, suite 320, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722471

Centre de cardiologie Dorchester inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The amount of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited, is to be $3,000,000.

The head office of the corporation is at Caughnawaga, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 722916

Cenodent ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Martineau, administrator, 6440 Guillaume Couture, Marc-Claude Groulx, technician, and Lise Martineau, dental technician, spinster, the latter two of 6869 – 24th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in protheses, accessories and other equipment of every nature and kind relating to the dental laboratory business, under the name of "Cenodent ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7440 Pie IX Boulevard, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722405

Centre d'achats de Ville de Gagnon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-E. Brodeur, insurance broker, 138 du Domaine, Ste. Thérèse, Gabrielle Guillaume, administrator, wife of Laurent Brodeur, 6905 Isaac-Bédard, Apt. 59, Charlesbourg, and Guy Gervais, lawyer, 565 Berwick, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Centre d'achats de Ville de Gagnon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each, 3,000 class "A" preferred shares of $1 each and 350 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 110 Place Crémazie, Suite 320, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722471

Centre de cardiologie Dorchester inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 26e jour de mai 1972, constituant en corporation: Joseph Bernath, 11405, Frigon, Montréal, Guy Roberge, 671, Marton, Saint-Lambert, tous deux médecins, et Philippe Leclair, comptable, 1871, Gray, Saint-Bruno, pour les objets suivants:

Exploiter une clinique médicale, sous le nom de « Centre de cardiologie Dorchester inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722912

Le chantier de Val-David inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Rheault, 1171, Plessis, Montréal, Yvon de Repentigny, 990, Tour du Lac, tous deux étudiants, et Jacques Ouimet, journalier, 1274, Dufresne, ces deux derniers de Val-David, pour les objets suivants:

Établir en permanence les services d'une auberge, un service d'accueil et d'information aux jeunes voyageurs et des loisirs organisé pour les gens de passage, sous le nom de « Le chantier de Val-David inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100.

Le siège social de la corporation est à Val-David, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722582

Clotofrancon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1972, constituant en corporation: Ruth Caron, épouse de Richard Leblanc, Saint-Barnabé, Denise Picard, fille majeure, 390, St-Antoine, La Providence, toutes deux secrétaires, et Gérald Locas, avocat, 2317, Girouard, Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire le commerce de billets de loterie ou tous autres billets de tirage ou tous autres billets émis par tout organisme légalement reconnu par autorité compétente, sous le nom de « Clotofrancon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723302

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Bernath, 11405 Frigon, Montreal, Guy Roberge, 671 Marton, St. Lambert, both physicians, and Philippe Leclair, accountant, 1871 Gray, St. Bruno, for the following purposes:

To operate a medical clinic, under the name of "Centre de cardiologie Dorchester inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722912

Le chantier de Val-David inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Charles Rheault, 1171 Plessis, Montreal, Yvon de Repentigny, 990 Tour du Lac, both students, and Jacques Ouimet, labourer, 1274 Dufresne, the latter two of Val-David, for the following purposes:

To establish, on a permanent basis, hostel facilities and provide the services of an inn and reception and information services for young travellers, and organized recreational activities for visitors, under the name of "Le chantier de Val-David inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100.

The head office of the corporation is at Val-David, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722582

Clotofrancon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ruth Caron, wife of Richard Leblanc, St. Barnabé, Denise Picard, spinster, 390 St. Antoine, La Providence, both secretaries, and Gérald Locas, lawyer, 2317 Girouard, St. Hyacinthe, for the following purposes:

To deal in lottery tickets or all other raffle tickets or other tickets issued by any organization legally recognized by competent authorities, under the name of "Clotofrancon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at St. Hyacinthe, judicial District of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723302

Le Club de golf de la Baie des Chaleurs inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Émilien Arsenault, comptable, Ghislain Arsenault, administrateur, Maurice Arsenault, directeur, Jean-Roch Landry, avocat, et Édouard Poirier, commerçant, tous de Bonaventure, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du golf, sous le nom de « Le Club de golf de la Baie des Chaleurs inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $400,000.

Le siège social de la corporation est à Bonaventure, district judiciaire de Bonaventure.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723130

Le Club de golf de la Baie des Chaleurs inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Émilien Arsenault, accountant, Ghislain Arsenault, administrator, Maurice Arseneault, director, Jean-Roch Landry, lawyer, and Édouard Poirier, merchant, all of Bonaventure, for the following purposes:

To form and operate a sports club and promote the sport of golf in particular, under the name of "Le Club de golf de la Baie des Chaleurs inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $400,000.

The head office of the corporation is at Bonaventure, judicial District of Bonaventure.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723130

Club de hockey les Barons de Granby inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jocelyn Gervais, commerçant, 1, Queen, Yves Massé, coiffeur, 108, Ste-Thérèse, et Marc Deslauriers, gérant de banque, 432, Calixa-Lavallée, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport et l'exercice physique en général et en particulier le sport du hockey, sous le nom de « Club de hockey les Barons de Granby inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722113

Club de hockey les Barons de Granby inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jocelyn Gervais, merchant, 1 Queen, Yves Massé, hairstylist, 108 Ste. Thérèse, and Marc Deslauriers, bank manager, 432 Calixa-Lavallée, all three of Granby, for the following purposes:

To promote sports and physical exercise in general and particularly the sport of hockey, under the name of "Club de hockey les Barons de Granby inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Granby, judicial District of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722113

Le Club de plein air du Mont Scotch inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Louis Bérubé, Asbestos, Jean Leroux, 85, Hébert, Danville, et Jean-Paul Voisine, Richmond, tous trois mécaniciens, pour les objets suivants:

Favoriser le vie en plein air, sous le nom de « Le Club de plein air du Mont Scotch inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le Club de plein air du Mont Scotch inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Louis Bérubé, Asbestos, Jean Leroux, 85 Hébert, Danville, and Jean-Paul Voisine, Richmond, all three mechanics, for the following purposes:

To promote outdoor living, under the name of "Le Club de plein air du Mont Scotch inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

Le siège social de la corporation est route rurale numéro 2, Danville, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 721821

Club nautique de Shawinigan inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Réjean Drouin, courtier d'assurances, 145, St-Laurent, Shawinigan-Sud, Martial Lacombe, opérateur, 322, 6e rue, Shawinigan, et Raymond Landry, avocat, 1351, Principale, Saint-Étienne-des-Grès, pour les objets suivants:

Exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport nautique, sous le nom de « Club nautique de Shawinigan inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $300,000.

Le siège social de la corporation est à Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722033

Club optimiste St-François de Laval, Québec, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Irénée Vaillancourt, gérant de caisse, 5925, des Mille Îles, Claude Bujold, entrepreneur en électricité, 2440, Guindon, Ronald Bussey, représentant pour produits pharmaceutiques, 1, Bellair, et André Ross, pompier de la ville de Montréal, 8, Viger, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme philosophie de la vie, sous le nom de « Club optimiste St-François de Laval, Québec, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723511

Club social des employés de l'impôt fédéral de Montréal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Piotte,

The head office of the corporation is at Rural Route number 2, Danville, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 721821

Club nautique de Shawinigan inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Réjean Drouin, insurance broker, 145 St. Laurent, Shawinigan South, Martial Lacombe, operator, 322 – 6th Street, Shawinigan, and Raymond Landry, lawyer, 1351 Principale, St. Étienne-des-Grès, for the following purposes:

To operate a sports club and promote aquatic sports in particular, under the name of "Club nautique de Shawinigan inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $300,000.

The head office of the corporation is at Shawinigan, judicial District of St. Maurice.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722033

Club optimiste St-François de Laval, Québec, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Irénée Vaillancourt, caisse manager, 5925 des Mille Îles, Claude Bujold, electrical contractor, 2440 Guindon, Ronald Bussey, traveller in pharmaceutical products, 1 Bellair, and André Ross, City of Montreal fireman, 8 Viger, all four of Laval, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy of life, under the name of "Club optimiste St-François de Laval, Québec, inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $25,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723511

Club social des employés de l'impôt fédéral de Montréal inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Piotte,

vérificateur, 5225, Desmarteaux, Denis Marcil, surveillant, 4384, de Lanaudière, Jean-Guy Taillefer, 6245, 2e Avenue, tous trois de Montréal, Philippe Chartier, 60, Laval, Laval, et André Kieffer, 530, Parent, Saint-Laurent, ces trois derniers enquêteurs, pour les objets suivants:

Concevoir et mettre sur pied des activités sociales, éducatives, sportives, touristiques et culturelles, sous le nom de « Club social des employés de l'impôt fédéral de Montréal inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 305, boulevard Dorchester ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722414

Club sportif de Kingscroft

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Cardin, instituteur, 2154; Sherbrooke, Magog, Réal Vanasse, commerçant, et Raoul Grenier, journalier, ces deux derniers d'Ayer's Cliff, pour les objets suivants:

Promouboir le sport dans la région, sous le nom de « Club sportif de Kingscroft ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Barnston-Ouest, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722340

Comité des loisirs, St-Émile de Suffolk

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Noël Bernard, Lionel Lalonde et Réjean Désormeaux, tous trois journaliers, de Suffolk et Addington, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Comité des loisirs, St-Émile de Suffolk ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Suffolk et Addington, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722918

auditor, 5225 Desmarteaux, Denis Marcil, supervisor, 4384 de Lanaudière, Jean-Guy Taillefer, 6245 – 2nd Avenue, all three of Montreal, Philippe Chartier, 60 Laval, Laval, and André Kieffer, 530 Parent, St. Laurent, the latter three investigators, for the following purposes:

To plan and organize social, educational, sports, touristic and cultural activities, under the name of "Club social des employés de l'impôt fédéral de Montréal inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at 305 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722414

Club sportif de Kingscroft

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yvon Cardin, teacher, 2154 Sherbrooke, Magog, Réal Vanasse, merchant, and Raoul Grenier, laborer, the latter two of Ayer's Cliff, for the following purposes:

To promote sports in the region, under the name of "Club sportif de Kingscroft".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $40,000.

The head office of the corporation is at Barnston West, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722340

Comité des loisirs, St-Émile de Suffolk

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Noël Bernard, Lionel Lalonde and Réjean Désormeaux, all three laborers, of Suffolk and Addington, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Comité des loisirs, St-Émile de Suffolk".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Suffolk and Addington, judicial District of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722918

Comptamatic (Montreal) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1972, constituant en corporation: François Bastien, 225, Montrose, Saint-Lambert, Yvon Normandin, 11, Parizeau, Laval, et Justin Dugal, 190, du Plateau, Grand'Mère, tous trois comptables, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils électroniques, optiques ou autres servant à la compilation, analyse ou transformation de données comptables, sous le nom de « Comptamatic (Montreal) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723158

Les constructions M. Paquette inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1972, constituant en corporation: Marcel Paquette, entrepreneur, Emma Cassini, ménagère, épouse dudit Marcel Paquette, tous deux de 2113, Cartier, et Marcel Changnon, comptable, 2115, Cartier, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les constructions M. Paquette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2113, rue Cartier, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722345

Corporation d'aménagement des Caraibes inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Michael Sheehan, avocat, 1243, Beauville, Joan Stevens, épouse de Benoit Lachance, 3025, Neilson, tous deux de Sainte-Foy, et Denise Vachon, épouse de André Boulanger, 2635, Monseigneur Gosselin, Québec, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding) et de placement, sous le nom de « Corporation d'aménagement des Caraibes inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Comptamatic (Montreal) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Bastien, 225 Montrose, St. Lambert, Yvon Normandin, 11 Parizeau, Laval, and Justin Dugal, 190 du Plateau, Grand'Mère, all three accountants, for the following purposes:

To deal in electronic, optical or other appliances used for the compilation, analysis or processing of accounting data, under the name of "Comptamatic (Montreal) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723158

Les constructions M. Paquette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Paquette, contractor, Emma Cassini, housewife, wife of the said Marcel Paquette, both of 2113 Cartier, and Marcel Changnon, accountant, 2115 Cartier, all three of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les constructions M. Paquette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2113 Cartier Street, Longueuil, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722345

Corporation d'aménagement des Caraibes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Sheehan, lawyer, 1243 Beauville, Joan Stevens, wife of Benoit Lachance, 3025 Neilson, both of Ste. Foy, and Denise Vachon, wife of André Boulanger, 2635 Monseigneur Gosselin, Québec, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment company, under the name of "Corporation d'aménagement des Caraibes inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 40,000 common shares of $1 each and 600 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 720648

D.E.B. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1972, constituant en corporation: Jean-Marie Delisle, représentant, Noëlla Carrier, ménagère, épouse dudit Jean-Marie Delisle, tous deux de 1620, Laurin, Québec, Gaston Lirette, représentant, et Carmen Marcotte, ménagère, épouse dudit Gaston Lirette, ces deux derniers de 124, de l'Ormière, Neufchatel, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tout article, machine, équipement ou ameublement de bureau, de papeterie ou de tous accessoires connexes, sous le nom de « D.E.B. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 124, boulevard de l'Ormière, Neufchatel, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723074

Développement Mon-Tal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jacques Tétrault, 1047, Orléans, Beloeil, Jean-Yves Tétreault, 3001, Place l'Acadie, tous deux fonctionnaires, et René Pronovost, constructeur, 3040, Ste-Marie, ces deux derniers de Saint-Henri-de-Mascouche, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Développement Mon-Tal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 243, chemin Pincourt, Saint-Henri-de-Mascouche, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722780

Distribution Satellite Rive-Sud inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1972, constituant en corporation: Céline Duguay, 287, 54e Rue ouest, Charlesbourg, Diane Chouinard, 44, Létourneau, Lauzon, Jocelyne Morency, 3297, L'Heureux, Danielle Tremblay, 3214, chemin Ste-Foy, toutes deux de Sainte-Foy, toutes quatre secrétaires, et Maureen M.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 720648

D.E.B. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marie Delisle, representative, Noëlla Carrier, housewife, wife of the said Jean-Marie Delisle, both of 1620 Laurin, Québec, Gaston Lirette, representative, and Carmen Marcotte, housewife, wife of the said Gaston Lirette, the latter two of 124 de l'Ormière, Neufchatel, for the following purposes:

To manufacture and deal in every office article, machine, equipment or furniture, stationery or all related accessories, under the name of "D.E.B. inc." with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 124 de l'Ormière Boulevard, Neufchatel, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723074

Développement Mon-Tal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Tétrault, 1047 Orléans, Beloeil, Jean-Yves Tétreault, 3001 Place l'Acadie, both civil servants, and René Pronovost, builder, 3040 Ste. Marie, the latter two of St. Henri-de-Mascouche, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and building company, under the name of "Développement Mon-Tal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 243 Pincourt Road, St. Henri-de-Mascouche, judicial District of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722780

Distribution Satellite Rive-Sud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Céline Duguay, 287 - 54th Street West, Charlesbourg, Diane Chouinard, 44 Létourneau, Lauzon, Jocelyne Morency, 3297 L'Heureux, Danielle Tremblay, 3214 Ste. Foy Road, both of Ste. Foy, all four secretaries, and Maureen M. McMahon, receptionist,

McMahon, préposée à la réception, 30, Ste-Ursule, Québec, toutes filles majeures, pour les objets suivants:

Agir comme agent, vendeur, promoteur, annonceur et distributeur de toutes sortes de produits, marchandises, biens, objets, articles, billets et coupons de loterie, sous le nom de « Distribution Satellite Rive-Sud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lauzon, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723264

Les distributions J.A.C.Q.O. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gilles Mignault, avocat, Simone Dupré, ménagère, veuve de Georges Mignault, et Colette Mignault, secrétaire, fille majeure, tous trois de 9025, St-Urbain, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agent, vendeur, promoteur, annonceur et distributeur de toutes sortes de produits, marchandises, biens, objets, articles, billets et coupons de loterie, sous le nom de « Les distributions J.A.C.Q.O. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6757, rue de Lorimier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722842

Domain International Ltd.

Le ministre des Institutions financières,compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1972, constituant en corporation: Murray Schiffman, homme d'affaires, 122, Saddle Lane, Levittown, N.Y., André Boissy, courtier en immeuble, 76, avenue Lorne, Saint-Lambert, et Roberta Henderson, femme d'affaires, épouse séparée de corps et de biens de Henri Giroux, 7859, Birnam, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Domain International Ltd. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 1110 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 722946

Domaine du Lac de Montmagny inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1972, constituant

30 Ste. Ursule, Québec, all spinsters, for the following purposes:

To act as agents, sellers, promoters, advertisers and distributors of all kinds of products, merchandise, goods, objects, articles, lottery tickets and coupons, under the name of "Distribution Satellite Rive-Sud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Lauzon, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723264

Les distributions J.A.C.Q.O. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Mignault, lawyer, Simone Dupré, housewife, widow of Georges Mignault, and Colette Mignault, secretary, spinster, all three of 9025 St. Urbain, Montreal, for the following purposes:

To act as agents, salesmen, promoters, advertisers and distributors of all kinds of products, goods, wares, objects, articles, lottery tickers and coupons, under the name of "Les distributions J.A.C.Q.O. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 6757 de Lorimier Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722842

Domain International Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Murray Schiffman, businessman, 122 Saddle Lane, Levittown, N.Y., André Boissy, real estate broker, 76 Lorne Avenue, Saint-Lambert, and Roberta Henderson, businesswoman, wife separate as to board and bed of Henri Giroux, 7859 Birnam, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Domain International Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 1110 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 722946

Domaine du Lac de Montmagny inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

en corporation: Alphonse Lamonde, entrepreneur en chauffage, Diane Côté, ménagère, épouse dudit Alphonse Lamonde, tous deux de 32, de la Rivière du Sud, Gilles Fournier, ménacicien en brûleurs à l'huile, route rurale numéro 2, Lorenzo Montminy, comptable, 32A de la Rivière du Sud, Michel Paquet, agent d'aide sociale, 26, du Moulin, et Guy Lamonde, commis, 10, 3e avenue, tous de Montmagny, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants et motels, sous le nom de « Domaine du Lac de Montmagny inc. », avec un capital total de $325,000, divisé en 2,750 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723399

Early Bird Distributors Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1972, constituant en corporation: Jason Ruby, 5669 chemin Edgemore, Côte Saint-Luc, Avrum Orenstein, 5376 avenue Coolbrook, tous deux avocats, et Glacia Miller, secrétaire, fille majeure, 3201 Forest Hill, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Imprimier, publier, relier, éditer et faire le commerce de livres, journaux, catalogues, rapports, ou travaux de recherche, brochures, circulaires, relieurs, journaux, revues et imprimés, sous le nom de « Early Bird Distributors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 8170 chemin Wavell, Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 723314

Emmel ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnie et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1972, constituant en corporation: Maurice Martel, Paul Martel, tous deux avocats, de 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 34, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers en administration, sous le nom de « Emmel ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,900 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722560

ing: Alphonse Lamonde, heating contractor, Diane Côté, housewife, wife of the said Alphonse Lamonde, both of 32 de la Rivière du Sud, Gilles Fournier, oil burner mechanic, Rural Route Number 2, Lorenzo Montminy, accountant, 32A de la Rivière du Sud, Michel Paquet, social aid agent, 26 du Moulin, and Guy Lamonde, clerk, 10–3rd Avenue, all of Montmagny, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants and motels, under the name of "Domaine du Lac de Montmagny inc.", with a total capital stock of $325,000, divided into 2,750 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montmagny, judicial District of Montmagny.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723399

Early Bird Distributors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jason Ruby, 5669 Edgemore Road, Côte Saint-Luc, Avrum Orenstein, 5376 Coolbrook Avenue, both advocates, and Glacia Miller, secretary, spinster, 3201 Forest Hill, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To print, publish, bind, edit and deal in books, papers, catalogues, reports, or works and researches, pamphlets, circulars, binders, newspapers, magazines and printed matter, under the name of "Early Bird Distributors Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 8170 Wavell Road, Côte Saint-Luc, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 723314

Emmel ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Martel, Paul Martel, both lawyers, of 1301 St. Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 34 Gilles, Ste. Thérèse West, for the following purposes:

To carry on business as administration consultants, under the name of "Emmel ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each and 39,900 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at St. Hyacinthe, judicial District of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722560

Les entreprises André Gagnier inc.
André Gagnier Enterprises Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1972, constituant en corporation: André Gagnier, professionnel de golf, Francine Lafrenière, secrétaire, épouse dudit André Gagnier, tous deux de 798, Thibault, Sainte-Thérèse, et Pauline Gladu, secrétaire, veuve de Georges-Émile David, 655, Kirouac, Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Former et administrer une école de golf, sous le nom de « Les entreprises André Gagnier inc.— André Gagnier Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 798, rue Thibault, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722825

Les entreprises André Gagnier inc.
André Gagnier Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Gagnier, professional golfer, Francine Lafrenière, secretary, wife of the said André Gagnier, both of 798 Thibault, Ste. Thérèse, and Pauline Gladu, secretary, widow of Georges-Émile David, 655 Kirouac, St. Hyacinthe, for the following purposes:

To set up and manage a golf school, under the name of "Les entreprises André Gagnier inc.— André Gagnier Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 798 Thibault Street, Ste. Thérèse, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722825

Les entreprises Bois Saumon ltée
Salmon Wood Enterprises Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1972, constituant en corporation: Byron Dolgin, homme d'affaires, chemin Duplessis, Fleurimont, Ernest Vaillancourt, surintendant, 1593, King est, Sherbrooke, et Joseph Abud, gérant, Causapscal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les entreprises Bois Saumon ltée — Salmon Wood Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac-au-Saumon, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723312

Les entreprises Bois Saumon ltée
Salmon Wood Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Byron Dolgin, businessman, Duplessis Road, Fleurimont, Ernest Vaillancourt, superintendent, 1593 King East, Sherbrooke, and Joseph Abud, manager, Causapscal, for the following purposes:

To carry on business in the manufacture and sale of timber, under the name of "Les entreprises Bois Saumon ltée — Salmon Wood Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Lac-au-Saumon, judicial District of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723312

Les entreprises Daneric inc.
Daneric Enterprises Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Pierre Éthier, vendeur, 137, 8e Avenue, Île-Perrot, Pierre-André Lamarre, notaire, 168, Querbes, et Annette Dandurand, secrétaire, fille majeure, 48, Brodeur, ces deux derniers de Dorion, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, de gestion et de placement, sous le nom de « Les entreprises Daneric inc. — Daneric Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions

Les entreprises Daneric inc.
Daneric Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Éthier, salesman, 137 – 8th Avenue, Île-Perrot, Pierre-André Lamarre, notary, 168 Querbes, and Annette Dandurand, secretary, spinster, 48 Brodeur, the latter two of Dorion, for the following purposes:

To carry on business as a construction, management and investment company, under the name of "Les entreprises Daneric inc. — Daneric Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into

ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Île-Perrot, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722135

Entreprises G.L.M. inc.
G.L.M. Enterprises Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1972, constituant en corporation: Bernard Morris, économiste, 8950, Philippe Lebon, Montréal, Yves Legault, 3234, Lévesque, et Jean-Louis Languérand, 2714, de la Concorde, ces deux derniers notaires, de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Entreprises G.L.M. inc.— G.L.M. Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8950, rue Philippe-Lebon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722863

Les entreprises Richard Pelletier ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1972, constituant en corporation: Richard Pelletier, industriel, Lucette Pelletier, ménagère, épouse dudit Richard Pelletier, et Jean-Paul Pelletier, journalier, tous trois de Saint-Michel-de-Squatec, pour les objets suivants:

Construire, réparer et installer des lignes aériennes et souterraines, sous le nom de « Les entreprises Richard Pelletier ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Michel-de-Squatec, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723162

Envic Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Sydney Enkin, 835, rue Brunet, Saint-Laurent, Sam Enkin, 5150, avenue Rosedale, et Victor M. Thompson, 5289, avenue Coronation, ces deux derniers de Montréal, tous trois gérants, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeuble et de portefeuille, sous le nom de « Envic Inc. », avec un

20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Île-Perrot, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722135

Entreprises G.L.M. inc.
G.L.M. Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Morris, economist, 8950 Philippe Lebon, Montreal, Yves Legault, 3234 Lévesque, and Jean-Louis Languérand, 2714 de la Concorde, the latter two notaries, of Laval, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Entreprises G.L.M. inc.— G.L.M. Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 8950 Philippe-Lebon Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722863

Les entreprises Richard Pelletier ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Pelletier, industrialist, Lucette Pelletier, housewife, wife of the said Richard Pelletier, and Jean-Paul Pelletier, labourer, all three of St. Michel-de-Squatec, for the following purposes:

To build, repair and install aerial and underground lines, under the name of "Les entreprises Richard Pelletier ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Michel-de-Squatec, judicial District of Kamouraska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723162

Envic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sydney Enkin, 835 Brunet Street, Saint-Laurent, Sam Enkin, 5150 Rosedale Avenue, and Victor M. Thompson, 5289 Coronation Avenue, the latter two of Montreal, all three managers, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and holding company, under the name of "Envic Inc.", with a

capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5289, avenue Coronation, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 722201

F.L.G. Management Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1972, constituant en corporation: Mortimer Chaikelson, 6505, Côte St-Luc, Maurice Steinberg, 5713, Palmer, tous deux de Côte Saint-Luc, Morris Chaikelson, tous trois avocats, June Chaikelson, psychologue, épouse dudit Morris Chaikelson, tous deux de 4950, Ponsard, Line Richard, fille majeure, 6880, 25 Avenue, et Cécile Castonguay, épouse séparée de corps et de biens de Valere Picard, 6954, 16e Avenue, ces deux dernières secrétaires, les quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « F.L.G. Management Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 1006, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 723435

First Montreal Investment Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1972, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous deux avocats, et Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement, sous le nom de « First Montreal Investment Corp. », avec un capital actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 722978

Garage Deneault inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Roger Deneault, garagiste, Michel Deneault, commis-comptable, Alain Deneault, tech-

total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 5289 Coronation Avenue, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 722201

F.L.G. Management Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mortimer Chaikelson, 6505 Côte St. Luc, Maurice Steinberg, 5713 Palmer, both of Côte Saint-Luc, Morris Chaikelson, all three advocates, June Chaikelson, psychologist, wife of the said Morris Chaikelson, both of 4950 Ponsard, Line Richard, spinster, 6880 – 25th Avenue, and Cécile Castonguay, wife separated from bed and board of Valere Picard, 6954 – 16th Avenue, the latter two secretaries, the latter four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "F.L.G. Management Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Suite 1006, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 723435

First Montreal Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, both advocates, and Denyse Marcoux, secretary, spinster, 1488 Galt, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "First Montreal Investment Corp.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 722978

Garage Deneault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Deneault, garage operator, Michel Deneault, accounting, clerk, Alain Deneault, techni-

nicien, et Réjean Deneault, peintre, tous quatre de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de toutes sortes de véhicules et moyens de transport, sous le nom de « Garage Deneault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 721467

Gilles Globensky inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gilles Globensky, vendeur, Micheline Globensky, secrétaire, épouse dudit Gilles Globensky, tous deux de 173, Lavoisier, Laval, et Henri-Paul Nadeau, comptable, 5635, Wilderton, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme vendeurs et agents manufacturiers dans l'ameublement, l'agencement et le mobilier, sous le nom de « Gilles Globensky inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 173, rue Lavoisier, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722548

Greek-Canadian Citizens Rights Association
Association Grecque-Canadienne
pour les droits du citoyen

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Soulis, boulanger, 895, avenue Ball, app. 1, Taxiarchis Tsiligiannis, travailleur en construction, 7033, rue Durocher, app. 7, et Argyro Hadjizafiriou, ménagère, épouse séparée de corps et de biens de Stavros Kassimatis, 1460, avenue Van Horne, app. 9, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Soutenir les personnes d'origine grecque qui sont des assistés sociaux ou dont les revenus sont modiques, afin qu'elles puissent surmonter leurs difficultés et problèmes élémentaires, temporaires ou permanents, sous le nom de « Greek-Canadian Citizens Rights Association — Association Grecque-Canadienne pour les droits du citoyen ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $40,000.

cian, and Réjean Deneault, painter, all four of St. Paul-de-l'Île-aux-Noix, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in all kinds of vehicles and means of transportation, under the name of "Garage Deneault inc.", with a total capital stock of à 40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each and 350 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at St. Paul-de-l'Île-aux-Noix, judicial District of Iberville.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 721467

Gilles Globensky inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Globensky, salesman, Micheline Globensky, secretary, wife of the said Gilles Globensky, both of 173 Lavoisier, Laval, and Henri-Paul Nadeau, accountant, 5635 Wilderton, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as salesmen and manufacturing agents in the field of furnishings, fittings and furniture, under the name of "Gilles Globensky inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 173 Lavoisier Street, Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722548

Greek-Canadian Citizens Rights Association
Association Grecque-Canadienne
pour les droits du citoyen

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Georges Soulis, baker, 895 Ball Avenue, Apt. 1, Taxiarchis Tsiligiannis, construction worker, 7033 Durocher Street, Apt. 7, and Argyro Hadjizafiriou, housewife, wife separate as to bed and board of Stavros Kassimatis, 1460 Van Horne Avenue, Apt. 9, all three of Montreal, for the following purposes:

To support persons of Greek Origin on welfare or low income, so that they can overcome basic temporary or permanent needs and problems, under the name of "Greek-Canadian Citizens Rights Association — Association Grecque-Canadienne pour les droits du citoyen".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $40,000.

Le siège social de la corporation est au 6065, avenue Park, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 722482

Historic Banquets Montreal Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1972, constituant en corporation: Michel Breton, 506, Copping, Otterburn Park, Yves Lauzon, 365, 38e Avenue, Lachine, Charles E. Emery, 356, Montclair, Rosemère, Clarence A. Fiske, 1212 ouest, avenue des Pins, Montréal, tous quatre avocats, et Gerda Fruythoff, secrétaire, épouse de John Anthony Paff, 126 de Breslay, Pointe Claire, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de restaurateur, sous le nom de « Historic Banquets Montreal Inc. », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 615 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 722837

Les immeubles L.T.J. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1972, constituant en corporation: Léandre-J. Taillefer, professeur, 6245, 2e Avenue, Marcel-H. Taillefer, comptable, 1800, Parthenais, et Monique Sauvé, secrétaire, fille majeure, 5636, Jeanne d'Arc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les immeubles L.T.J. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723361

Les importations S.N. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jacques Lesage, 8396, Villandry, Anjou, Jean-Luc Lauzon, 7887, Berri, tous deux naturopathes, et Roland Lauzon, commerçant, 10623, St-Hubert, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is at 6065 Park Avenue, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 722482

Historic Banquets Montreal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Breton, 506 Copping, Otterburn Park, Yves Lauzon, 365 – 38th Avenue, Lachine, Charles E. Emery, 356 Montclair, Rosemère, Clarence A. Fiske 1212 Pine Avenue West, Montreal, all four advocates, and Gerda Fruythoff, secretary, wife of John Anthony Paff, 126 de Breslay, Pointe Claire, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Historic Banquets Montreal Inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without par value and 200 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 615 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 722837

Les immeubles L.T.J. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léandre-J. Taillefer, teacher, 6245 – 2nd Avenue, Marcel-H. Taillefer, accountant, 1800 Parthenais, and Monique Sauvé, secretary, spinster, 5636 Jeanne d'Arc, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les immeubles L.T.J. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723361

Les importations S.N. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Lesage, 8396 Villandry, Anjou, Jean-Luc Lauzon, 7887 Berri, both naturopaths, and Roland Lauzon, merchant, 10623 St. Hubert, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de tous produits alimentaires, sous le nom de « Les importations S.N. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7103, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722646

Les industries chimiques Bodex Canada ltée
Bodex Chemical Canada Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Gérard Boudreault, 35, Gabin, Jean-Yves Boudreau, tous deux industriels, et Danièle Boudreau, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de 31, Gabin, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du savon et de ses produits, des parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Les industries chimiques Bodex Canada ltée — Bodex Chemical Canada Ltd. », avec un capital total de $500,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 25,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 721815

Innovation Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1972, constituant en corporation: Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Jean Lefrançois, 31, Morrison, tous deux de Mont-Royal, Michel Jetté, 207, de Guyenne, Saint-Lambert, Michel Cogger, 3940, Côte des Neiges, Marc Rochefort, 2227, Bourgoin, tous cinq avocats, Mariette Dupré, 6550, 19e Avenue, et Des Neiges Lanthier, 2150, de Maisonneuve, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire la mise en marché de tout projet, invention, concept ou idée, sous le nom de « Innovation Québec inc. », avec un capital divisé en 2,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723164

Institut Notre-Dame de Lourdes (1972) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To manufacture and deal in all food products, under the name of "Les importations S.N. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7103 St. Denis Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722646

Les industries chimiques Bodex Canada ltée
Bodex Chemical Canada Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Boudreault, 35 Gabin, Jean-Yves Boudreau, both industrialists, and Danièle Boudreau, secretary, spinster, the latter two of 31 Gabin, all three of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in soap and its products, perfume, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "Les industries chimiques Bodex Canada ltée — Bodex Chemical Canada Ltd.", with a total stock of $500,000, divided into 25,000 common shares of $10 each and 25,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 721815

Innovation Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Jean Lefrançois, 41 Morrison, both of Mount Royal, Michel Jetté, 207 de Guyenne, St. Lambert, Michel Cogger, 3940 Côte des Neiges, Marc Rochefort, 2227 Bourgoin, all five lawyers, Mariette Dupré, 6550 - 19th Avenue, and Des Neiges Lanthier, 2150 de Maisonneuve, the latter two secretaries, spinsters, the latter four of Montreal, for the following purposes:

To market all kinds of projects, inventions, concepts or ideas, under the name of "Innovation Québec inc.", with a capital stock divided into 2,000,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723164

Institut Notre-Dame de Lourdes (1972) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Juliette Bonneau, supérieure provinciale, Angèle Cognet, conseillère provinciale, Antoinette Montès, économe provinciale, toutes trois religieuses, de 845, Tiffin, Maurice Berthiaume, inspecteur d'assurances, 1184, Gardenville, Gérard Despatie, marchand, 2196, chemin Chambly, Gaston Robin, assureur-vie, 432, Roberval, Huguette Legault, épouse de Adolphe Martin, 2644, Périgny, tous sept de Longueuil, et Madeleine Veilleux, épouse de Jean-Louis Tessier, 364, Green, Saint-Lambert, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Administrer et contrôler des maisons d'enseignement et d'éducation catholique, centres récréatifs, bibliothèques, chapelles et terrains de jeux, sous le nom de « Institut Notre-Dame de Lourdes (1972) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 721387

J. C. décors inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jean Castagner, marchand, Louise Dorval, ménagère, épouse dudit Jean Castagner, tous deux de 768, Parkway Place, Laval, et André Elliott, entrepreneur, 11131, Pelletier, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « J. C. décors inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722925

Jacyrol inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Bécotte, courtier d'assurances, Saint-Germain-de-Grantham, Raymond Clair, avocat, 889, St-Georges, Drummondville, et Nicole Fontaine, secrétaire, fille majeure, 66, Principale, Saint-Félix, pour les objets suivants:

Exploiter un centre privé de villégiature, sous le nom de « Jacyrol inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $40,000.

Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Juliette Bonneau, provincial superior, Angèle Cognet, provincial adviser, Antoinette Montès, provincial treasurer, all three nuns, of 845 Tiffin, Maurice Berthiaume, insurance inspector, 1184 Gardenville, Gérard Despatie, merchant, 2196 Chambly Road, Gaston Robin, life insurer, 432 Roberval, Huguette Legault, wife of Adolphe Martin, 2644 Périgny, all seven of Longueuil, and Madeleine Veilleux, wife of Jean-Louis Tessier, 364 Green, St. Lambert, the latter two housewives, for the following purposes:

To manage and direct Catholic teaching and educational institutions, recreational centres, libraries, chapels and playgrounds, under the name of "Institut Notre-Dame de Lourdes (1972) inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $1,000,000.

The head office of the corporation is at Longueuil, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 721387

J. C. décors inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Castagner, merchant, Louise Dorval, housewife, wife of the said Jean Castagner, both of 768 Parkway Place, Laval, and André Elliott, contractor, 11131 Pelletier, Montreal North, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "J. C. décors inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722925

Jacyrol inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Rolland Bécotte, insurance broker, St. Germain-de-Grantham, Raymond Clair, lawyer, 889 St. Georges, Drummondville, and Nicole Fontaine, secretary, spinster, 66 Principale, St. Félix, for the following purposes:

To operate a private resort centre, under the name of "Jacyrol inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $40,000.

Le siège social de la corporation est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 721593

Jarode inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Jacques Bourgault, 1085, Victoria, Roger Bourgault, 436, St-Thomas, tous deux de Saint-Lambert, et Claude Bourgault, 4000, Beaufort, Brossard, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Jarode inc. », avec un capital total de $400,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 375,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 15,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 436, rue St-Thomas, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 721822

Lachine Auto Parts (1972) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Lawrence Rose, 296, Colonia, Robert Croze, tous deux garagistes, et Monique Lachapelle, ménagère, épouse dudit Robert Croze, ces deux derniers de 318, Duquette, tous trois de Châteauguay, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de véhicules motorisés, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Lachine Auto Parts (1972) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8, 7e Avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722057

Laure Curb Service Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1972, constituant en corporation: Léopold LeBlond, Simonne Michaud, épouse dudit Léopold LeBlond, tous deux commerçants, de 39, Plaquebières, et Pierre Fortin, comptable, 52, Holliday, tous trois de Sept-Îles, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is at Drummondville, judicial District of Drummond.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 721593

Jarode inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Bourgault, 1085 Victoria, Roger Bourgault, 436 St. Thomas, both of St. Lambert, and Claude Bourgault, 4000 Beaufort, Brossard, all three industrialists, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Jarode inc.", with a total capital stock of $400,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each, 375,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and 15,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 436 St. Thomas Street, St. Lambert, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 721822

Lachine Auto Parts (1972) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lawrence Rose, 296 Colonia, Robert Croze, both garage operators, and Monique Lachapelle, housewife, wife of the said Robert Croze, the latter two of 318 Duquette, all three of Châteauguay, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in motorized vehicles, engines and all their accessories and parts, under the name of "Lachine Auto Parts (1972) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at 8 – 7th Avenue, Lachine, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722057

Laure Curb Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léopold LeBlond, Simonne Michaud, wife of the said Léopold LeBlond, both merchants, of 39 Plaquebières, and Pierre Fortin, accountant, 52 Holliday, all three of Sept-Îles, for the following purposes:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Laure Curb Service Inc. », avec un capital total de de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 259, rue Laure, Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722429

Lefrançois & frères inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1972, constituant en corporation: Yves Lefrançois, maître-électricien, 60, de la Falaise, l'Ange-Gardien, Claude Lefrançois, plombier, 130, Tessier, Courville, et Marc Lefrançois, arpenteur-géomètre, 2526, Chassé, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Lefrançois & frères inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 60, avenue de la Falaise, l'Ange-Gardien, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723394

Len-Jay Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1972, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, Samuel Wex, 27, Holtham Road, Hampstead, tous deux avocats, et Rita Mahoney, secrétaire, épouse de Maurice Bray, 3730, boulevard Mountainview, Saint-Hubert, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles de sport de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Len-Jay Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1255, place Phillips, suite 904, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 722977

Lepitre Granite Works Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1972, constituant en corporation: Emery-E. Grenier, camionneur, Yvette Gagnon, ménagère, épouse dudit Emery-E. Grenier,

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Laure Curb Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 259 Laure Street, Sept-Îles, judicial District of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722429

Lefrançois & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Lefrançois, master électrician, 60 de la Falaise, L'Ange-Gardien, Claude Lefrançois, plumber, 130 Tessier, Courville, and Marc Lefrançois, land-surveyor, 2526 Chassé, Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Lefrançois & frères inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 60 de la Falaise Avenue, L'Ange-Gardien, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723394

Len-Jay Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Samuel Wex, 27 Holtham Road, Hampstead, both advocates, and Rita Mahoney, secretary, wife of Maurice Bray, 3730 Mountainview Boulevard, Saint-Hubert, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and sportswear of all kinds, under the name of "Len-Jay Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 25,000 common shares of a par value of $1 each and 1,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1255 Phillips Square, Suite 904, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 722977

Lepitre Granite Works Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Emery-E. Grenier, trucker, Yvette Gagnon, housewife, wife of the said Emery-E. Grenier, both of

tous deux de 110, Main, Gérard-C. Lepitre, manufacturier, et Carrie-B. Laro, ménagère, épouse dudit Gérald-C. Lepitre, ces deux derniers de 46, Junction, tous quatre de Beebe Plain, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de monuments, sous le nom de « Lepitre Granite Works Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beebe Plain, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722540

Librairie Dianne inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1972, constituant en corporation: Marc Bourgeois, 69, Vivian, Gilles Bertrand, 147, Dunrae, tous deux de Mont-Royal, et Jean Guy, 5400, de Louisbourg, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme libraires, sous le nom de « Librairie Dianne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, Les Récolets, Vaudreuil-sur-le-Lac, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723152

Librairie Mobilex inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1972, constituant en corporation: François Boisclair, 702, Hartland, Outremont, Yvon Brizard, 1100, McGregor, et Jean-Louis Lamoureux, 10581, Grande-Allée, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs, libraires et autres commerces semblables, sous le nom de « Librairie Mobilex inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723318

La Ligue de balles lentes d'Alma inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1972, constituant

110 Main, Gérard-C. Lepitre, manufacturer, and Carrie-B. Laro, housewife, wife of the said Gérard-C. Lepitre, the latter two of 46 Junction, all four of Beebe Plain, for the following purposes:

To manufacture and deal in monuments, under the name of "Lepitre Granite Works Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Beebe Plain, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722540

Librairie Dianne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Bourgeois, 69 Vivian, Gilles Bertrand, 147 Dunrae, both of Mount Royal, and Jean Guy, 5400 de Louisbourg, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as booksellers, under the name of "Librairie Dianne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 110 Les Récolets, Vaudreuil-sur-le-Lac, judicial District of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723152

Librairie Mobilex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Boisclair, 702 Hartland, Outremont, Yvon Brizard, 1100 McGregor, and Jean-Louis Lamoureux, 10581 Grande-Allée, the latter two of Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, bookbinders booksellers, and other similar trades, under the name of "Librairie Mobilex inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $10 each and 1,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Léonard, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723318

La Ligue de balles lentes d'Alma inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorpo-

en corporation sans capital-actions: Ambroise Tremblay, agent d'assurances, 409, Gauthier, app. 1, Raymond Gagné, journalier, 508, de la Gare, et Germain Larouche, vendeur, 511, Melançon, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la balle lente, sous le nom de « La Ligue de balles lentes d'Alma inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 721893

Lingerie Pile ou Face inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Roger Arseneault, 27, Sacré-Coeur, Rose-Aline Girard, épouse de Jacques Lapointe, 770, Hébert, tous deux commis, et Céline Robitaille, secrétaire, fille majeure, 730, Fortin, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de robes et autres vêtements pour dames, sous le nom de « Lingerie Pile ou Face inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722200

Logo Business Machines Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1972, constituant en corporation: Kenneth J. Herman, administrateur, Lydia Polak, ménagère, épouse dudit Kenneth J. Herman, tous deux du 476, chemin Iberville, Walter Pasqualotto, préposé aux crédits, 107, rue Durocher, et Miron Goldszmidt, homme de service, 4970, boulevard Samson, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines de bureaux de toutes sortes et descriptions et des pièces accessoires et fournitures d'icelles, sous le nom de « Logo Business Machines Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 476, chemin Iberville, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 722992

rate a corporation without share capital: Ambroise Tremblay, insurance agent, 409 Gauthier, Apt. 1, Raymond Gagné, labourer, 508 de la Gare, and Germain Larouche, salesman, 511 Melançon, all three of Alma, for the following purposes:

To form and operate a sports club and promote the sport of softball in particular, under the name of "La ligue de balles lentes d'Alma inc. ».

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 721893

Lingerie Pile ou Face inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Arseneault, 27 Sacré-Coeur, Rose-Aline Girard, wife of Jacques Lapointe, 770 Hébert, both clerks, and Céline Robitaille, secretary, spinster, 730 Fortin, all three of Alma, for the following purposes:

To manufacture and deal in dresses and other ladies' garments, under the name of "Lingerie Pile ou Face inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Alma, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722200

Logo Business Machines Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Kenneth J. Herman, executive, Lydia Polak, housewife, wife of the said Kenneth J. Herman, both of 476 Iberville Road, Walter Pasqualotto, credit clerk, 107 Durocher Street, and Miron Goldszmidt, serviceman, 4970 Samson Boulevard, all four of Laval, for the following purposes:

To deal in business machines of every nature and description and their accessory parts and supplies, under the name of "Logo Business Machines Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 476 Iberville Road, Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 722992

Les longs métrages C.L. ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1972, constituant en corporation: Jonathan-J. Robinson, 64, chemin Belvédère, Westmount, Yves L'Anglais, 5820, Place Decelles, Mark Feldman, 1517, McGregor, et Theodore H. Shapiro, 5175, Côte St-Luc, ces trois derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Produire, réaliser, mettre en scène, éditer et distribuer des films cinématographiques ou autres productions audio-visuelles, sous le nom de « Les longs métrages C.L. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3, Place Bonaventure, Montreal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723368

Lou's Transport (Québec) Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1972, constituant en corporation: Rodrigue Farley, 102, Principale, R. Miller Wallace, 167, Principale, et Louis Bertrand, 129, Principale, tous trois avocats, de Hull, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de transport, sous le nom de « Lou's Transport (Québec) Limited », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 25, rue Cousineau, Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 723374

Maison Jeunesse de Mont-Laurier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Lise Hébert, officier de probation, Christiane Tremblay, toutes deux filles majeures, et Réal Maltais, ces deux derniers conseillers sociaux, tous trois de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Mettre sur pieds à Mont-Laurier une maison spécialement destinée à venir en aide à la jeunesse, sous le nom de « Maison Jeunesse de Mont-Laurier inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o .722064

Les longs métrages C.L. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jonathan-J. Robinson, 64 Belvédère Road, Westmount, Yves L'Anglais, 5820 Place Decelles, Mark Feldman, 1517 McGregor, and Theodore H. Shapiro, 5175 Côte St-Luc, the latter three of Montreal, all four lawyers, for the following purposes:

To produce, stage, edit and distribute moving pictures or other audio-visual productions, under the name of "Les longs métrages C.L. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 3 Place Bonaventure, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723368

Lou's Transport (Québec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rodrigue Farley, 102 Principale, R. Miller Wallace, 167 Principale, and Louis Bertrand, 129 Principale, all three advocates, of Hull, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Lou's Transport (Québec) Limited", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 25 Cousineau Street, Hull, judicial District of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 723374

Maison Jeunesse de Mont-Laurier inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lise Hébert, probation officer, Christiane Tremblay, both spinsters, and Réal Maltais, the latter two social consultants, all three of Mont-Laurier, for the following purposes:

To set up, in Mont-Laurier, an establishment for the special purpose of assisting youth, under the name of "Maison Jeunesse de Mont-Laurier inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Mont-Laurier, judicial District of Labelle.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722064

Manufacture de robes et costumes de Repentigny inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1972, constituant en corporation: Gilles Péloquin, 132, l'Aqueduc, Repentigny, Jean-Noël Cloutier, 4074, Ste-Catherine est, tous deux commerçants, de Montréal, et Shirley Rogers, gérante, épouse de Gilles Borduas, 7751, Châteauneuf, Anjou, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Manufacture de robes et costumes de Repentigny inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 332A, Notre-Dame-des-Champs, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723352

Marine & Industrial Refuse Collectors Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1972, constituant en corporation: Richard Foley, surveillant, Elizabeth Redling, épouse dudit Richard Foley, et Anna Krauthein, veuve de Joseph Redling, ces deux dernières ménagères, tous trois de 88, Glenbrooke, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

S'occuper à recueillir les détritus et les déchets de l'entreprise maritime et industrielle, en disposer, sous le nom de « Marine & Industrial Refuse Collectors Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 722371

Maurice Warehouse Distributor Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, et Roma Cousineau, 5652, Drake, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'outillage, moteurs, machines, matériaux, parties, accessoires, instruments et appareils dont on fait emploi pour les camions, tracteurs, automobiles et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Maurice Warehouse Distributor Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Manufacture de robes et costumes de Repentigny inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Péloquin, 132 l'Aqueduc, Repentigny, Jean-Noël Cloutier, 4074 Ste. Catherine East, both merchants, of Montreal, and Shirley Rogers, manager, wife of Gilles Borduas, 7751 Châteauneuf, Anjou, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Manufacture de robes et costumes de Repentigny inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 332A Notre-Dame-des-Champs, Repentigny, judicial District of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723352

Marine & Industrial Refuse Collectors Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Foley, supervisor, Elizabeth Redling, wife of the said Richard Foley, and Anna Krauthein, widow of Joseph Redling, the latter two housewives, all three of 88 Glenbrooke, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on the business of marine and industrial waste and refuse collection and disposal, under the name of "Marine & Industrial Refuse Collectors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 20,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 723371

Maurice Warehouse Distributor Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, and Roma Cousineau, 5652 Drake, the latter two of Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in equipment, motors, engines, materials, parts, accessories, instruments and appliances used for trucks, tractors, automobiles and vehicles of all kinds, under the name of "Maurice Warehouse Distributor Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722004

Mini-informations Montréal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gérard Deniger, avocat, 4185, boulevard Gouin ouest, Guy Rousseau, administrateur, 44, Notre-Dame est, tous deux de Montréal, et Étienne Simon, imprimeur, 11949, Albert-Duquesne, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes et autres commerces connexes, sous le nom de « Mini-informations Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722808

Montreal Speedy Express Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1972, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, François Perreault, 7031, Pontoise, Saint-Léonard, et Benoit Rivet, 325, Joliette, Longueuil, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de transport, sous le nom de « Montreal Speedy Express Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 722683

Nomis Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1972, constituant en corporation: Brahm Gelfand, avocat, 5140, Mayfair, Penny Coley, 10250, Bois de Boulogne, app. 104, et Margaret Tucker, 10250, Bois de Boulogne, app. 101A, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Nomis Corp. », avec un capital total

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722004

Mini-informations Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Deniger, lawyer, 4185 Gouin Boulevard West, Guy Rousseau, administrator, 44 Notre-Dame East, both of Montreal, and Étienne Simon, printer, 11949 Albert-Duquesne, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type founders and other like trades, under the name of "Mini-informations Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722808

Montreal Speedy Express Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, François Perreault, 7031 Pontoise, Saint-Léonard, and Benoit Rivet, 325 Joliette, Longueuil, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Montreal Speedy Express Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 722683

Nomis Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brahm Gelfond, advocate, 5140 Mayfair, Penny Coley, 10250 Bois de Boulogne, Apt. 104, and Margaret Tucker, 10250 Bois de Boulogne, Apt. 101A, the latter two secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Nomis Corp.", with a total capital stock

de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 7401, boulevard Newman, Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 723059

Old Bavarian Restaurant Ltd.
Restaurant le Vieux Bavarois ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1972, constituant en corporation: John Rack, fils, restaurateur, 28, 15e rue, Laval, Diana Kleban, secrétaire, fille majeure, 7327, Fabre, et Jean-Pierre Sabourin, teneur de livres, 6352, de Marseille, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Old Bavarian Restaurant Ltd. — Restaurant le Vieux Bavarois ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 9150, avenue Esplanade, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 722549

P. D. M. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1972, constituant en corporation: Guy Dufort, 591, 12e avenue, Lasalle, Peter M. Blaikie, 315, avenue Roslyn, Westmount, tous deux avocats, Nancy Smith, 3484, Durocher, Montréal, et Diane McLaughlin, 482, Dollard, Longueuil, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Agir à titre de consultants et de conseillers auprès de la direction et des administrateurs de toute entreprise commerciale ou industrielle, sous le nom de « P. D. M. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 4, place Ville Marie, suite 514, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 723072

Papier Kingsey Falls inc.
Kingsey Falls Paper Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1972, constituant en corporation: Jacques Tétrault, 460, avenue Wood, Michael Dennis, 681, avenue Grosvenor, David Te-

of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 7401 Newman Boulevard, Lasalle, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 723059

Old Bavarian Restaurant Ltd.
Restaurant le Vieux Bavarois ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Rack junior, restaurateur, 28 – 15th Street, Laval, Diana Kleban, secretary, spinster, 7327 Fabre, and Jean-Pierre Sabourin, bookkeeper, 6352 de Marseille, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Old Bavarian Restaurant Ltd. — Restaurant le Vieux Bavarois ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of the par value of $1 each and 2,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 9150 Esplanade Avenue, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 722549

P. D. M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Dufort, 591 – 12th Avenue, Lasalle, Peter M. Blaikie, 315 Roslyn Avenue, Westmount, both advocates, Nancy Smith, 3484 Durocher, Montreal, and Diane McLaughlin, 482 Dollard, Longueuil, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To act as consultants and advisors to the management and executives of any commercial enterprise or industrial organization, under the name of "P. D. M. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 4 Place Ville Marie, Suite 514, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723072

Papier Kingsey Falls inc.
Kingsey Falls Paper Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Tétrault, 460 Wood Avenue, Michael Dennis, 681 Grosvenor Avenue, David Terence Dingle,

rence Dingle, 561, avenue Lansdowne, Charles John Michael Flavell, 10, place Parkman, William Ross Lambert, 6, place Breaside, tous les cinq de Westmount, et Derek Austin Hanson, 987, Moncrieff Road, Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des produits, articles et marchandises de toutes sortes, y compris en particulier le papier d'amiante, le papier d'emballage fort et autres produits semblables en faire le commerce, sous le nom de « Papier Kingsey Falls inc. — Kingsey Falls Paper Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Kingsey Falls, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 723425

Pen & Quill Advertising Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1972, constituant en corporation: Ezra Rotchin, Arleen Solomon, épouse dudit Ezra Rotchin, tous deux du 92, chemin Hampstead, Abraham Weitzman, et Rhoda Wiener, épouse dudit Abraham Weitzman, ces deux derniers du 6, chemin Minden, tous quatre administrateurs, de Hampstead, pour les objets suivants:

Faire la promotion, la vente, la réclame, la distribution, l'exposition, l'étalage ou la présentation de tout genre de produits manufacturés ou autres, marchandise, tissus, biens personnels et objets de toutes sortes susceptibles d'être vendus ou commercialisés, sous le nom de « Pen & Quill Advertising Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 38,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 455, rue Deslauriers, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 723354

Les pétroles Paul Tremblay inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1872, constituant en corporation: Paul Tremblay, distributeur,Mariette Lapointe, ménagère, épouse dudit Paul Tremblay, tous deux de 425, Carette, et Fernand Bourret, comptable, 1183, Ste-Marthe, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits pétroliers, gazoline, huile, lubrifiants, huiles à chauffage et autres produits semblables, sous le nom de « Les pétroles Paul Tremblay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722831

561 Lansdowne Avenue, Charles John Michael Flavell, 10 Parkman Place, William Ross Lambert, 6 Breaside Place, all five of Westmount, and Derek Austin Hanson, 987 Moncrieff Road, Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, including in particular, asbestos paper, kraft paper and related products, under the name of "Papier Kingsey Falls inc. — Kingsey Falls Paper Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 20,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Kingsey Falls, judicial District of Drummond.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 723425

Pen & Quill Advertising Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ezra Rotchin, Arleen Solomon, wife of the said Ezra Rotchin, both of 92 Hampstead Road, Abraham Weitzman, and Rhoda Wiener, wife of the said Abraham, the latter two of 6 Minden Road, all four executives, of Hampstead, for the following purposes:

To promote, sell, advertise, distribute, exhibit, display or introduce any and all products, manufactured or otherwise, merchandise, fabrics, personal property and subjects of trade or commerce of every kind, under the name of "Pen & Quill Advertising Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 38,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 455 Deslauriers Street, Saint-Laurent, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 723354

Les pétroles Paul Tremblay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Tremblay, agent, Mariette Lapointe, housewife, wife of the said Paul Tremblay, both of 425 Carette, and Fernand Bourret, accountant, 1183 Ste. Marthe, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To deal in petroleum, gas, oil, lubricants, heating oil and other like products, under the name of "Les pétroles Paul Tremblay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial District of Mégantic.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722831

Pidcor Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1972, constituant en corporation: Henry Bernard, mécanicien, 5720, Décarie, app. 103, Noel Pidgeon, homme d'affaires, 7547, avenue Wiseman, tous deux de Montréal, et Mory Leo Pidgeon, industriel, 5, place Dufour, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Agir à titre d'entrepreneurs, de constructeurs et de conseillers au compte ou auprès de la compagnie ou de tout autre établissement, dans toute entreprise ayant trait à l'immeuble, sous le nom de « Pidcor Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 57 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 723338

Placements A.B.G.M. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1972, constituant en corporation: Fernand Audet, industriel, 855, des Braves, Québec, Brock L. Batten, gérant de ventes, 40, chemin Lombardy, Howard Gregory, gérant de production, 100, chemin Churchill, tous deux de Baie-d'Urfé, et Robert L. Munro, gérant général, 1409, chemin du Lac St-Louis, Léry, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, sous le nom de « Placements A.B.G.M. inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722595

Les placements Domi inc.
Domi Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Roland Aylmer Harwood, retraité, Alice Cuerrier, ménagère, épouse dudit Roland Aylmer Harwood, tous deux de 1209, Foch, Verdun, et Renée Carbonneau, secrétaire, fille majeure, 173, 16e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les placements Domi inc.— Domi Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Pidcor Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henry Bernard, mechanic, 5720 Décarie, Apt. 103, Noel Pidgeon, businessman, 7547 Wiseman Avenue, both of Montreal, and Mory Leo Pidgeon, industrialist, 5 place Dufour, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To act as contractors, builders and consultants for the company or for others in any project involving real estate, under the name of "Pidcor Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 57 St. James Street West, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 723338

Placements A.B.G.M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Audet, industrialist, 855 des Braves, Québec, Brock L. Batten, sales manager, 40 Lombardy Road, Howard Gregory, manufacturing manager, 100 Churchill Road, both of Baie-d'Urfé, and Robert L. Munro, general manager, 1409 Lake St-Louis Road, Léry, for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "Placements A.B.G.M. inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722595

Les placements Domi inc.
Domi Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Aylmer Harwood, retired, Alice Cuerrier, housewife, wife of the said Roland Aylmer Harwood, both of 1209 Foch, Verdun, and Renée Carbonneau, secretary, spinster, 173 – 16th Avenue, Lachine, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les placements Domi inc.— Domi Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 1209, rue Foch, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722021

Les placements F.G.C. inc.

Les ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de là première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, Pierre-R. Brosseau, 4921, Coronet, tous deux de Montréal, Pierre-L. Lapointe, 190, Varry, Saint-Laurent, et Thomas-A. Lavin, Lac Brome, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements F.G.C. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8351, Talcy, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723008

Potvin & Savard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1972, constituant en corporation: Serge Potvin, entrepreneur, Colombe Savard, maîtresse de maison, épouse dudit Serve Potvin, Louis-Philippe Savard, entrepreneur, et Éliette Boulianne, maîtresse de maison, épouse dudit Louis-Philippe Savard, ces deux derniers de 43, 7e Rue, tous quatre de Chibougamau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Potvin & Savard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 176, 5e Avenue, Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS

47698-o 723434

Les promotions Ste-Croix inc.

Le ministre des-Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1972, constituant en corporation: Pierre Jutras, 32, Belvédère, Arthabaska, Jean-Claude Dallaire, 1, de la Ronde, tous deux avocats, et Pierre Letarte, comptable, 315, Victoria, ces deux derniers de Victoriaville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Les promotions Ste-Croix inc. », avec un capital divisé en 50,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

The head office of the company is at 1209 Foch Street, Verdun, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722021

Les placements F.G.C. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, Pierre-R. Brosseau, 4921 Coronet, both of Montreal, Pierre-L. Lapointe, 190 Varry, St. Laurent, and Thomas-A. Lavin, Lac Brome, all four lawyers, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements F.G.C. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8351 Talcy, Anjou, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 423008

Potvin & Savard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Potvin, contractor, Colombe Savard, housewife, wife of the said Serge Potvin, Louis-Philippe Savard, contractor, and Éliette Boulianne, housewife, wife of the said Louis-Philippe Savard, the latter two of 43 – 7th Street, all four of Chibougamau, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Potvin & Savard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 176 – 5th Avenue, Chibougamau, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723434

Les promotions Ste-Croix inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Jutras, 32 Belvédère, Arthabaska, Jean-Claude Dallaire, 1 de la Ronde, both lawyers, and Pierre Letarte, accountant, 315 Victoria, the latter two of Victoriaville, for the following purposes:

To operate a business consisting in providing the public with entertainment, under the name of "Les promotions Ste-Croix inc.", with a capital stock divided into 50,000 common shares without nominal value.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Croix, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723548

Quebefax inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1972, constituant en corporation: Joseph P. Miller, 120, 90e avenue, Lasalle, Isidore Buller, 202, Dumont, Beloeil, et Yvan Lerner, 4988, Carlton, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles, accessoires et matériel de bureau, sous le nom de « Quebefax inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3812, Notre-Dame, suite 102, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723274

Radio C F O X inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1972, constituant en corporation: Michael Dennis, 681, avenue Grosvenor, Jacques Tétrault, 460, avenue Wood, D. Terence Dingle, 561, avenue Landsdowne, C. J. Michael Flavell, 10, place Parkman, W. Ross Lambert, 6, place Breaside, tous les cinq de Westmount, Derek Austin Hanson, 987, chemin Moncrieff, Mont-Royal, et Michael D. Levinson, 174, rue Ashton, Saint-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des postes de radio et télévision et autres entreprises de radio-diffusion, sous le nom de « Radio C F O X inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à 203, boulevard Hymus, Pointe Claire, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 723386

Radio Plessisville ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1972, constituant en corporation: Ethel Proulx, épouse de Maurice Levesque, 224, Roy, Thetford Mines, Diane Gagnon, épouse de Roland Moore, 299B, St-Charles, et Rose-Hélène Grégoire, épouse de Yves Marchand, 277B, St-Charles, ces deux dernières de Black Lake, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radio-diffusion et de TSF, sous le nom de « Radio Plessisville ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at Ste. Croix, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723548

Quebefax inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph P. Miller, 120 – 90th Avenue, Lasalle, Isidore Buller, 202 Dumont, Beloeil, and Yvan Lerner, 4988 Carlton, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in office goods, accessories and material, under the name of "Quebefax inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 3812 Notre-Dame, Suite 102, Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723274

Radio C F O X inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Dennis, 681 Grosvenor Avenue, Jacques Tétrault, 460 Wood Avenue, D. Terence Dingle, 561 Landsdowne Avenue, C. J. Michael Flavell, 10 Parkman Place, W. Ross Lambert, 6 Breaside Place, all five of Westmount, Derek Austin Hanson, 987 Moncrieff Road, Mount Royal, and Michael D. Levinson, 174 Ashton Street, Saint-Laurent, all advocates, for the following purposes:

To operate radio and television stations and other broadcasting undertakings, under the name of "Radio C F O X inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 203 Hymus Boulevard, Pointe Claire, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 723386

Radio Plessisville ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ethel Proulx, wife of Maurice Levesque, 224 Roy, Thetford Mines, Diane Gagnon, wife of Roland Moore, 299B St. Charles, and Rose-Hélène Grégoire, wife of Yves Marchand, 277B St. Charles, the latter two of Black Lake, all three secretaries, for the following purposes:

To operate wireless broadcasting and receiving stations, under the name of "Radio Plessisville ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722594

Restaurant La Vigie Matane inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gilles Gaul, Embert Whittom, tous deux avocats, et Martine Métivier, secrétaire, fille majeure, tous trois de Chandler, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant La Vigie Matane inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722781

Restaurant le Vacancier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1972, constituant en corporation: Guy Bélisle, notaire, 149, St-Eustache, Françoise Théoret, épouse de Guy Jérôme, 91, de Bellefeuille, tous deux de Saint-Eustache, et Christiane Forget, épouse de Gaétan Latrémouille, 257, 21e Avenue, Deux-Montagnes, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Restaurant le Vacancier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Oka, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723137

Restaurant Mon Jardin (Montréal) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1972, constituant en corporation: Jean Monette, avocat, 71, Léopold, Longueuil, Lucie St-Onge, secrétaire, 1808, Sherbrooke ouest, et Suzanne Lefebvre, adjointe administrative, 3465, Stanley, ces deux dernières filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Restaurant Mon Jardin (Montréal) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at Plessisville, judicial District of Mégantic.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722594

Restaurant La Vigie Matane inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Gaul, Embert Whittom, both lawyers, and Martine Métivier, secretary, spinster, all three of Chandler, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant La Vigie Matane inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Matane, judicial District of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722781

Restaurant le Vacancier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bélisle, notary, 149 St. Eustache, Françoise Théoret, wife of Guy Jérôme, 91 de Bellefeuille, both of St. Eustache, and Christiane Forget, wife of Gaétan Latrémouille, 257 – 21st Avenue, Deux-Montagnes, the latter two secretaries, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Restaurant le Vacancier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Oka, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723137

Restaurant Mon Jardin (Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Monette, lawyer, 71 Léopold, Longueuil, Lucie St-Onge, secretary, 1808 Sherbrooke West, and Suzanne Lefebvre, administrative assistant, 3465 Stanley, the latter two spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Restaurant Mon Jardin (Montréal) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723263

Restaurant Tout Blanc inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1972, constituant en corporation: Louis-A. Toupin, avocat, 3455, McCarthy, Saint-Laurent, Ginette Gravel, fille majeure, 1479, Gilford, Montréal, et Denise Lemay, épouse de Eugène-L. Dubé, 8025, Juliette, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Tout Blanc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722816

Rideau Development Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Robert Litvack, 590 Stanstead, Mont Royal, Ralph Lipper, 1550 McGregor, Montreal, et David Katznelson, 145 Radcliffe, Montréal Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeuble et de placement, sous le nom de « Rideau Development Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1 Place Ville-Marie, suite 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 722175

St-Georges Electric Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1972, constituant en corporation: Gilles Lachance, comptable, 41, Père Arnaud, Charles Girard, 32, Babel, Claude Larouche, 106, Laval, tous trois de Baie-Comeau, et Lucien Larouche, 73, Parc Parent, Hauterive, ces trois derniers électriciens, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'appareils électriques, réfrigérateurs, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « St-Georges

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723263

Restaurant Tout Blanc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-A. Toupin, lawyer, 3455 McCarthy, St. Laurent, Ginette Gravel, spinster, 1479 Gilford, Montreal, and Denise Lemay, wife of Eugène-L. Dubé, 8025 Juliette, Lasalle, the latter two secretaries, for the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Tout Blanc inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722816

Rideau Development Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Litvack, 590 Stanstead, Mount Royal, Ralph Lipper, 1550 McGregor, Montreal, and David Katznelson, 145 Radcliffe, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Rideau Development Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 722175

St-Georges Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Lachance, accountant, 41 Père Arnaud, Charles Girard, 32 Babel, Claude Larouche, 106 Laval, all three of Baie-Comeau, and Lucien Larouche, 73 Parc Parent, Hauterive, the latter three electricians, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical appliances, refrigerators, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "St-Georges Electric

Electric Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 721897

St. Lawrence Wire and Cable Industries Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1972, constituant en corporation: Michelina Tedeschi, 7320, 9e Avenue, Claudette Léonard, 1040, de Salaberry, app. 17, toutes deux filles majeures, de Montréal, et Dorothy Kawick, épouse de Bradley Taylor, 1090, curé Poirier, Longueuil, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Produire de l'énergie électrique, en faire le commerce, fabriquer des machines, appareils, outillages et accessoires électriques de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « St. Lawrence Wire and Cable Industries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 500 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 723370

Ste-Julie Auto Parts Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1972, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, Marie-Rose, André St-Jacques, 154, d'Anjou, et Pierre Dureault, 1172, Franchère, tous trois avocats, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de toutes sortes de véhicules et moyens de transport, sous le nom de « Ste-Julie Auto Parts Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1002, rang des Trente, Sainte-Julie, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723125

Salvatore Brickling Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1972, constituant en corporation: Richard Barbeau, 275, Amédée-Meunier, Repentigny, Gilles Duchesne, 2255, St-Mathieu, app. 101, Montréal, et Jean Geoffrion, 1120, Bernard ouest, app. 34, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial District of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 721897

St. Lawrence Wire and Cable Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michelina Tedeschi, 7320 – 9th Avenue, Claudette Léonard, 1040 de Salaberry, Apt. 17, both spinsters, of Montreal, and Dorothy Kawick, wife of Bradley Taylor, 1090 Curé Poirier, Longueuil, all three secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in electricity and electric machinery, apparatus, appliances and supplies of every nature, under the name of "St. Lawrence Wire and Cable Industries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 500 St. James Street West, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 723370

Ste-Julie Auto Parts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose, André St-Jacques, 154 d'Anjou, and Pierre Dureault, 1172 Franchère, all three lawyers, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in all kinds of vehicles and means of transportation, under the name of "Ste-Julie Auto Parts Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1002 Rang des Trente, Ste. Julie, judicial District of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723125

Salvatore Brickling Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Barbeau, 275 Amédée-Meunier, Repentigny, Gilles Duchesne, 2255 St. Mathieu, Apt. 101, Montreal, and Jean Geoffrion, 1120 Bernard West, Apt. 34, Outremont, all three lawyers, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Salvatore Brickling Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, 15e Avenue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722943

Service Matco limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Gérard St-Onge, industriel, 1535, Wilfrid Pelletier, Louis Beaugrand-Champagne, comptable, 2000, Lévesque, tous deux de Laval, et Bernard-E. Blanchard, avocat, 500, Place d'Armes, suite 1980, Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'entretien, la réparation et le service d'appareils et systèmes de chauffage, sous le nom de « Service Matco limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 14, rue Milner, Montréal-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS

47698-o 722048

Services techniques M.P.S. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gabriel Fontaine, administrateur, Antonio Sergi, et Roger Mavillaz, ces deux derniers ingénieurs, tous trois de Matagami, pour les objets suivants:

Fournir des services dans les domaines de la géologie appliquée, sous le nom de « Services techniques M.P.S. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matagami, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722352

Shomay Import Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1972, constituant en corporation: Martin Cohen, gérant, Soryl Reinblatt, ménagère, épouse dudit Martin Cohen, tous deux de 5767, Westluke, Larry Baily, marchand, et Claire

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Salvatore Brickling Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 50 – 15th Avenue, Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722943

Service Matco limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard St-Onge, industrialist, 1535 Wilfrid Pelletier, Louis Beaugrand-Champagne, accountant, 2000 Lévesque, both of Laval, and Bernard-E. Blanchard, lawyer, 500 Place d'Armes, Suite 1980, Montreal, for the following purposes:

To perform maintenance and repair work and service on heating appliances and systems, under the name of "Service Matco limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 14 Milner Street, Montreal West, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722048

Services techniques M.P.S. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gabriel Fontaine, administrator, Antonio Sergi, and Roger Mavillaz, the latter two engineers, all three of Matagami, for the following purposes:

To provide services in the field of applied geology, under the name of "Services techniques M.P.S. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Matagami, judicial District of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722352

Shomay Import Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Martin Cohen, manager, Soryl Reinblatt, housewife, wife of the said Martin Cohen, both of 5767 Westluke, Larry Baily, merchant, and Claire

Schacter, ménagère, épouse dudit Larry Baily, ces deux derniers de 5621, avenue Cork, tous quatre de Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Confectionner toutes sortes de produits alimentaires, marinades, condiments, conserves, sauces, épices, victuailles et provisions en faire le commerce, sous le nom de « Shomay Import Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions catégorie A, d'une valeur au pair de $1 chacune, 5,000 actions catégorie B, d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1115 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 723401

Schacter, housewife, wife of the said Larry Baily, the latter two of 5621 Cork Avenue, all four of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of foods, pickles, condiments, preserves, sauces, spices, victuals and provisions, under the name of "Shomay Import Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 class A shares having a par value of $1 each, 5,000 class B shares having a par value of $1 each and 30,000 preferred shares having a par value of $1 each.

The head office of the company is at 1115 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 723401

J. P. Sicotte ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1972, constituant en corporation: Jean-Paul Sicotte, opérateur, 2035, boulevard Marie, Laflèche, Rhéal Gagné, comptable, 11422, Tolhurst, et Jean Gagné, avocat, 10285, Jeanne-Mance, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « J. P. Sicotte ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723357

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Sicotte, operator, 2035 Marie Boulevard, Laflèche, Rhéal Gagné, accountant, 11422 Tolhurst, and Jean Gagné, lawyer, 10285 Jeanne-Mance, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "J. P. Sicotte ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723357

La société d'entretien et de rénovation de moteur ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1972, constituant en corporation: Gérard Deniger, avocat, 4185, Gouin ouest, Guy Rousseau, administrateur, 44, Notre-Dame est, tous deux de Montréal, et Arthur Paiement, vendeur, 204, Gentilly ouest, Longueuil, pour les objets suivants:

Fabriquer, entretenir, réparer, installer et faire le commerce de tous genres de moteurs, dynamos, générateurs et autres appareils similaires, sous le nom de « La société d'entretien et de rénovation de moteur ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722308

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Deniger, lawyer, 4185 Gouin West, Guy Rousseau, administrator, 44 Notre-Dame East, both of Montreal, and Arthur Paiement, salesman, 204 Gentilly West, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture, maintain, repair, install and deal in all kinds of motors, dynamos, generators and other like equipment, under the name of "La société d'entretien et de rénovation de moteur ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial District of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722308

Société d'histoire de Longueuil

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Charles-Ed. Millette, rentier, 62, St-Laurent ouest, Gaston LaBadie, recherchiste, 257, Guilbault, Odette Lebrun, conservateur, fille majeure, 133, St-Sylvestre, app. 8, Édouard Doucet, journaliste, 177, Labonté, et Fleurette Lauzier-ménagère, épouse de Réjean Richard, 1540, Marie-Victorin, tous de Longueuil, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à l'inventaire de tous les sujets à caractère historique se rapportant au territoire qui faisait partie de la seigneurie et de la baronnie de Longueuil, sous le nom de « Société d'histoire de Longueuil ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722128

La société Sibeca inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juin 1972, constituant en corporation: Michel Simard, avocat, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Nicole Walsh, 41½, Desjardins, Québec, et Lise Vallière, 916, Place Beloeil, Sainte-Foy, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en valeurs mobilières, sous le nom de « La société Sibeca inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 7,000 actions ordinaires de $25 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723589

Station de service Jean Roberge inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1972, constituant en corporation: Yvan Latouche, industriel, 1162, Jean-Charles Cantin, Léopold Giguère, rentier, 1160, de la Poterie, et Hélène Chabot, ménagère, épouse de Jean Roberge, 4256, France-Roy, tous trois de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de toutes sortes de véhicules et moyens de transport, sous le nom de « Station de service Jean Roberge inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Société d'histoire de Longueuil

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Charles-Ed. Millette, annuitant, 62 St. Laurent West, Gaston LaBadie, researcher, 257 Guilbault, Odette Lebrun, curator, spinster, 133 St. Sylvestre, Apt. 8, Édouard Doucet, journalist, 177 Labonté, and Fleurette Lauzier, housewife, wife of Réjean Richard, 1540 Marie-Victorin, all of Longueuil, for the following purposes:

To group together persons interested in the inventory of all subjects of a historical nature pertaining to the territory which formed part of the seigniory and of the barony of Longueuil, under the name of "Société d'histoire de Longueuil".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Longueuil, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722128

La société Sibeca inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Simard, lawyer, St. Dunstan-du-Lac-Beauport, Nicole Walsh, 41½ Desjardins, Québec, and Lise Vallière, 916 Place Beloeil, Ste. Foy, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as stock brokers, under the name of "La société Sibeca inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 7,000 common shares of $25 each and 1,000 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723589

Station de service Jean Roberge inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvan Latouche, industrialist, 1162 Jean-Charles Cantin, Léopold Giguère, annuitant, 1160 de la Poterie, and Hélène Chabot, housewife, wife of Jean Roberge, 4256 France-Roy, all three of St. Félix-du-Cap-Rouge, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in all kinds of vehicles and means of transportation, under the name of "Station de service Jean Roberge inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Félix-du-Cap-Rouge, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723267

Studio Diane inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Léo Lepage, comptable, 8, Place des Artisans, Charlemagne, Gilles St-Pierre, avocat, 230, Guillerm, Longueuil, et Guy Therrien, administrateur, 3075, de la Malbaie, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des studios de massage, de culture physique et de traitement de beauté, sous le nom de « Studio Diane inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 440, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 722027

Synerkom inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1972, constituant en corporation: Jean-Claude Bureau, 12365, Crevier, Cartierville, Bernard Gratton, 1740, Boucherville, Saint-Bruno, et Michel Robin, 2170, Berthier, Duvernay, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Concevoir, créer, développer, vendre, louer et distribuer des méthodes et des systèmes de simulation, d'organisation, de gestion et d'administration d'entreprises, sous le nom de « Synerkom inc. », avec un capital divisé en 3,500 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723071

Ucom inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1972, constituant en corporation: Charles Beuglet, étudiant en droit, 3484, Hutchison, app. 206, Francine Fortin, fille majeure, 7161, Fabre, app. 1, tous deux de Montréal, et Alexandra Buzynski, épouse de Pierre Charron, 19, Richelieu, Saint-Basile-le-Grand, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en communication, sous le nom de « Ucom inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at St. Félix-du-Cap-Rouge, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723267

Studio Diane inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Lepage, accountant, 8 Place des Artisans, Charlemagne, Gilles St-Pierre, lawyer, 230 Guillerm, Longueuil, and Guy Therrien, administrator, 3075 de la Malbaie, Laval, for the following purposes:

To operate massage, physical training and beauty treatment studios, under the name of "Studio Diane inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 440 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 722027

Synerkom inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Bureau, 12365 Crevier, Cartierville, Bernard Gratton, 1740 Boucherville, St. Bruno, and Michel Robin, 2170 Berthier, Duvernay, all three lawyers, for the following purposes:

To conceive, create, develop, sell, rent and distribute business simulation, organization, management and administration methods and systems, under the name of "Synerkom inc.", with a capital stock divided into 3,500 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723071

Ucom inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Beuglet, law student, 3484 Hutchison, Apt. 206, Francine Fortin, spinster, 7161 Fabre, Apt. 1, both of Montreal, and Alexandra Buzynski, wife of Pierre Charron, 19 Richelieu, St. Basile-le-Grand, the latter secretaries, for the following purposes:

To carry on business as communication contractors, under the name of "Ucom inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 723409

Valimo Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1972, constituant en corporation: Israel Lybanon, 1444, Mackay, Mendel Marcovici, 4854, chemin Côte-des-Neiges, tous deux de Montréal, et Larry Stuhl, 1453, Élizabeth, Laval, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Fabriquer de la bijouterie, des montres, des moules et modèles de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Valimo Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 460 ouest, rue Sainte-Catherine, suite 410, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 723301

Venglo Investments Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1972, constituant en corporation: Peter M. Blaikie, avocat, 315, avenue Roslyn, Westmount, Marie-Édith Lebrun, 6635, boulevard Bruxelles, Brossard, et Diane McLaughlin, 482, rue Dollard, Longueuil, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement, sous le nom de « Venglo Investments Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 97,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4 Place Ville-Marie, suite 514, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 723175

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 723409

Valimo Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Israel Lybanon, 1444 Mackay, Mendel Marcovici, 4854 Côte des Neiges Road, both of Montreal, and Larry Stuhl, 1453 Elizabeth, Laval, all three businessmen, for the following purposes:

To manufacture and deal in jewellery, watches, molds and designs of all kinds, under the name of "Valimo Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 460 St. Catherine Street West, Suite 410, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 723301

Venglo Investments Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter M. Blaikie, advocate, 315 Roslyn Avenue, Westmount, Marie-Édith Lebrun, 6635 Bruxelles Boulevard, Brossard, and Diane McLaughlin, 482 Dollard Street, Longueuil, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Venglo Investments Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each, 2,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 97,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 4 Place Ville Marie, Suite 514, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 723175

Lettres patentes supplémentaires

Association des Commerçants et Industriels Italiens de Montréal

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de mai

Supplementary Letters Patent

Association des Commerçants et Industriels Italiens de Montréal

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Coop-

1972, à la corporation « Club Culturel et Artistique de Montréal inc. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de novembre 1969, changeant son nom en celui de « Association des Commerçants et Industriels Italiens de Montréal ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 5024-69

Charron Excavation inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour d'août 1971, à la compagnie « Charron Excavation inc. », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 2514-65

Crédit-Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de juin 1972, à la compagnie « Crédit-Québec inc. », 1° réduisant son capital de $80,000 à $10,000 par l'annulation de 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° convertissant 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune en 10,000 actions classe « A » de $1 chacune; 3° augmentant son capital de $10,000 à $310,000 par la création de 2,500 actions privilégiées de $100 chacune et 50,000 actions classe « B » de $1 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 5260-48

Distributions Sportives Belex inc.
Belex Sporting Distribution Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de mai 1972, à la compagnie « Belex (Québec) Inc. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de juin 1971, 1° changeant son nom en celui de « Distributions Sportives Belex inc.— Belex Sporting Distribution Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 3186-71

L'École des Routiers Professionnels de Québec inc.
Québec Professional Truck Driver School Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes to "Club Culturel et Artistique de Montreal inc.", incorporated by letters patent dated 13th day of November, 1969, changing its name to that of "Association des Commerçants et Industriels Italiens de Montréal".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 5024-69

Charron Excavation inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Charron Excavation inc.", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 2514-65

Crédit-Québec inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Crédit-Québec inc.", 1. reducing its capital from $80,000 to $10,000 by the cancellation of 700 preferred shares of a par value of $100 each; 2. converting 10,000 common shares of a par value of $1 each into 10,000 class "A" shares of $1 each; 3. increasing its capital of $10,000 to $310,000 by the creation of 2,500 preferred shares of $100 each and 50,000 class "B" shares of $1 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 5260-48

Distributions Sportives Belex inc.
Belex Sporting Distribution Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Belex (Québec) Inc.", incorporated by letters patent dated 10th day of June, 1971, 1. changing its name to that of "Distributions Sportives Belex inc.— Belex Sporting Distribution Inc."; 2° extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698-o 3186-71

L'École des Routiers Professionnels de Québec inc.
Québec Professional Truck Driver School Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of April, 1972, have been issued by the Minister

patentes supplémentaires en date du 7e jour d'avril 1972, à la compagnie « L'École des Routiers Professionnels de Québec inc.— Québec Professional Truck Driver School Inc. », augmentant son capital de $75,000 à $500,000 par la création de 35,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 1702-65

S.V.G. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de mars 1972, à la compagnie « S.V.G. inc. », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 715793

Superseal Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de juin 1972, à la compagnie « Superseal Corporation », 1° convertissant et changeant 47,500 actions classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune en 47,500 actions ordinaires sans valeur au pair et 97,500 actions classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune en 97,500 actions ordinaires sans valeur au pair; 2° augmentant son capital par la création de 55,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle les 200,000 actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de $400,000.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 49065-53

Transiking Manufacturing of Québec Ltd.
Les Manufactures Transiking du Québec ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de mai 1972, à la compagnie « Transikaing Manufacturing of Québec Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de septembre 1971, changeant son nom en celui de « Transiking Manufacturing of Québec Ltd.— Les Manufactures Transiking du Québec ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 714873

of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "L'École des Routiers Professionnels de Québec inc.— Québec Professional Truck Driver School Inc.", increasing its capital from $75,000 to $500,000 by the creation of 35,000 common shares of a par value of $10 each and 7,500 preferred shares of a par value of $10 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 1702-65

S.V.G. inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "S.V.G. inc.", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 715793

Superseal Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Superseal Corporation", 1. converting and changing 47,500 class "A" shares of a par value of $1 each into 47,500 common shares without par value and 97,500 class "B" shares of a par value of $1 each into 97,500 common shares without par value; 2. increasing its capital by the creation of 55,000 common shares without par value; the aggregate consideration for the issue of the said 200,000 common shares without par value shall not exceed in amount or value the sum of $400,000.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 49065-53

Transiking Manufacturing of Québec Ltd.
Les Manufactures Transiking du Québec ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Transikaing Manufacturing of Québec Ltd.", incorporated by letters patent dated the 27th day of September 1971, changing its name to that of "Transiking Manufacturing of Québec Ltd.—Les Manufactures Transiking du Québec ltée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 714873

Chartes — demandes d'abandon de

Amity Enterprises Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Amity Enterprises Ltd. » demandera la permission d'abandonner sa charte, selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 23 août 1972.

Le procureur de la compagnie,
47733 JACK B. BOBROVE, C.R.

L'Association des Propriétaires de Mont St-Hilaire Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « L'Association des Propriétaires de Mont St-Hilaire Inc. » s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Le procureur de la compagnie,
Me DENIS ROUSSEAU, *avocat.*
750 boulevard Laurentien, suite 122,
St-Laurent, 379, Qué. 47734-o

British Clothing Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que « British Clothing Co. Ltd. », une compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 22e jour d'octobre 1970.

Les procureurs de la compagnie,
47735 DRUKER, LAZARUS & FREED.

Le Centre de Consultation Matrimoniale Matrimonial Counselling Center

Avis est donné que « Le Centre de Consultation Matrimoniale — Matrimonial Counselling Center » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

47736-o GUY DULUDE, *avocat.*

Girls' Town Inc.

Avis est donné que la compagnie « Girls' Town Inc. » ayant son siège social à Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 23 août 1972.

Le secrétaire,
47741-o D. SILVER.

Charters — Applications for Surrender of

Amity Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that "Amity Enterprises Ltd." will apply for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, August 23, 1972.

JACK B. BOBROVE, Q.C.,
47733-o *Attorney for the company.*

Mont St-Hilaire Property Owners Association

Notice is hereby given that "Mont St-Hilaire Property Owners Association" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Me DENIS ROUSSEAU, *lawyer,*
Attorney of the company.
750 Laurentien Boulevard, Suite 122,
St. Laurent, 379, Qué. 47734-o

British Clothing Co. Ltd.

Notice is hereby given that "British Clothing Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the City and District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of October, 1970.

DRUKER, LAZARUS & FREED,
47735-o *Attorneys for the company.*

Le Centre de Consultation Matrimoniale Matrimonial Counselling Center

Notice is hereby given that "Le Centre de Consultation Matrimoniale — Matrimonial Counselling Center" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

47736-o GUY DULUDE, *lawyer.*

Girls' Town Inc.

Notice is hereby given that "Girls' Town Inc." having its head office at Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for permission to surrender its charter under the provisions of the Québec Companies Act.

Montreal, August 23, 1972.

D. SILVER,
47741-o *Secretary.*

Darlington Avenue Tavern Inc.

Avis est donné que la compagnie « Darlington Avenue Tavern Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 21e jour d'août 1972.

Le vice-président,
47737 MYER WEINSTEIN.

Darlington Avenue Tavern Inc.

Notice is hereby given that "Darlington Avenue Tavern Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City and District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of August, 1972.

MYER WEINSTEIN,
47737-o *Vice-President.*

Deb-Jay Importers Ltd.

Avis est donné par les présentes que « Deb-Jay Importers Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 22e jour d'août 1972.

La secrétaire,
47738-o RITA RIEGELHAUPT.

Deb-Jay Importers Ltd.

Notice is hereby given that "Deb-Jay Importers Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of August, 1972.

RITA RIEGELHAUPT,
47738-o *Secretary.*

Dorion Construction limitée

Avis est donné que la compagnie « Dorion Construction limitée », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social en la ville de Dorion demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en conformité avec la Loi des compagnies.

Signé à Montréal, ce 22e jour d'août 1972.

Le secrétaire,
47739-o J. P. DENIS.

Dorion Construction limitée

Notice is hereby given that "Dorion Construction limitée", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the City of Dorion, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of August, 1972.

J. P. DENIS,
47739-o *Secretary.*

Canapro Ltd.

Avis est donné que « Canapro Ltd. », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Cap aux Meules, Îles de la Madeleine, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 28e jour d'août 1972.

Les procureurs de la compagnie,
LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
47740-o PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT.

Canapro Ltd.

Notice is hereby given that "Canapro Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in Grindstone, Magdalen Islands, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of August, 1972.

LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT,
47740-o *Attorneys for the company.*

Mo-De Construction inc.

Avis est donné que la compagnie « Mo-De Construction inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
47745-o ROBERT L'HEUREUX, *Notaire.*

Mo-De Construction inc.

Notice is given that "Mo-de Construction inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ROBERT L'HEUREUX, *Notary,*
47745 *Attorney for the company.*

Grégoire Lambert Immeubles inc.
Grégoire Lambert Realties Inc.

Avis est par les présentes donné que « Grégoire Lambert Immeubles inc.— Grégoire Lambert Realties Inc. », une corporation incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 15 août 1972.

L'administrateur provisoire,
47742-o PIERRE LAFOREST.

Grégoire Lambert Immeubles inc.
Grégoire Lambert Realties Inc.

Notice is hereby given that "Grégoire Lambert Immeubles inc.— Grégoire Lambert Realties Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, August 15, 1972.

PIERRE LAFOREST,
47742-o *First Director.*

Adélard Pelletier Inc.

Avis est donné que la compagnie « Adélard Pelletier Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, ayant son siège social à La Sarre, P.Q., district d'Abitibi, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Le liquidateur,
47743-o ALEX LECLERC, C.A.

Adélard Pelletier Inc.

Notice is hereby given that "Adélard Pelletier Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office La Sarre, Abitibi, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

ALEX LECLERC, C.A.,
47743-o *Liquidator.*

Marco-Franco Investments Inc.
Les Investissements Marco-Franco Inc.

Avis est donné que la compagnie « Marco-Franco Investments Inc.— Les Investissements Marco-Franco inc. », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies, et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Lachine, ce 15 août 1972.

L'avocat,
47744-o PIERRE GASTON.

Marco-Franco Investments Inc.
Les Investissements Marco-Franco Inc.

Notice is given that "Marco-Franco Investments Inc.— Les Investissements Marco-Franco inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Lachine, August 15, 1972.

PIERRE GASTON,
47744 *Lawyer.*

Russ & Paul Inc.

Avis est donné que la compagnie « Russ & Paul Inc. », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Coaticook, ce 1er août 1972.

Le procureur de la compagnie,
47746-o ME FRANÇOIS GUÉRIN.

Russ & Paul Inc.

Notice is given that "Russ & Paul Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Coaticook, this August 1st, 1972.

ME FRANÇOIS GUÉRIN,
47746 *Attorney for the company.*

Taber Investments Inc.

Avis est par les présentes donné que « Taber Investments Inc. », une compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 18e jour d'août 1972.

Les procureurs de la compagnie,
47748 DRUKER & FREED.

Taber Investments Inc.

Notice is hereby given that "Taber Investments Inc.", a corporation incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office in the City and District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of August, 1972.

DRUKER & FREED,
47748-o *Attorneys for the company.*

Marie Selick Inc.

Avis est par les présentes donné que « Marie Selick Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 25e jour d'août, 1972.

Les procureurs de la compagnie,

630 Dorchester Ouest, Suite 2800, Montréal, Qué. MENDELSON, SELICK, GROSS & PINSKY.

47747-o

Alexander Vida Co.

Avis est donné par les présentes que « Alexander Vida Co. », une corporation incorporée suivant la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 30e jour de juin 1972.

La secrétaire,

47749-o MME IRÈNE VIDA.

Service de Dessin Technique (Québec) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Service de Dessin Technique (Québec) Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,

47807-o Me HUGUES POULIN, *notaire.*

Marie Selick Inc.

Notice is hereby given that "Marie Selick Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the City and District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of August, 1972.

MENDELSON, SELICK, GROSS & PINSKY, *Attorneys for the company.*

630 Dorchester W., Suite 2800, Montreal, Qué. 47747-o

Alexander Vida Co.

Notice is hereby given that "Alexander Vida Co.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of June 1972.

MRS. IRÈNE VIDA, *Secretary.*

47749-o

Service de Dessin Technique (Québec) Inc.

Notice is given that "Service de Dessin Technique (Québec) Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Me HUGUES POULIN, *Notary,*

47807-o *Attorney for the Company.*

Compagnies dissoutes

Assurances Bruno Giraldeau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Assurances Bruno Giraldeau inc. », constituée en corporation le 2 février 1971, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47698-o 503-71

Bergeron & Blais ltée
Bergeron & Blais Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bergeron & Blais ltée — Bergeron & Blais Ltd. », constituée en corporation le 29 octobre 1964, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

47698-o 4739-64

Companies Dissolved

Assurances Bruno Giraldeau inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Assurances Bruno Giraldeau inc.", incorporated on February 2, 1971.

PIERRE DESJARDINS, *Director of the Companies Service.*

47698 503-71

Bergeron & Blais ltée
Bergeron & Blais Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Bergeron & Blais ltée — Bergeron & Blais Ltd.", incorporated on October 29, 1964.

PIERRE DESJARDINS, *Director of the Companies Service.*

47698 4739-64

Blue Sky Delicatessen & Restaurant Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Blue Sky Delicatessen & Restaurant Inc. », constituée en corporation le 28 octobre 1966, à compter du 31 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698 4423-66

Câble de TV Mont-Bruno inc.
Mount Bruno TV Cable Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Câble de TV Mont-Bruno inc.— Mount Bruno TV Cable Inc. », constituée en corporation le 27 février 1964, à compter du 31 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 486-64

La Cie Bambou ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Cie Bambou ltée », constituée en corporation le 1er février 1961, à compter du 31 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 10375-61

Hôtel Hermandi limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hôtel Hermandi limitée », constituée en corporation le 12 mai 1959, à compter du 31 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 11772-59

Intex Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Intex Inc. », constituée en corporation le 23 novembre 1965, à compter du 31 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 5219-65

André Michaud inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « André Michaud inc. », constituée en corporation le 11 juillet 1961, à compter du 30 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 13533-61

Blue Sky Delicatessen & Restaurant Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1972, of the charter of "Blue Sky Delicatessen & Restaurant Inc.", incorporated on October 28, 1966.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 4423-66

Câble de TV Mont-Bruno inc.
Mount Bruno TV Cable Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1972, of the charter of "Câble de TV Mont-Bruno inc.— Mount Bruno TV Cable Inc.", incorporated on February 27, 1964.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 486-64

La Cie Bambou ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1972, of the charter of "La Cie Bambou ltée", incorporated on February 1, 1961.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 10375-61

Hôtel Hermandi limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1972. of the charter of "Hôtel Hermandi limitée", incorporated on May 12, 1959.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 11772-59

Intex Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1972, of the charter of "Intex Inc.", incorporated on November 23, 1965.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 5219-65

André Michaud inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 30, 1972, of the charter of "André Michaud inc.", incorporated on July 11, 1961.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 13533-61

Nora ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Nora ltée », constituée en corporation le 6 juin 1950, à compter du 30 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 4610-50

Quincaillerie Alvo ltée
Alvo Hardware Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Quincaillerie Alvo ltée — Alvo Hardware Ltd. », constituée en corporation le 21 février 1958, à compter du 31 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 10579-58

Toan Knitting Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Toan Knitting Inc. », constituée en corporation le 6 mai 1971, à compter du 31 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 2378-71

Western Québec Realty Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Western Québec Realty Inc. », constituée en corporation le 1er octobre 1952, à compter du 30 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47698-o 13831-52

Nora ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 30, 1972, of the charter of "Nora ltée", incorporated on June 6, 1950.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 4610-50

Quincaillerie Alvo ltée
Alvo Hardware Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1972, of the charter of "Quincaillerie Alvo ltée — Alvo Hardware Ltd.", incorporated on February 21, 1958.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 10579-58

Toan Knitting Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1972, of the charter of "Toan Knitting Inc.", incorporated on May 6, 1971.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 2378-71

Western Québec Realty Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 30, 1972, of the charter of "Western Québec Realty Inc.", incorporated on October 1, 1952.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47698 13831-52

Divers
Compagnies

Arca Enterprises Inc.

La compagnie « Arca Enterprises Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

La secrétaire,
Mme ASSUNTA BOUFFARD.

47700-o 2166-69

B & B Chemicals Inc.

La compagnie « B & B Chemicals Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
JEAN-CLAUDE BÉRIAU.

47704-o 722400

Miscellaneous
Companies

Arca Enterprises Inc.

Notice is given that "Arca Enterprises Inc." has changed the number of its directors from 5 to 3.

Mrs. ASSUNTA BOUFFARD,
Secretary.

47700 2166-69

B & B Chemicals Inc.

Notice is given that "B & B Chemicals Inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

JEAN-CLAUDE BÉRIAU,
Secretary.

47704 722400

The "Aristocrat" Clothing Company Ltd.

La compagnie « The « Aristocrat » Clothing Company Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

La secrétaire,
MARIA TZINIS.

47701-o 717030

Association Le Rouage inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 20 juillet 1972, il a approuvé les règlements généraux numéro 1 de l'« Association Le Rouage inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47702-o 721291

Lac Bouchette Homeowners' Association Ltd.
L'Association des Propriétaires du
Lac Bouchette ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 14 août 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Lac Bouchette Homeowners' Association Ltd.— L'Association des Propriétaires du Lac Bouchette ltée », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47703-o 714650

Emballages B.L.T. inc.
B.L.T. Packaging Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 5, de la compagnie « R. Corriveau inc. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour d'août 1971, changeant son nom en celui de « Emballages B.L.T. inc.— B.L.T. Packaging Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47705-o 714564

Le Club 406
The 406 Club

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 15 juillet 1972, il a approuvé le règlement numéro 2 (règlements généraux) de la corporation « Le Club 406 — The 406 Club », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47706-o 2977-70

Canadian Tapestry Products Inc.

La compagnie « Canadian Tapestry Products Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
FREDERIC DE TAXIS.

47707 722036

The "Aristocrat" Clothing Company Ltd.

Notice is given that "The "Aristocrat" Clothing Company Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

MARIA TZINIS,
Secretary.

47701-o 717030

Association Le Rouage inc.

Notice is given that on July 20, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved general by-law number 1 of the "Association Le Rouage inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47702 721291

Lac Bouchette Homeowners' Association Ltd.
L'Association des Propriétaires du
Lac Bouchette ltée

Notice is given that on August 14, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Lac Bouchette Homeowners' Association Ltd.— L'Association des Propriétaires du Lac Bouchette ltée", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47703 714650

Emballages B.L.T. inc.
B.L.T. Packaging Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 5, of the company "R. Corriveau inc.", incorporated by letters patent dated the 9th day of August, 1971, changing its name into that of "Emballages B.L.T. inc.— B.L.T. Packaging Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47705-o 714564

Le Club 406
The 406 Club

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved, on July 15, 1972, by-law number 2 (general by-laws) of "Le Club 406 — The 406 Club", pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47706 2977-70

Canadian Tapestry Products Inc.

Notice is given that "Canadian Tapestry Products Inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

FREDERIC DE TAXIS,
Secretary.

47707-o 722036

The Chantecler Hotel Co. (1963) Ltd.

La compagnie « The Chantecler Hotel Co. (1963) Ltd. » donne avis qu'elle a diminué de 6 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
F. H. BOSSONS.

47708 1715-63

Commander Nickel Copper Mines Ltd. (No personal liability)

La compagnie « Commander Nickel Copper Mines Ltd. » (No personal liability) donne avis qu'elle a augmenté de 5 à 7 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
MICHEL COGGER.

47709 2822-71

Les Constructions Penan ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'il a approuvé le règlement numéro 15, de la compagnie « Piscines Capri ltée — Capri Pools Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour d'avril 1971, changeant son nom en celui de « Les Constructions Penan ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47710-o 1814-71

École de Ski Jean-Guy inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XXIV, de la compagnie « École de Ski Laval inc. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de janvier 1972, changeant son nom en celui de « École de Ski Jean-Guy inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47711-o 720164

Particique inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 juillet 1972, il a approuvé les règlements généraux et le règlement d'emprunt numéro 2 de la corporation, « Particique inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47715-o 721397

Foxal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 5, de la compagnie « F.X. La Salle & Fils inc. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de mars 1958, changeant son nom en celui de « Foxal inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47716-o 10997-58

The Chantecler Hotel Co. (1963) Ltd.

Notice is given that "The Chantecler Hotel Co. (1963) Ltd." has changed the number of its directors from 6 to 3.

F. H. BOSSONS,
Secretary.

47708-o 1715-63

Commander Nickel Copper Mines Ltd. (No personal liability)

Notice is given that "Commander Nickel Copper Mines Ltd." (No personal liability) has changed the number of its directors from 5 to 7.

MICHEL COGGER,
Secretary.

47709-o 2822-71

Les Constructions Penan ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 15, of the company "Piscines Capri ltée — Capri Pools Ltd.", incorporated by letters patent dated the 8th day of April, 1971, changing its name into that of "Les Constructions Penan ltée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47710-o 1814-71

École de Ski Jean-Guy inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. XXIV, of the company "École de Ski Laval inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of January, 1972, changing its name into that of "École de Ski Jean-Guy inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47711-o 720164

Particique inc.

Notice is given that on July 11, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws and loan by-law number 2 of "Particique inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47715 721397

Foxal inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 5, of the company "F.X. La Salle & Fils inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of March, 1958, changing its name into that of "Foxal inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Services.

47716-o 10997-58

Elero Corp.

La compagnie « Elero Corp. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
N. LUPOVICH.

47712 3790-52

Elf Investments Ltd.

La compagnie « Elf Investments Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
N. LUPOVICH.

47713 14903-58

Les Entreprises Guevaro inc.

La compagnie « Les Entreprises Guevaro inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
ANDRÉ VACHON.

47714-o 722955

Garderie Villeneuve
Villeneuve Day Nursery

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 août 1972, il a approuvé les amendements aux règlements généraux de la corporation « Garderie Villeneuve — Villeneuve Day Nursery », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47717-o 6036-69

Kenmac Development Corp.

La compagnie « Kenmac Development Corp. » donne avis qu'elle a diminué de 5 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le président,
T. MARSIL.

47718 10095-62

Lou Batten Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 13, de la compagnie « L. Batten Inc. », constituée par lettres patentes en date du 31e jour de mars 1966, changeant son nom en celui de « Lou Batten Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47719-o 1105-66

Metro Liquid Carriers (1966) Ltd.

La compagnie « Metro Liquid Carriers (1966) Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
ROBERT KAVANAGH.

47720-o 3896-66

Elero Corp.

Notice is given that "Elero Corp." has changed the number of its directors from 3 to 5.

N. LUPOVICH,
Secretary.

47712-o 3790-52

Elf Investments Ltd.

Notice is given that "Elf Investments Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 5.

N. LUPOVICH,
Secretary.

47713-o 14903-58

Les Entreprises Guevaro inc.

Notice is given that "Les Entreprises Guevaro inc." has increased the number of its directors from 3 to 4.

ANDRÉ VACHON.
Secretary.

47714 722955

Garderie Villeneuve
Villeneuve Day Nursery

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved on the August 18, 1972, amendments to the general by-laws of "Garderie Villeneuve —Villeneuve Day Nursery", pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47717 6036-69

Kenmac Development Corp.

Notice is given that "Kenmac Development Corp." has changed the number of its directors from 5 to 3.

T. MARSIL,
President.

47718-o 10095-62

Lou Batten Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 13, of the company "L. Batten Inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of March, 1966, changing its name into that of "Lou Batten Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47719-o 1105-66

Metro Liquid Carriers (1966) Ltd.

Notice is given that "Metro Liquid Carriers (1966) Ltd." has increased the number of its directors from 3 to 4.

ROBERT KAVANAGH,
Secretary.

47720 3896-66

Motel Pierre inc.

La compagnie « Motel Pierre inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le président,
OSCAR HUDON.

47721-o 12491-57

Namur Équipement ltée
Namur Equipment Ltd.

La compagnie « Namur Équipement ltée — Namur Equipment Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le secrétaire-trésorier,
J. MAURICE TREMBLAY, C.A.

47722-o 14003-60

Place Québec inc.

La compagnie « Place Québec inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 12 à 14.

Le secrétaire,
RENÉ AMYOT.

47724-o 2698-64

Publication du Journal de Québec (Offset) inc.

La compagnie « Publication du Journal de Québec (Offset) inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le secrétaire,
SERGE FORTIN.

47725-o 2347-29

Ron Reusch Racing & Associates Incorporated

La corporation « Ron Reusch Racing & Associates Incorporated » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
JAMES TEDFORD.

47726 721812

Eug. St-Pierre inc.

La compagnie « Eug. St-Pierre inc. » donne avis qu'elle a augmenté le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire,
JEAN-PAUL ST-PIERRE.

47727 12745-55

Teleducation Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro « A », de la compagnie « Continental Schools of Music (1968) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour d'août 1968, changeant son nom en celui de « Teleducation Corporation ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47730-o 3668-68

Motel Pierre inc.

Notice is given that "Motel Pierre inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

OSCAR HUDON,
President.

47721 12491-57

Namur Équipement ltée
Namur Equipment Ltd.

Notice is given that "Namur Équipement ltée — Namur Equipment Ltd." has changed the number of its directors from 5 to 6.

J. MAURICE TREMBLAY, C.A.,
Secretary-Treasurer.

47722-o 14003-60

Place Québec inc.

Notice is given that "Place Québec inc." has increased the number of its directors from 12 to 14.

RENÉ AMYOT,
Secretary.

47724 2698-64

Publication du Journal de Québec (Offset) inc.

Notice is given that "Publication du Journal de Québec (Offset) inc." has decreased the number of its directors from 7 to 3.

SERGE FORTIN,
Secretary.

47725 2347-29

Ron Reusch Racing & Associates Incorporated

Notice is given that "Ron Reusch Racing & Associates Incorporated" has changed the number of its directors from 3 to 6.

JAMES TEDFORD,
Secretary.

47726-o 721812

Eug. St-Pierre inc.

Notice is given that "Eug. St-Pierre inc." has changed the number of its directors from 3 to 7.

JEAN-PAUL ST-PIERRE,
Secretary.

47727-o 12745-55

Teleducation Corporation

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. "A", of the company "Continental Schools of Music (1968) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 15th day of August, 1968, changing its name into that of "Teleducation Corporation".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47730-o 3668-68

Société Nationale de Diffusion Éducative et Culturelle inc.
National Society for Educational and Cultural Advancement Inc.

La corporation « Société Nationale de Diffusion Éducative et Culturelle inc. — National Society for Educational and Cultural Advancement Inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
MICHAEL D. VINEBERG.

47723 2044-66

Southward Tire & Supply, Limited

La compagnie « Southward Tire & Supply, Limited » donne avis qu'elle a diminué de 5 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
SIGMUND MUENZ.

47728 6-36

Thérèse Sportswear Inc.

La compagnie « Thérèse Sportswear Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs 3 à 4.

Le secrétaire,
M. ROUSSEL.

47729-o 716721

Unic-Pant Inc.

La compagnie « Unic-Pant Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire-trésorier,
ROBERT RIVARD.

47731-o 716027

Westmount Medical Associates Inc.

La corporation « Westmount Medical Associates Inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
Dr G. WHITEMAN.

47732 1785-65

Paul's Meat & Delicatessen Ltd.

La compagnie « Paul's Meat & Delicatessen Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,

47787 11210-54

Société Nationale de Diffusion Éducative et Culturelle inc.
National Society for Educational and Cultural Advancement Inc.

Notice is given that "Société Nationale de Diffusion Éducative et Culturelle inc. — National Society for Educational and Cultural Advancement Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

MICHAEL D. VINEBERG,
Secretary.

47723-o 2044-66

Southward Tire & Supply, Limited

Notice is given that "Southward Tire & Supply, Limited" has changed the number of its directors from 5 to 3.

SIGMUND MUENZ,
Secretary.

47728-o 6-36

Thérèse Sportswear Inc.

Notice is given that "Thérèse Sportswear Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

M. ROUSSEL,
Secretary.

47729 716721

Unic-Pant Inc.

Notice is given that "Unic-Pant Inc." has changed the number of its directors from 5 to 4.

ROBERT RIVARD,
Secretary-Treasurer.

47731 716027

Westmount Medical Associates Inc.

Notice is given that "Westmount Medical Associates Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

Dr. G. WHITEMAN,
Secretary.

47732-o 1785-65

Paul's Meat & Delicatessen Ltd.

Notice is given that "Paul's Meat & Delicatessen Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

Secretary.

47787-o 11210-54

Sièges sociaux

Diamond Upholstery Ltd.

La compagnie « Diamond Upholstery Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal, au numéro 8195, rue Lafrenaie, Saint-Léonard.

Le secrétaire,
ROBERT SHAPIRO.

47759-o 11817-60

Head Offices

Diamond Upholstery Ltd.

Notice is given that "Diamond Upholstery Ltd." has transferred its head office from Montreal, to 8195 Lafrenaie Street, Saint-Léonard.

ROBERT SHAPIRO.
Secretary.

47759-o 11817-60

Alsho Corporation

Avis est donné que la compagnie « Alsho Corporation » constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 novembre, 1959 et ayant son siège social, à Montréal, a établi son bureau au numéro 1850 ouest rue St. Catherine, à Montréal, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 8e jour d'août, 1972.

Le secrétaire,
VIOLET SHOHET.

47751-o 16023-59

Agence Détective Nationale Inc.
National Detective Agency Inc.

Avis est donné que la compagnie « Agence Détective Nationale Inc. — National Detective Agency Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 avril 1968, et ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, a établi son bureau au numéro 1236 est, rue Bélanger, à Montréal, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 3e jour d'août 1972.

Le secrétaire,
TASS G. GRIVAKES.

47752-o 1312-69

Agence de Sécurité Rempart Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Agence de Sécurité Rempart Inc. », constitué en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec) par lettres patentes émises en date du 23e jour du mois d'avril 1971, et ayant son siège social dans la ville de St-Hubert (Laflèche) a établi son bureau au 1918 boulevard Edward, ville de St-Hubert (Laflèche), district de Montréal.

À compter des présentes, ledit bureau sera considéré comme le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 4e jour du mois d'avril 1972.

Le secrétaire,
MICHEL BOMBARDIER.

47753-o 2100-71

Construction Rogamont ltée
Rogamont Construction Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Construction Rogamont ltée — Rogamont Construction Ltd. », constituée en corporation en date du 23 février 1972 et ayant son siège social dans la ville de Montebello, a établi son bureau au numéro 4, de la rue Laval, à Montebello.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 25e jour d'août 1972.

(Sceau) *Le président,*
47758-o FERNAND ROUSSEAU.

Alsho Corporation

Notice is given that "Alsho Corporation" incorporated by letters patent dated November 3, 1959 and having its head office in Montreal, has established its office at 1850 St. Catherine Street West, Montreal, Québec.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 8th day of August, 1972.

VIOLET SHOHET,
Secretary.

47751-o 16023-59

Agence Détective Nationale Inc.
National Detective Agency Inc.

Notice is hereby given that the "Agence Détective Nationale Inc. — National Detective Agency Inc.", incorporated by letters patent on the April 28, 1968, and having its head office in the City and District of Montreal, has established its office at No. 1236 Bélanger East, in the City and District of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 3rd day of August 1972.

TASS G. GRIVAKES,
Secretary.

47752-o 1312-69

Agence de Sécurité Rempart Inc.

Notice is hereby given that "Agence de Sécurité Rempart Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act (Québec) by letters patent issued on the 23rd day of April 1971, and having its head office in St-Hubert (Laflèche), has established its office at 1918 Edward Blvd., St-Hubert (Laflèche) in the District of Montreal.

Upon, from and after these present, the said office will be considered as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 4th day of April 1972.

MICHEL BOMBARDIER,
Secretary.

47753-o 2100-71

Construction Rogamont ltée
Rogamont Construction Ltd.

Notice is given that "Construction Rogamont ltée — Rogamont Construction Ltd.", incorporated on February 23, 1972, and having its head office in the city of Montebello, has established its office at 4 Laval Street, Montebello.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as its head office.

Given at Montreal, this 25th day of August, 1972.

(Seal) FERNAND ROUSSEAU,
47758-o *President.*

Camille Caron inc.

Avis est donné que la compagnie « Camille Caron inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 4 mai 1972, et ayant son siège social en la ville de Matagami, a établi son bureau, rue Nottaway.

À compter de la date du présent avis, ladite adresse est considérée par la compagnie comme étant celle de son siège social.

Ville de Matagami, ce 24e jour de juillet 1972.

Le président,
CAMILLE CARON.

47754-o 72-2402

Cidrerie du St-Laurent inc.

Avis est donné que la compagnie « Cidrerie du St-Laurent inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du premier mai mil neuf cent soixante-douze (1972), et ayant son siège social dans la Cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 11867 du boulevard St-Germain, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce dixième jour du mois de juillet mil neuf cent soixante-douze (1972).

Le procureur de la compagnie,
Me CLAUDE GRATTON, *notaire.*

47755-o 72-2321

Comptamatic (Montreal) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Comptamatic (Montreal) Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, le 6 juin 1972 et ayant son siège social en la Cité et District de Montréal, a établi son bureau au 500, Place d'Armes, Suite 1564, à Montréal 126, district de Montréal, dans la province de Québec.

Signé à Grand'Mère, ce 28 juin 1972.

Le secrétaire,
JUSTIN DUGAL, C.A.

47757-o 72-3158

Dioplane Productions Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Dioplane Productions Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 4 août 1971, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies (Québec), et ayant son siège social à Montréal, y a établi l'endroit de son siège social à 800 Place Victoria, suite 612, Montréal 115, aux soins de Mes Robinson, Sheppard, Borenstein, Shapiro & Flam.

À compter de la date du présent avis, l'adresse ci-dessus est considérée par la compagnie comme étant l'endroit de son siège social.

Donné à Montréal, ce 2e jour de mai 1972.

(Sceau) *Le président,*
DANIEL PILON.

47760-o 71-4085

Camille Caron inc.

Notice is given that "Camille Caron inc.", incorporated by letters patent dated May 4, 1972, and with its head office in the Town of Matagami, has established its office on Nottaway Street.

Upon, from and after the date of this notice, the said address will be considered by the company as being its head office.

Town of Matagami, this 24th day of July, 1972.

CAMILLE CARON,
President.

47754 72-2402

Cidrerie du St-Laurent inc.

Notice is given that "Cidrerie du St-Laurent inc." incorporated by letters patent dated May first, one thousand nine hundred and seventy-two (1972), and having its head office in the City of Montreal, has established its office at number 11867 St. Germain Boulevard, Montreal, P.Q.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as its head office.

Given at Montreal, this tenth day of the month of July, one thousand nine hundred and seventy-two (1972).

Me. CLAUDE GRATTON, *Notary,*
Attorney for the Company.

47755 72-2321

Comptamatic (Montreal) Inc.

Notice is hereby given that "Comptamatic (Montreal) Inc." incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Companies Act, on the June 6, 1972 and having its head office in the City and District of Montreal, has established its office at 500, Place d'Armes, Suite 1564, Montreal 126, Qué., District of Montreal, Province of Québec.

Dated at Grand'Mère, this 28th day of June, 1972.

JUSTIN DUGAL, C.A.,
Secretary.

47757-o 72-3158

Dioplane Productions Inc.

Notice is hereby given that "Dioplane Productions Inc.", duly incorporated by letters patent dated August 4, 1971, under the provisions of Part I of the Companies Act (Québec), and having its head office in the City of Montreal, has established its head office at 800 Place Victoria, Suite 612, Montreal 115, care of Mes. Robinson, Sheppard, Borenstein, Shapiro & Flam.

From and after the date of this notice, the foregoing address is considered by the company as being the place of its head office.

Given in Montreal, this 2nd day of May, 1972.

(Seal) DANIEL PILON.
President.

47760-o 71-4085

Cinevision Studios Ltd.

La compagnie « Cinevision Studios Ltd. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, donne avis qu'elle a transporté son siège social du 1212, avenue des Pins, en la ville de Montréal, au 2000, avenue Northcliffe, en la ville de Montréal.

Montréal, 10 mai 1972.

Le secrétaire,
JOEL A. PINSKY.

47756 1567-68

Dufresne Engineering Company Limited

Avis est donné que la « Dufresne Engineering Company Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 octobre 1938 et ayant son siège social à Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 2620 est, du boulevard St-Joseph, l'a transporté au numéro 3410 de la rue Peel à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 20e jour de mars 1972.

Les procureurs de la compagnie,
GILBERT, DURAND & MAGNAN.

47761-o 2349-38

Spectrum Records Inc.
Les Disques Spectraux inc.

La compagnie « Spectrum Records Inc. — Les Disques Spectraux inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal, au numéro 1230, Montée de Liesse, Saint-Laurent.

Le secrétaire,
ALLEN DALFEN.

47762-o 4271-70

Les Entreprises Someca ltée
Someca Enterprises Ltd.

La compagnie « Les Entreprises Someca ltée — Someca Enterprises Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 233, rue St-André, Terrebonne, au numéro 715, Croissant Carignan, Duvernay.

Le secrétaire,
Mlle JACQUELINE QUÉVILLON.

47764-o 12755-62

Maurice Gautier & Cie ltée

Avis est par les présentes donné que « Maurice Gauthier & Cie ltée » incorporée le 15 décembre 1948 et ayant son siège social à Montréal, a changé son bureau du 5165, ouest, rue Sherbrooke, à Montréal, au 4489, Avenue Papineau, à Montréal.

Montréal, ce 20 juillet 1972.

Le secrétaire,
MAURICE TANGUAY.

47767-o 7888-48

Cinevision Studios Ltd.

Notice is hereby given that "Cinevision Studios Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated the 5th day of April, 1968, has moved its head office from 1212 Pine Avenue, in the City of Montreal, to 2000 Northcliffe Avenue, in the City of Montreal.

Montreal, May 10, 1972.

JOEL A. PINSKY,
Secretary.

47756-o 1567-68

Dufresne Engineering Company Limited

Notice is given that "Dufresne Engineering Company Limited", incorporated by letters patent, bearing date of 27th, October 1938 and having its head office in Montreal has changed the address of same from No. 2620 St. Joseph Blvd. East, to No. 3410 Peel St. in Montreal.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, the 20th day of March, 1972.

GILBERT, DURAND & MAGNAN,
Attorneys for the company.

47761-o 2349-38

Spectrum Records Inc.
Les Disques Spectraux inc.

Notice is given that "Spectrum Records Inc. — Les Disques Spectraux inc." has transferred its head office from Montreal, to number 1230 Montée de Liesse, St. Laurent.

ALLEN DALFEN,
Secretary.

47762 4271-70

Les Entreprises Someca ltée
Someca Enterprises Ltd.

Notice is given that "Les Entreprises Someca ltée — Someca Enterprises Ltd." has transferred its head office from 233 St-André Street, Terrebonne, to 715 Carignan Crescent, Duvernay.

Miss JACQUELINE QUÉVILLON,
Secretary.

47764 12755-62

Maurice Gautier & Cie ltée

Notice is hereby given that "Maurice Gauthier & Cie ltée" incorporated on December 15, 1948, and having its head office in Montreal, has transferred its office from 5165 Sherbrooke Street East, Montreal, to 4489 Papineau Avenue, Montreal.

Montreal, July 20, 1972.

MAURICE TANGUAY,
Secretary.

47767 7888-48

Les Entreprises S.L.P. inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises S.L.P. inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies du Québec en date du 15 février 1971, ayant son bureau principal à Saint-Henri de Mascouche, district de Joliette, province de Québec, a établi son bureau au numéro 347 de la Montée Masson.

À compter de la date du présent avis, de bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce trente et unième jour de juillet mil neuf cent soixante-douze.

Les procureurs de la compagnie,
BRIÈRE, BOIVIN, PAQUETTE
& BEAULAC.

47763-o 709-71

Les Entreprises S.L.P. inc.

Notice is given that "Les Entreprises S.L.P. inc.", incorporated by letters patent granted under the provisions of Part I of the Companies Act on February 15, 1971, and having its head office in St. Henri de Mascouche, District of Joliette, Province of Québec, has established its office at 347 Montée Masson.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Signed in Montreal, this thirty-first day of July, nineteen hundred and seventy-two.

BRIÈRE, BOIVIN, PAQUETTE
& BEAULAC,
Attorneys for the Company.

47763-o 709-71

Fruits et Légumes Gareau & Frère ltée
Gareau & Bro. Fruits and Vegetables Ltd.

La compagnie « Fruits et Légumes Gareau & Frère ltée — Gareau & Bro. Fruits and Vegetables Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Granby, à St-Siméon, Gaspé.

Le secrétaire,
A. P. BARBER.

47765-o 5302-70

Fruits et Légumes Gareau & Frère ltée
Gareau & Bro. Fruits and Vegetables Ltd.

Notice is given that "Fruits et Légumes Gareau & Frère ltée — Gareau & Bro. Fruits and Vegetables Ltd." has transferred its head office from Granby, to St. Siméon, Gaspé.

A. P. BARBER,
Secretary.

47765 5302-70

Les Galeries Gatineau ltée
The Gatineau Shopping Plaza Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Les Galeries Gatineau ltée — The Gatineau Shopping Plaza Ltd. » constituée en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 4 décembre 1968, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, l'a transporté à 4770, avenue Kent, chambre 205, en les ville et district de Montreal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 10e jour d'août 1972.

Le secrétaire,
MORTIMER D. GROSS.

47766-o 5773-68

Les Galeries Gatineau ltée
The Gatineau Shopping Plaza Ltd.

Notice is hereby given that "Les Galeries Gatineau ltée — The Gatineau Shopping Plaza Ltd.", incorporated under the Companies Act by letters patent dated the 4th day of December, 1968, and having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, has moved it to 4770 Kent Avenue, Room 205, in the City and District of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 10th day of August, 1972.

MORTIMER D. GROSS,
Secretary.

47766-o 5773-68

Charles Lapierre inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Charles Lapierre inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes portant la date du 31 décembre 1971 et ayant son siège social en la ville de Dorval, a établi son bureau principal au 240 boulevard Strathmore, Dorval 780.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 3e jour de janvier 1972.

Le président,
(Sceau) CHARLES-E. LAPIERRE.

47770-o 2111-69

Charles Lapierre inc.

Notice is hereby given that the company "Charles Lapierre inc.", incorporated in the Province of Québec, under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing the date of December the 31st, 1971, and having its head office in the City of Dorval, has established its office at 240 Strathmore Boulevard, Dorval 780.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, this 3rd day of January, 1972.

CHARLES-E. LAPIERRE,
(Seal) *President.*

47770-o 2111-69

Jeanissimo inc.

La compagnie « Jeanissimo inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Québec, au numéro 2700, boulevard Laurier, Sainte-Foy.

Le secrétaire,
LOUIS BAILLARGEON.

47768-o 715355

L.P. Services Inc.

Avis est donné que la compagnie « L.P. Services Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies en date du 25e jour de mars 1969, et ayant son siège social à Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au 210 rue Bridge à Montréal, l'a transporté à 500 Place d'Armes, suite 2710, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 25e jour de juillet, 1972.

Le secrétaire,
RAYMOND BAIL.

47769-o 1356-69

Linda Originals Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Linda Originals Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 décembre 1963 et ayant son siège social, à Montréal, a établi son bureau au numéro 5333, rue Casgrain, à Montréal, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 8e jour d'août 1972.

Le secrétaire,
ROBERT AZEFF.

47771-o 5474-63

Ludigec inc.

La compagnie « Ludigec inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Thetford-Mines, au numéro 2, avenue Chauveau, Québec.

Le secrétaire,
PAULE GAUTHIER.

47772-o 242-69

Masyel ltée

Avis est donné que la compagnie « Masyel ltée » constituée en corporation selon la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 22 mars 1971, et ayant son siège social dans les ville et District de Montréal, a établi son bureau au No 1115 ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1er août 1972.

Le secrétaire,
NICOLE FOREST.

47774-o 1453-71

Jeanissimo inc.

Notice is given that "Jeanissimo inc." has transferred its head office from Québec, to 2700 Laurier Boulevard, Sainte-Foy.

LOUIS BAILLARGEON,
Secretary.

47768-o 715355

L.P. Services Inc.

Notice is given that "L.P. Services Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Companies Act on the twenty-fifth day of March, 1969, with its head office in Montreal, where its office was located until today at 210 Bridge Street, Montreal, has transferred it to 500 Place d'Armes, Suite 2710, Montreal.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 25th day of July, 1972.

RAYMOND BAIL,
Secretary.

47769 1356-69

Linda Originals Ltd.

Notice is given that "Linda Originals Ltd." incorporated by letters patent dated December 18, 1963 and having its head office in Montreal, has established its office at 5333 Casgrain Street, Montreal, Québec.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the Company as being its head office.

Given at Montreal, this 8th day of August, 1972.

ROBERT AZEFF,
Secretary.

47771-o 5474-63

Ludigec inc.

Notice is given that "Ludigec inc." has transferred its head office from Thetford-Mines, to number 2 Chauveau Avenue, Québec.

PAULE GAUTHIER,
Secretary.

47772 242-69

Masyel ltée

Notice is given that "Masyel ltée" incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent issued the 22nd day of March, 1971, and having its head office in the City and District of Montreal, has established its office at 1115 Sherbrooke Street West, Montreal.

Upon, from and after the date of publication of this notice, the said office will be considered as its head office.

Given at Montreal, this 1st day of August, 1972.

NICOLE FOREST,
Secretary.

47774-o 1453-71

Murs Magi inc.
Magi Walls Inc.

Avis est donné que la compagnie « Murs Magi inc. — Magi Walls Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 septembre 1965, et ayant son siège social à St-Bruno-de-Montarville, où elle avait son bureau situé à 1778, Verdun, l'a transporté à 180, Townsend.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à St-Bruno-de-Montarville, ce 4e jour d'août 1972.

Le président,
ARMAND LALONDE.

47773-o 4200-65

Metro Liquid Carriers (1966) Ltd.

La compagnie « Metro Liquid Carriers (1966) Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 10000, rue Notre-Dame est, Montréal-Est, au numéro 4545, boulevard Lavoie, Laval.

Le secrétaire,
ROBERT KAVANAGH.

47775-o 3896-66

Michel Sportswear Ltd.

La compagnie « Michel Sportswear Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Tring-Jonction, à St-Frédéric de Beauce.

Le secrétaire,
JACQUELINE PARÉ CHAMPAGNE.

47776-o 720043

The Mineral Exploration Corporation Limited
(No personal liability)

La compagnie « The Mineral Exploration Corporation Limited » (No personal liability) donne avis qu'elle a transporté son siège social de Québec à Montréal.

Le secrétaire,
V. F. BOWMAN.

47777-o 7738-52

Nomad Sales Inc.

La compagnie « Nomad Sales Inc. » donne avis qu'elle a transporté son siège social du 5606, rue Randall, Côte St-Luc, au 9500, rue Meilleur, Montréal.

Le secrétaire,
HELENE HOLLINGER.

47779 3956-67

Rafman Holdings Ltd.

La compagnie « Rafman Holdings Ltd. » donne avis qu'elle a transporté son siège social du 320, chemin Dufferin Hampstead, au 4900, chemin Côte Saint-Luc, Côte Saint-Luc.

Le secrétaire,
DILY RAFMAN.

47782 1923-66

Murs Magi inc.
Magi Walls Inc.

Notice is given that "Murs Magi inc. — Magi Walls Inc.", incorporated by letters patent dated September 22, 1965, with its head office at St. Bruno-de-Montarville, where its office was located at 1778 Verdun, has transferred it to 180 Townsend.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as its head office.

Given at St. Bruno-de-Montarville, this 4th day of August, 1972.

ARMAND LALONDE,
President.

47773 4200-65

Metro Liquid Carriers (1966) Ltd.

Notice is given that "Metro Liquid Carriers (1966) Ltd." has transferred its head office from number 10000 Notre-Dame Street East, Montreal East, to number 4545 Lavoie Boulevard, Laval.

ROBERT KAVANAGH.
Secretary.

47775 3896-66

Michel Sportswear Ltd.

Notice is given that "Michel Sportswear Ltd." has transferred its head office from Tring-Jonction, to St. Frédéric de Beauce.

JACQUELINE PARÉ CHAMPAGNE,
Secretary.

47776 720043

The Mineral Exploration Corporation Limited
(No personal liability)

Notice is given that "The Mineral Exploration Corporation Limited" (No personal liability) has transferred its head office from Québec to Montreal.

V. F. BOWMAN,
Secretary.

47777-o 7738-52

Nomad Sales Inc.

Notice is given that "Nomad Sales Inc." has transferred its head office from 5606 Randall Street, Côte St. Luc, to 9500 Meilleur Street, Montreal.

HELENE HOLLINGER,
Secretary.

47779-o 3956-67

Rafman Holdings Ltd.

Notice is given that "Rafman Holdings Ltd." has transferred its head office from 320 Dufferin Road, Hampstead, to 4900 Côte St. Luc Road, Côte St. Luc.

DILY RAFMAN,
Secretary.

47782-o 1923-66

Silverstack Mines Ltd.
(No personal liability)
Mines Silverstack ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

La compagnie « Silverstack Mines Ltd. » (No personal liability) — « Mines Silverstack ltée » (Libre de responsabilité personnelle) donne avis qu'elle a transporté son siège social du 155, rue Dallaire, Rouyn, au 715, carré Victoria, suite 860, Montréal.

Le secrétaire,
YVETTE BOURGEOIS.

47778 5097-69

Primactif inc.

La compagnie « Primactif inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Laval, au numéro 804, Tour de la Bourse, 800, Place Victoria, Montreal.

Le secrétaire,
JACQUES MARTIN.

47780-o 716795

Promotions B.C.H. inc.

La compagnie « Promotions B.C.H. inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Hauterive, au numéro 51, Place Lasalle, Baie-Comeau.

Le secrétaire,
MME PAULINE LAURIER.

47781-o 2166-66

Roctest ltée
Roctest Ltd.

La compagnie « Roctest ltée — Roctest Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social de ville Saint-Pierre, au numéro 1485, boulevard Desaulniers, Longueuil.

Le président,
DENIS MARCIL.

47783-o 2131-67

Société Foncière d'Investissement inc.

La « Société Foncière d'Investissement inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 4800, rue Churchill, Laval, au numéro 4234, avenue Rowell, Montréal.

Le secrétaire,

47784-o 2840-66

Place Québec Inc.

Avis est donné que la compagnie « Place Québec Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 12e jour de juin 1964, et ayant son siège social dans la ville de Québec au no 55 de la rue d'Auteuil où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui, l'a transporté à 2, Place Québec, Québec 4.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, ce 29e jour de mai 1972.

Le secrétaire-adjoint,
BRUNO BERNARD.

47788-o 2698-64

Silverstack Mines Ltd.
(No personal liability)
Mines Silverstack ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is given that "Silverstack Mines Ltd." (No personal liability) — "Mines Silverstack ltée" (Libre de responsabilité personnelle) has transferred its head office from 155 Dallaire Street, Rouyn, to 715 Victoria Square, Suite 860, Montreal.

YVETTE BOURGEOIS,
Secretary.

47778-o 5097-69

Primactif inc.

Notice is given that "Primactif inc." has transferred its head office from Laval, to Suite 804, Stock Exchange Tower, 800 Place Victoria, Montreal.

JACQUES MARTIN,
Secretary.

47780 716795

Promotions B.C.H. inc.

Notice is given that "Promotions B.C.H. inc." has transferred its head office from Hauterive to number 51, Lasalle Place, Baie-Comeau.

MRS. PAULINE LAURIER.

47781 2166-66

Roctest ltée
Roctest Ltd.

Notice is given that "Roctest ltée — Roctest Ltd." has transferred its head office from the Town of St. Pierre to 1485 Desaulniers Boulevard, Longueuil.

DENIS MARCIL,
President.

47783 2131-67

Société Foncière d'Investissement inc.

Notice is given that "Société Foncière d'Investissement inc." has transferred it head office from 4800 Churchill Street, Laval, to 4234 Rowell Avenue, Montreal.

Secretary.

47784 2840-66

Place Québec Inc.

Notice is hereby given that "Place Québec Inc.", a company incorporated by letters patent on the 12th day of June 1964, and having its head office in the city of Québec, at 55 d'Auteuil Street, where its office was situated up to to-day, has moved it to 2, Place Québec, Québec 4.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Québec, this 29th day of May 1972.

BRUNO BERNARD,
Assistant-Secretary.

47788-o 2698-64

Villeneuve et Associés Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Villeneuve et Associés Inc. », constituée en corporation en vertu de la première de la Loi des compagnies (Québec) par lettres patentes émises en date du 8e jour de mars 1972, et ayant son siège social dans la ville de St-Laurent a établi son bureau au 800 Montée de Liesse de Ville St-Laurent, district de Montréal.

À compter des présentes, ledit bureau sera considéré comme le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 9e jour du mois d'août 1972.

Le secrétaire,
LISE CARON.

47785-o 72-1300

Villeneuve et Associés Inc.

Notice is hereby given that "Villeneuve et Associés Inc.", incorporated under part I of the Companies Act (Québec) by letters patent issued on the 8th day of March 1972, and having its head office in St-Laurent, has established its office at 800 Montée de Liesse, St-Laurent, in the district of Montreal.

Upon, from and after these present, the said office will be considered as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 9th day of the month of August 1972.

LISE CARON,
Secretary.

47785-o 72-1300

Opération-Survie inc.

Avis est donné que la corporation « Opération-Survie inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de la province de Québec en date du 29 septembre 1971, et ayant son bureau principal à Montréal, a établi son bureau au 4335, rue Earnscliffe, Montréal 260, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 29 septembre 1971.

La présidente,
RÉJANE DAOUST.

47789-o 2601-71

Opération-Survie inc.

Notice is given that the corporation "Opération-Survie inc.", incorporated by letters patent issued under Part III of the Companies Act of the Province of Québec, dated September 29, 1971, and having its principal office in Montreal, has established its office at 4335 Earnscliffe Street, Montreal 260, Québec.

From the date of this notice, the said office is considered by the corporation as its head office.

Montreal, September 29, 1971.

RÉJANE DAOUST,
President.

47789 2601-71

Avis divers

Succession Jean-Guy Paradis

Avis est donné que Madame Lucien Paradis, née Marie-Rose Roy a accepté sous bénéfice d'inventaire, par acte signé devant Me Gérard Mercier, notaire à Lyster, comté de Mégantic, le 24 août 1972, enregistré à Inverness le 28 août 1972 sous le No 122152 la succession de Jean-Guy Paradis en son vivant journalier domicilié à Ste-Anastasie, comté de Mégantic.

Lyster, ce 30e jour d'août 1972.

Le notaire,
GÉRARD MERCIER.

47803-o

Succession Me Jean-Louis Plante

Madame Chantal Plante, épouse de Monsieur Paul Nadeau, en tant que légataire universelle de son frère Me Jean-Louis Plante, décédé le 19 octobre 1971, a accepté purement et simplement la succession de ce dernier aux termes d'un acte reçu devant le notaire Jos. A. Tremblay le 3 août 1972.

Le procureur,
JOS. A. TREMBLAY, *notaire.*

47808-o

Miscellaneous Notices

Estate of Jean-Guy Paradis

Notice is given that Mrs. Lucien Paradis, born Marie-Rose Roy accepted, under benefit on inventory, by a deed signed before Me. Gérard Mercier, notary, in Lyster, Mégantic County, on August 24, 1972, registered in Inverness on August 28, 1972 under number 122152 the estate of Jean-Guy Paradis, in his lifetime, labourer and domicilied at Ste-Anastasie, Mégantic County.

Lyster, this 30th day of August, 1972.

GÉRARD MERCIER,
Notary.

47803-o

Estate of Me Jean-Louis Plante

Mrs. Chantal Plante, wife of Mr. Paul Nadeau, sole legatee of her brother Me Jean-Louis Plante, who passed away on October 19, 1971, accepted the latter's estate unconditionally, according to the terms of a deed executed before Jos. A. Tremblay, notary, on August 3, 1972.

JOS. A. TREMBLAY, *Notary,*
Attorney.

47808

Loi des compagnies - Nouvelles Formules

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, conformément à l'article 23 *a*) de la Loi des compagnies, (Statuts refondus, 1964, chapitre 271), il a prescrit les formules ci-dessous en vue de l'application de ladite loi.

Companies Act - New Forms

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, pursuant to section 23 (*a*) of the Companies Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 271), he prescribed the forms shown hereunder for the purpose of the application of said Act.

Lettres patentes (Ire partie)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes constituant en corporation:

Letters Patent (Part I)

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating:

Nom / *Name*	Siège social / *Head Office*	Incorporation Date

Lettres patentes (3e partie)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes constituant en corporation:

Letters Patent (Part III)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating:

Nom / *Name*	Siège social / *Head Office*	Incorporation Date

Avis de corrections (Ire partie)
(Article 12 de la Loi des compagnies)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a autorisé la correction de lettres patentes constituant en corporation:

Notice of correction (Part I)
(Section 12 of the Companies Act)

Notice is given that under Part I of the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has authorized the correction of the letters patent incorporating:

Nom / *Name*	Siège social / *Head Office*	Incorporation Date	Modifications

Avis d'annulation de lettres patentes (1re partie) (Articles 24 et 25 de la Loi des compagnies)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis aux compagnies suivantes, constituées en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies:

a) qu'elles ont omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années indiquées;

b) et qu'en conséquence faute par elles d'avoir fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la loi et de payer les droits exigibles dans les 60 jours de la publication dudit avis, il entend procéder à l'annulation de la charte desdites compagnies en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies:

Notice of annulment of letters patent (Part I) (Sections 24 and 25 of the Companies Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice to the following companies incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act:

(*a*) that they have failed to file a return, as prescribed by section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273) for the years mentioned;

(*b*) and therefore, should the companies fail to provide said return for said years, as prescribed by law, and to pay the exigible fees within 60 days from the date of publication of this notice, it is his intention to annul the charter of said companies, pursuant to sections 24 and 25 of the Companies Act:

Nom / *Name*	Incorporation Date	Années des rapports et droits exigibles - *Years of returns and exigible fees*

Changement de nom

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies il a approuvé les règlements de changement de nom suivant:

Change of name

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has authorized the by-laws changing the name of:

Nouveau nom / *New name*	Ancien nom / *Former name*	Incorporation Date

Fusion de compagnies (1re partie)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes autorisant la fusion de:

Amalgamation of companies (Part I)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, letters patent have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of:

Nom de la nouvelle compagnie *Name of new company*	Siège social *Head Office*	Incorporation Date	Noms des compagnies fusionnées *Names of amalgamated companies*

Lettres patentes supplémentaires (L.P.S. Ire partie)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies il a accordé des lettres patentes supplémentaires à:

Supplementary letters patent (S.L.P. Part I)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to:

Nom / *Name*	Incorporation Date	L.P.S. / S.L.P. Date	Modifications

Compagnies dissoutes

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de la charte de:

Dissolved Companies

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has accepted the surrender of the charter of:

Nom / *Name*	Incorporation Date	Dissolution Date

Lesdites formules entreront en vigueur le 15 octobre 1972.
47698-o

The said forms will be coming into effect on October 15, 1972.
47698-o

La cité de Montréal
Avis de rachat

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie canadienne de l'émission désignée « Obligations 5½% à fonds d'amortissement pour améliorations locales, échéant le 15 octobre 1977 » de la Cité de Montréal, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 15 octobre 1972, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes payables en monnaie légale du Canada de l'émission ci-dessus mentionnée échéant le 15 octobre 1977 énumérées ci-dessous, à 100% de leur valeur nominale plus les intérêts courus à la date de rachat, à savoir:

Numéros des Obligations à coupons portant le préfixe A, rachetables le 15 octobre 1972:

238855	238859	238860	238863	238883	238889
238918	238944	238971	239013	239023	239024
239084	239085	239086	239093	239094	239095
239106	239109	239110	239119	239120	239125
239175	239184	239193	239279	239280	239285
239454	239456	239461	239464	239466	239468
239544	239551	239554	239568	239576	239577
239601	239606	239608	239614	239616	239621
239959	239960	239963	239969	239973	240021

The City of Montreal
Notice of Redemption

To the holders of debentures payable in Canadian Currency of the issue designated "5½% Sinking Fund Debentures for Local Improvements, due October 15, 1977" of the City of Montreal, Province of Québec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that the City of Montreal intends to and will redeem FOR SINKING FUND PURPOSES on October 15, 1972, pursuant to the provisions of the debenture, the following debentures payable in lawful money of Canada of the above-mentioned issue due on October 15, 1977, listed below at 100% of the face value thereof plus accrued interest to the redemption date, namely:

Numbers of the coupon debentures bearing the prefix A, redeemable on October 15, 1972:

238890	238894	238896	238901	238902	238906
239026	239051	239079	239080	239081	239083
239097	239098	239099	239100	239103	239105
239128	239145	239149	239151	239168	239169
239306	239338	239341	239354	239391	239394
239484	239486	239488	239528	239531	239538
239584	239587	239591	239594	239596	239598
239624	239631	239635	239640	239641	239942
240026	240028	240031	240034	240036	240038

240054	240065	240289	240295	240299	240300	240305	240309	240310	240315	240319	240320
240325	240330	240343	240347	240353	240357	240361	240363	240373	240381	240416	240422
240432	240437	240507	240517	240522	240527	240557	240662	240668	240672	240678	240680
240682	240698	240716	240736	240738	240756	240758	240768	240811	240813	240821	240826
240836	240848	240851	240861	240868	240901	240904	240916	240918	240924	240926	240931
240934	240936	240941	240951	240954	240957	240964	240974	240975	240981	240998	241014
241030	241034	241051	241064	241066	241068	241174	241207	241244	241267	241268	241298
241309	241337	241347	241355	241378	241386	241390	241391	241396	241788	241808	241812
241818	241858	241861	241866	241868	241884	241907	241908	241912	241914	241915	241917
241918	241926	241931	241960	241961	241966	241971	241976	241977	241984	241986	241991
241997	242007	242378	242384	242446	242447	242451	242454	242457	242458	242461	242462
242467	242518	242522	242554	242556	242561	242564	242574	242598	242608	242614	242616
242624	242626	242627	242628	242631	242632	242636	242641	242642	242644	242648	242652
242682	242688	242696	242706	242726	242731	242736	242751	242756	242761	242766	242771
242774	242781	242784	242794	242932	242948	242954	242957	242974	242977	242984	242994
242997	243004	243017	243031	243055	243056	243065	243066	243075	243076	243136	243146
243149	243156	243159	243162	243169	243192	243290	243292	243298	243300	243343	243370
243372	243373	243377	243403	243413	243444	243452	243471	243474	243478	243487	243488
243577	243584	243586	243587	243591	243614	243617	243621	243626	243661	243672	243674
243676	243677	243762	243766	243767	243797	243798	243832	243837	243846	243848	243852
243869	243879	243882	243889	243894	243896	243901	243905	243911	243915	243916	243918
243922	243925	243926	243927	243928	243932	243936	243937	243938	243940	243944	243948
243950	243952	243954	243958	243960	243962	243964	243968	243972	243979	243981	243983
243984	243989	243991	243993	243994	244033	244039	244041	244056	244061	244064	244065
244066	244075	244078	244082	244085	244092	244104	244114	244140	244250	244253	244323
244324	244331	244333	244534	244574	244592	244608	244618	244638	244701	244721	244722
244731	244987	244996									

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées, au choix du détenteur, en monnaie légale du Canada, au bureau principal de la Banque de Montréal, de la Banque Canadienne Nationale, de la Banque Royale du Canada ou de la Banque Provinciale du Canada, situé dans les villes de Montréal, Toronto, Halifax, Saint-John, N.B., Québec, Winnipeg ou Vancouver, Canada, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant le 15 octobre 1972 attachés. Les obligations enregistrées quant au principal devront être accompagnées de procuration pour leur transfert dûment exécutée en blanc.

Avis public est aussi par les présentes donné que l'intérêt sur les obligations présentement appelées pour paiement cessera de s'accroître le et après le 15 octobre 1972.

Daté à Montréal, ce vingt-troisième jour d'août 1972.

Ville de Montréal,
ROGER BÉLANGER,
Directeur des finances.

47802-o

The Debentures so called for redemption will become due and payable and will be paid, at the option of the holder, in lawful money of Canada, at the principal office of Bank of Montreal, Bank Canadian National, The Royal Bank of Canada of the Provincial Bank of Canada located in the cities of Montreal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Québec, Winnipeg or Vancouver, Canada, upon presentation and surrender of the said Debentures with all interest coupons maturing after October 15, 1972 attached. Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments or transfer powers duly executed in blank.

Public notice is also hereby given that all interest on the principal amount of the Debentures, presently called for payment will cease to accrue from and after October 15, 1972.

Dated at Montreal, this twenty-third day of August, 1972.

City of Montreal,
ROGER BÉLANGER,
Director of Finance.

47802-o

Renseignements sur les compagnies

North End Motor Sales Co. Ltd.

(*Erratum*)

Dans l'avis publié dans l'édition du 22 juillet 1972, à la page 5995, le nom de la compagnie aurait dû se lire comme ci-haut au lieu de « North End Motor Co. Ltd. ».

47698-o

Companies Information Act

North End Motor Sales Co. Ltd.

(*Erratum*)

In the notice published in the issue of July 22, 1972, on page 5995, the name of the company should have read as above, instead of "North End Motor Co. Ltd.".

47698

Lettres patentes annulées

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'en vertu des articles 4, 5a et suivants de la Loi des renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivent sont annulées à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle* de ce deuxième avis.

Letters Patent Annulled

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that pursuant to sections 4, 5a and following of the Companies Information Act, the companies, whose names follow are cancelled from the date of the publication in the *Official Gazette* of this second notice.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*
Aero Club du Nord inc.	Val Morin Station.
Artempo Studios	Montréal.
Association de chasse et pêche	Malartic.
Au Faisan Bleu	Chomedey.
Bayfield Investment Corporation	Montréal.
Beauchatel Construction Inc.	Montréal.
Belmont Beauty Supply Inc.	St-Basile.
Bersis Construction Inc.	Alma.
Bible Ministries Inc.	Montréal.
Birchwood Investments Ltd.	V. St-Laurent.
Boulevard Investment Corporation	Montréal.
John P. Boyle Ltd.	Montréal.
Bureau de crédit régional ltée	Montréal.
Cablevision de l'Est inc.	Magog.
Calcaire & Marne ltée	St-Casimir
Cambridge Realties Inc.	Montréal.
Campbell Baskatona Mining Corp'n.	Montréal.
Canadian Mau-Nor Construction Ltd.	Montréal.
Canus Iron Company Ltd.	Montréal.
Carrières Monette inc.	St-Jérôme.
Centre de Loisirs Guillaume Couture	Lauzon.
Chandor Building Supplies Ltd.	Montréal.
Charette & Fils ltée (Émile)	Buckingham.
Chicken Nest Bar-B-Q Inc.	Verdun.
City Trucking Ltd.	Montréal.
Club athlétique de Sorel inc.	Sorel.
Club du lac Lamarre	Québec.
Le comité des loisirs de Shawinigan Falls inc.	Shawinigan.
Commission industrielle de St-Hyacinthe	St-Hyacinthe.
Composite Holdings Inc.	Montréal.
Courtland Park Association	Dorval.
Les développements industriels de Chambly inc.	Chambly.
Discothèque Arthur ltée	Montréal.
Du Barry Greeting Cards Ltd.	Montréal.
Dufour Automobile inc.	Ste-Anne-de-Beaupré.
Dula Metals Corporation	Montréal.
Ébénisterie Boulevard inc.	Motnréal.
Les Étudiants de Saguenay à Laval	Québec.
Everlite Electrical Supply Co. Ltd.	Montréal.
Fleurquin Floors Ltd.	Montréal.
Garde St-Martyrs Canadiens inc.	Victoriaville.
Girard ltée (Robert)	Roberval.
Glencona Exploration Mining Ltd.	Montréal.
Hart Construction Co. Ltd.	Montréal.
Hôtel Chambertin ltée	Nicolet.
Italia Copper Ltd.	Montréal.
Les jardins Sillery inc.	Québec.
E. L. Julien ltée	Sorel.
Little Tex Mining Corporation	Montréal.
Lampron & Ferron ltée	Cap de la Madeleine.
Linguaphone Inc.	Montréal.
Lise lingerie ltée	Bellechasse.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*
Loisirs des Écores de la paroisse St-Vincent-de-Paul	Duvernay.
Ligue des citoyens de Notre-Dame du Mont-Carmel inc.	Co. Champlain.
Ligue des propriétaires de la ville de Tracy inc.	Tracy.
Lish Bross Millinery Ltd.	Montréal.
Magdeleine Construction ltée	La Prairie.
Maxwell Upholstering Co.	Verdun.
Manic Terrazo Ltd.	Hauterive.
H. Marcotte ltée	V. St-Michel.
Mercury Land & House Corp.	Montréal.
Millewben Inc.	Montréal.
Mitchell & Co. Ltd.	Montréal.
Mobilier de Gatineau ltée	Gatineau.
Montreal H.O. Association of Model Railroaders Inc.	Pointe Claire.
Montreal Stables Incorporated	Montréal.
Morrow Holdings Ltd.	V. St-Laurent.
Motel du Pont ltée	Québec.
Nash Equipment Inc.	V. St-Laurent.
Oil Selections Exploration (Québec) Limited	Toronto.
Orbit Realty Inc.	Montréal.
Paramount Whiterprinting Inc.	Montréal.
La Parmentier ltée	Québec.
Pearl Realties Inc.	Montréal.
Pêcheries Maritimes du Québec ltée	Montréal.
Play More Music Inc.	Montréal.
Polytronic incorporée	Montréal.
Procitta Inc.	Duvernay.
Resem Investment Corporation	Montréal.
Rissman's (Qué) Inc.	Montréal.
Roma Gardens Inc.	Montréal.
Rosmur Realty Corp.	Montréal.
The Rouyn-Noranda Football Club Inc.	Noranda.
Service des loisirs de Notre-Dame de l'Espérance	Ste. Dorothée.
Service Ouellet (1962) ltée	Rimouski.
Shefford Trading Inc.	Granby.
Simpson Chibougameau Mines Ltd.	Québec.
Speedways Inc.	Outremont.
St. Charles Construction inc.	Longueuil.
Système Communautaire de Télévision inc.	Latuque.
Tavan Novelties Ltd.	Terrebonne.
Tupper Tavern ltée	Montréal.
Téléradiffusion Plessis inc.	Victoriaville.
Terminus construction ltée	Grandes Bergeronnes.
Ticon Ltd.	Montréal.
Vantex Inc.	Montréal.
Ver-Max Inc.	Duberger.
Urbania Inc.	Duvernay.
Walkfield Realty Corp.	Montréal.
Wattex Canadian Co. Ltd.	Montréal.
Willmor Discount Corp.	Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
47698-o PIERRE DESJARDINS.

PIERRE DESJARDINS,
47698-o *Director of the Companies Service.*

J. Cohen Inc.

(*Erratum*)

Dans l'avis de dissolution éventuelle publié dans l'édition du 26 août, à la page 7723, le nom de la compagnie aurait dû se lire comme ci-haut au lieu de « J. Cohen (1962) inc. ». 47698-o

J. Cohen Inc.

(*Erratum*)

In the notice of eventual dissolution published in the August 26 issue, on page 7723, the name of the company should have read as above, instead of "J. Cohen (1962) inc.". 47698

Révocation de dissolution

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, en vertu du paragraphe *a*) de l'article 5*f* de la Loi des renseignements sur les compagnies, qu'il a jugé à propos de faire droit à la demande d'intéressés faite dans les délais légaux à l'effet de révoquer la dissolution de:

Chicoutimi & Roberval Oil Limited, effectuée le 24 juin 1972.

Dominion Logging & Contracting Ltd., effectuée le 12 août 1972.

Armand Gravel Fils Inc., effectuée le 26 août 1972.

Hervé Houde Ltée, effectuée le 26 août 1972.

J. H. Lesperance Inc., effectuée le 26 août 1972.

Niquet Automobiles Ltée, effectuée le 26 août 1972.

en vertu de ladite loi et qu'il révoque la dissolution desdites compagnies.

En conséquence, lesdites compagnies sont censées n'avoir jamais été dissoutes en vertu de ladite loi, sans préjudice aux droits acquis par toute personne entre la dissolution et la révocation.

Le directeur du service des compagnies,

47698-o PIERRE DESJARDINS.

Revocation of Dissolution

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice, pursuant to paragraph (*a*) of section 5*f* of the Companies Information Act, that he deemed it advisable to grant the petition of the interested parties made within the legal time limit, praying to revoke the dissolution of:

Chicoutimi & Roberval Oil Limited, carried out on June 24, 1972.

Dominion Logging & Contracting Ltd., carried out on August 12, 1972.

Armand Gravel Fils Inc., carried out on August 26, 1972.

Hervé Houde Ltée, carried out on August 26, 1972.

J. H. Lesperance Inc., carried out on August 26, 1972.

Niquet Automobiles Ltée, carried out on August 26, 1972.

pursuant to the said Act and that he revokes the dissolution of the said companies.

Consequently, the said companies are considered as having never been dissolved under the said Act, without prejudice to the rights acquired by any person between the dissolution and the revocation.

PIERRE DESJARDINS,

47698-o *Director of the Companies Service.*

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse Populaire des Enseignants de Montréal

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 31 mai 1972 par la « Caisse Populaire des Enseignants de Montréal » modifiant son siège social qui était « dans les locaux choisis par le conseil d'administration » en celui de « Montréal, dans les locaux choisis par le conseil d'administration »; et modifiant aussi son groupe qui était: « le milieu représenté par ce qui se rattache au monde de l'éducation de la grande région de Montréal; ceci tout suivant les dispositions de l'article 7 de la Loi des caisses d'épargne et de crédit », en celui de: « les enseignants, les employés, les retraités ayant exercé une telle fonction, à l'emploi de:

La Commission Scolaire de Ville d'Anjou;

La Commission Scolaire Régionale Le Royer;

La Commission Scolaire de Ville de Montréal-Est;

La Commission des Écoles Catholiques de Pointe-aux-Trembles;

La Commission Scolaire de St-Léonard de Port-Maurice;

La Commission des Écoles Catholiques de Montréal;

La Commission Scolaire Catholique de Verdun ».

Québec, le 30 août 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

47820-o FERNAND LALONDE.

Savings and Credit Union

Caisse Populaire des Enseignants de Montréal

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has approved the by-law adopted on May 31, 1972, by "Caisse Populaire des Enseignants de Montréal" changing its head office which was "in the premises chosen by the board of directors; to that of: "Montreal, in the premises chosen by the board of directors"; and modifying its group which was: "the circle represented by all which is related to the educational field of greater Montreal; all this pursuant to the provisions of section 7 of the Savings and Credit Unions Act", to that of: "the teachers, the employees, the annuitants having been engaged in such a function, in the employ of:

The Town of Anjou School Board;

Le Royer Regional School Commission;

The City of Montreal-East School Board;

The Pointe-aux-Trembles Catholic School Commission;

St. Léonard de Port-Maurice School Board;

The Montreal Catholic School Commission;

The Verdun Catholic School Commission.

Québec, August 30, 1972.

FERNAND LALONDE,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

47820

Caisse d'Économie du Boulevard
Boulevard Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 30 mars 1970 par la « Caisse d'Économie du Boulevard — Boulevard Credit Union », changeant son groupe qui était « Les employés de l'Anglo Canadian Pulp & Paper Mills Limited et leurs filiales Anglo Paper Products Limited, Lignosol Chemicals Limited, et leurs familles », en celui de: « les employés et leurs familles de

1. Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Limited, 10 Boul. des Capucins, Québec.
2. Anglo Packaging (Québec) Limited, 635 Boul. Pierre Bertrand, Vanier, Québec.
3. Anglo Paper Products, Limited, 10 Boul. des Capucins, Québec.
4. Lignosol Chemicals Limited, 10 Boul. des Capucins, Québec.
5. St-Charles Transportation Company Limited, 10 Boulevard des Capucins, Québec.
6. Canadian Glassine Co. Ltd., 46 Ave Industrial Québec ».

Québec, le 30 août 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
47818-o FERNANDE LAVOIE.

Caisse d'Économie du Boulevard
Boulevard Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has approved the by-law adopted on March 30, 1970, by "Caisse d'Économie du Boulevard — Boulevard Credit Union", changing its group which was "The employees of Anglo Canadian Pulp & Paper Mills Limited and their branches Anglo Paper Products Limited, Lignosol Chemicals Limited, and their families" into that of: "the employees and their families of

1. Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Limited, 10 des Capucins Boulevard, Québec.
2. Anglo Packaging (Québec) Limited, 635 Pierre Bertrand Boulevard, Vanier, Québec.
3. Anglo Paper Products, Limited, 10 des Capucins Boulevard, Québec.
4. Lignosol Chemicals Limited, 10 des Capucins Boulevard, Québec.
5. St. Charles Transportation Company Limited, 10 des Capucins Boulevard, Québec.
6. Canadian Glassine Co. Ltd., 46 Industrial Avenue, Québec."

Québec, August 30, 1972.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
47818

La Caisse Populaire Les Chutes

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 12 juin 1972, par « La Caisse Populaire de Christ-Roy », changeant son nom en celui de « La Caisse Populaire Les Chutes ».

Québec, le 29 août 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
47821-o FERNAND LALONDE.

La Caisse Populaire Les Chutes

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on June 12, 1972, by "La Caisse Populaire de Christ-Roy", changing its name to that of "La Caisse Populaire Les Chutes".

Québec, August 29, 1972.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
47821

La Caisse Populaire de Ste-Maria Goretti de Beloeil

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 29 juin 1972, par « La Caisse Populaire de Ste-Maria Goretti de Beloeil », modifiant son territoire qui était « Beloeil Station », en celui de « la ville de Beloeil, la paroisse St-Mathieu de Beloeil, et le village de McMasterville ».

Québec, le 30 août 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
47823-o FERNAND LALONDE.

La Caisse Populaire de Ste-Maria Goretti de Beloeil

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on June 29, 1972, by "La Caisse Populaire de Ste-Maria Goretti de Beloeil", modifying its territory which was "Beloeil Station", to that of "the Town of Beloeil, the Parish of St. Mathieu de Beloeil, and the Village of McMasterville".

Québec, August 30, 1972.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
47823

Caisse d'Économie des Débardeurs de Montréal

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « Caisse d'Économie des débardeurs de Montréal.

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera: Les membres de l'Association Internationale des Débardeurs de Montréal, Local 375.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la ville de Montréal, Québec, dans le district électoral de Montréal.

Cette caisse sera affiliée à la Fédération des Caisses d'Économie du Québec.

Québec, le 29 août 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

47819-o FERNAND LALONDE.

Caisse d'Économie des Débardeurs de Montréal

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie des débardeurs de Montréal".

The group in which this credit union will enlist its members will be: International Longshoremen's Association of Montreal, Local 375.

The head office of this savings and credit union is located in the City of Montreal, Québec, in the electoral District of Montreal.

This credit union will be affiliated to the Québec Federation of Credit Unions.

Québec, August 29, 1972.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

47819

La Caisse Populaire des Professeurs du Québec métropolitain

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la requête des caisses d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire des Professeurs catholiques du Québec » et « La Caisse Populaire des Enseignants de la côte de Beaupré », datée du 2 septembre 1971, demandant la confirmation de l'acte d'accord prévoyant la fusion de ces deux caisses.

Le nom de la caisse résultant de cette fusion est: « La Caisse Populaire des Professeurs du Québec métropolitain ».

Le siège social de cette caisse sera établi à Québec, dans le district électoral de Jean Talon.

Son groupe sera constitué des membres de l'association des professeurs du Québec métropolitain. (A.P.Q.M.)

Cette caisse sera affiliée à l'Union régionale des Caisses populaires Desjardins du district de Québec.

Québec, le 29 août 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

47822-o FERNAND LALONDE.

La Caisse Populaire des Professeurs du Québec métropolitain

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has approved the petition of the savings and credit unions "La Caisse Populaire des Professeurs catholiques du Québec" and "La Caisse Populaire des Enseignants de la côte de Beaupré", dated September 2, 1971, requesting the confirmation of the agreement providing for the amalgamation of these two credit unions.

The name of the credit union resulting from this amalgamation is: "La Caisse Populaire des Professeurs du Québec métropolitain".

The head office of this credit union will be located in Québec, in the electoral District of Jean Talon.

Its group shall be constituted of the members of l'association des professeurs du Québec métropolitain (A.P.Q.M.)

This credit union will be affiliated to l'Union régionale des Caisses populaires Desjardins of the Québec District.

Québec, August 29, 1972.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

47822

Changement de nom — Loi du *Demandes*

Change of name — Act *Applications*

Joseph Wilfrid Gilles Patry

Avis est donné que Joseph Wilfrid Gilles Patry, professeur, domicilié et résidant à 4157, rue Laval à Montréal, dit district, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Joseph Gilles Jean Patry.

Les procureurs du requérant,
ARSENAULT, POUSSARD & LAGACÉ, *avocats.*

47633-35-2-o

Joseph Wilfrid Gilles Patry

Notice is given that Joseph Wilfrid Gilles Patry, teacher, domiciled and residing at 4157 Laval Street, Montreal, said District, will apply to the Minister of Justice to obtain a decree changing his name to that of Joseph Gilles Jean Patry.

ARSENAULT, POUSSARD & LAGACÉ, *lawyers,*
Attorneys for the petitioner.

47633-35-2

Joseph Gustave Marie Robitaille

Avis est donné que Joseph Gustave Marie Robitaille, professeur résidant au 4577 rue Bordeau, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice, pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Gaétan Robitaille.

Montréal, le 15 août 1972.

Le procureur du requérant,
47697-35-2-o MAURICE BÉRIAULT.

Joseph Gustave Marie Robitaille

Notice is given that Joseph Gustave Marie Robitaille, teacher, residing at 4577 Bordeau Street, Montreal, will apply to the Minister of Justice for the adoption of an order changing his name to that of Gaétan Robitaille.

Montreal, August 15, 1972.

MAURICE BÉRIAULT,
47697-35-2 *Attorney for the petitioner.*

Ihor Blyszczak et Helen Mary Blyszczak

Avis est par les présentes donné selon l'article 5 de la Loi du changement de nom, que Ihor Blyszczak, comptable, et Helen Mary Blyszczak, ménagère, domiciliés et résidant au 5150, MacDonald Avenue, app. 1705, Côte Saint-Luc, dans les ville et district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption d'un décret changeant leurs noms à Ihor Blyschak et Helen Mary Blyschak.

Montréal, le 24 août 1972.

Les procureurs des requérants,
47832-36-2-o Mes BENOIT & KARPISHKA.

Ihor Blyszczak et Helen Mary Blyszczak

Notice is hereby given pursuant to section 5 of the Change of Name Act that Ihor Blyszczak, accountant, and Helen Mary Blyszczak, homemaker, domiciled and residing at 5150 MacDonald Avenue, Apt. 1705, Côte St. Luc, in the City and District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for the adoption of an order changing their names to Ihor Blyschak and Helen Mary Blyschak.

Montreal, August 24, 1972.

Mtres BENOIT & KARPISHKA,
47832-36-2-o *Attorneys for the Applicants.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Dolbeau
Township of Dolbeau

Cadastre officiel du canton de Dolbeau, municipalité de Saint-Michel de Mistassini, division d'enregistrement de Lac Saint-Jean Ouest.

Avis est par la présente donné que les lots 9-1 à 9-130, 9-141, 9-142, 9-146, 9-147, 9-153, 9-155, 9-157 à 9-163, 9-174, 9-175, 9-181 à 9-184, 9-187, 9-190 à 9-193, et que la partie restante des lots 9-131 à 9-134, 9-143, 9-145, 9-148, 9-150 à 9-152, 9-154 et 9-156 du rang X sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 juillet 1972.

Pour le sous-ministre,
47750-o BENOÎT GRIMARD, A.G.

Paroisse de Sainte-Cécile
Parish of Sainte-Cécile

Cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile, municipalité de la cité de Salaberry de Valleyfield, division d'enregistrement de Beauharnois.

Avis est par la présente donné que les lots 261-196 à 261-206, 261-226 et qu'une partie du lot 261-207 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 juillet 1972.

Pour le sous-ministre,
47750-o BENOÎT GRIMARD, A.G.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Canton de Dolbeau
Township of Dolbeau

Official cadastre of township of Dolbeau, municipality of Saint-Michel de Mistassini, registration division of Lac Saint-Jean Ouest.

Notice is hereby given that lots 9-1 to 9-130, 9-141, 9-142, 9-146, 9-147, 9-153, 9-155, 9-157 to 9-163, 9-174, 9-175, 9-181 to 9-184, 9-187, 9-190 to 9-193, and the remaining part of lots 9-131 to 9-134, 9-143, 9-145, 9-148, 9-150 to 9-152, 9-154, 9-156 of Range X are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 26, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
47750-o *For the Deputy Minister.*

Paroisse de Sainte-Cécile
Parish of Sainte-Cécile

Official cadastre of the parish of Sainte-Cécile, municipality of the city of Salaberry de Valleyfield, registration division of Beauharnois.

Notice is hereby given that lots 261-196 to 261-206, 261-226 and a part of lot 261-207 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 31, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
47750-o *For the Deputy Minister.*

Paroisse de Saint-Dunstan du Lac Beauport
Parish of Saint-Dunstan du Lac Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Dunstan du Lac Beauport, municipalité de la paroisse de Saint-Dunstan du Lac Beauport, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 64-107 à 64-118, 64-121 et 64-122, 64-130 à 64-138, 64-142 à 64-163 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 août 1972.

Pour le sous-ministre,
47750-o BENOÎT GRIMARD, A.G.

Paroisse de Saint-Dunstan du Lac Beauport
Parish of Saint-Dunstan du Lac Beauport

Official cadastre of the parish of Saint-Dunstan du Lac Beauport, municipality of the parish of Saint-Dunstan du Lac Beauport, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 64-107 to 64-118, 64-121 and 64-122, 64-130 to 64-138, 64-142 to 64-163 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, August 17, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
47750-o *For the Deputy Minister.*

Paroisse de Saint-Féréol
Parish of Saint-Féréol

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Féréol, municipalité de la paroisse de Saint-Féréol, division d'enregistrement de Montmorency.

Avis est par la présente donné que les lots 544-33-1 et 544-32 et qu'une partie du lot 544-33 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 juillet 1972.

Pour le sous-ministre,
47750-o BENOÎT GRIMARD, A.G.

Paroisse de Saint-Féréol
Parish of Saint-Féréol

Official cadastre of the parish of Saint-Féréol, municipality of the parish of Saint-Féréol, registration division of Montmorency.

Notice is hereby given that lots 544-33-1 and 544-32 and that a part of lot 544-33 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 31, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
47750-o *For the Deputy Minister.*

Paroisse de Saint-Hubert
Parish of Saint-Hubert

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hubert, municipalité de la ville de Saint-Hubert, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 108-2-1, 108-3 à 108-45, 108-51 à 108-90, 108-92 à 108-148, 108-154 à 108-165, 108-171 à 108-244, 109-14, 109-15, 109-21 et 109-23 et qu'une partie des lots 108-1, 108-1-1, 108-2, 108-46, 108-50, 108-91, 108-149, 108-150, 108-153, 108-166, 108-170, 109-10, 109-11, 109-16 et 109-183 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 août 1972.

Pour le sous-ministre,
47750-o BENOÎT GRIMARD, A.G.

Paroisse de Saint-Hubert
Parish of Saint-Hubert

Official cadastre of the parish of Saint-Hubert, municipality of the town of Saint-Hubert, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 108-2-1, 108-3 to 108-45, 108-51 to 108-90, 108-92 to 108-148, 108-154 to 108-165, 108-171 to 108-244, 109-14, 109-15, 109-21 and 109-23 and that a part of lots 108-1, 108-1-1, 108-2, 108-46, 108-50, 108-91, 108-149, 108-150, 108-153, 108-166, 108-170, 109-10, 109-11, 109-16 and 109-183 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, August 7, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
47750-o *For the Deputy Minister.*

Demande à la Législature

Le Séminaire de Sainte-Thérèse
concernant la fondation des bourses d'étude
Curé Louis Aldéric Desjardins

Le séminaire de Sainte-Thérèse s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec au cours de la prochaine session pour faire adopter une loi modifiant les clauses de la fondation des bourses d'études curé Louis Aldéric Desjardins.

Le 21 août 1972.

Les procureurs de la pétitionnaire,
47799-36-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Application to Legislature

The Seminary of St. Thérèse
in relation to the foundation
of the Curé Louis Aldéric Desjardins Scholarships

Notice is given that Seminary of St. Thérèse will apply to the National Assembly of Québec at the next session for the adoption of an act to modify the terms of the Foundation of the Curé Louis Aldéric Desjardins Scholarships.

The 21st, of August 1972.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
47799-36-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

United Transportation Union Insurance Association, Incorporated

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « United Transportation Union Insurance Association, Incorporated », une société de secours mutuels, enregistrée sous le numéro 255, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 226, qui l'autorise à compter du 1er juillet 1972, à accorder à ses membres dans la Province, les bénéfices suivants: Vie, accidents et maladie dans la mesure autorisée par sa loi constitutive, sa constitution et ses règlements.

Le siège social de la société de secours mutuels est situé à 666, avenue Euclide, Cleveland, Ohio, États-Unis d'Amérique.

La société de secours mutuels a nommé monsieur F.-C. Dekoninck, 542, 9e avenue, Laval-des-Rapides, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 1er juillet 1972.

Pour le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province, Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMAIRE.

47655-35-2-o

National Fraternal Society of the Deaf

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « National Fraternal Society of the Deaf », une société de secours mutuels, enregistrée sous le numéro 256, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 227, qui l'autorise à compter du 21 août 1972, à accorder à ses membres dans la province, les bénéfices suivants: Vie, accidents et maladie dans la mesure autorisée par sa loi constitutive, sa constitution et ses règlements.

Le siège social de la société de secours mutuels est situé à 6701 West North Avenue, Oak Park, Illinois, États-Unis d'Amérique.

La société de secours mutuels a nommé monsieur Guy Leboeuf, 8629, avenue Henri Julien, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 21 août 1972.

Pour le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province, L'inspecteur des sociétés de secours mutuels,
ROGER-A. CAMARAIRE.

47826-36-2-o

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

United Transportation Union Insurance Association, Incorporated

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "United Transportation Union Insurance Association, Incorporated", a mutual benefit association, registered under number 255, has obtained the license and certificate of registry number 226, authorizing it, as from the 1st of July 1972, to grant to its members in the Province, the following benefits: Life, Accident, and Sickness to the extent authorized by its Articles of Incorporation, Constitution and Laws.

The head office of the mutual benefit association is situated at 666, Euclid Avenue, Cleveland, Ohio, United States of America.

The mutual benefit association has appointed Mr. F. C. Dekoninck, 542, 9th Avenue, Laval-des-Rapides, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 1st of July 1972.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

47655-35-2-o

National Fraternal Society of the Deaf

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "National Fraternal Society of the Deaf", a mutual benefit association, registered under number 256, has obtained the license and certificate of registry number 227, authorizing it, as from the 21st of August 1972, to grant to its members in the Province, the following benefits: Life, Accident and Sickness to the extent authorized by its Articles of Incorporation, Constitution and Laws.

The head office of the mutual benefit association is situated at 6701 West North Avenue, Oak Park, Illinois, United States of America.

The mutual benefit association has appointed Mr. Guy Leboeuf, 8629, Henri Julien Avenue, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 21st of August, 1972.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Inspector of Mutual Benefit Associations.

47826-36-2-o

The World Auxiliary Insurance Corporation Limited

Avis d'annulation de permis et de certifical d'enregistrement

Attendu que « The World Auxiliary Insurance Corporation Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré ses affaires dans la province de Québec avec la « Commercial Union Assurance Company Limited » dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 15 août 1972, et lequel contrat de réassurance a pris effet le 31 août 1972;

Attendu que « Commercial Union Assurance Company Limited » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « The World Auxiliary Insurance Corporation Limited » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « The World Auxiliary Insurance Corporation Limited » sont annulés à compter du 31 août 1972;

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 31 août 1972.

Pour le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province, Le surintendant des assurances,

47654-35-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

The World Auxiliary Insurance Corporation Limited

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "The World Auxiliary Insurance Corporation Limited", whose head office is situated at London, England, which company was duly authorized to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "Commercial Union Assurance Company Limited" whose head office is situated at London, England, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 15th of August 1972, with effect from the 31st of August 1972.

Whereas "Commercial Union Assurance Company Limited" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "The World Auxiliary Insurance Corporation Limited" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "The World Auxiliary Insurance Corporation Limited" are cancelled as from the 31st of August 1972;

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 31st of August 1972.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,

ROGER-A. CAMARAIRE,

47654-35-2-o *Superintendent of Insurance.*

Proclamations

Proclamations

Canada,
Provi ce de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 321), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Duplessis, pour le cadastre d'une partie de la municipalité de Rivière au Tonnerre, à savoir les lots 219, 221 à 245, 248, 254, 288 à 300 et 308 à 313 ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Îles;

Canada,
Province of Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS under section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 321), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral District of Duplessis, for the cadastre of a part of the Municipality of Rivière au Tonnerre, namely lots 219, 221 to 245, 248, 254, 288 to 300 and 308 to 313 and their respective subdivisions, the whole located in the Sept-Îles Registration Division;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite Loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer:

1. le 15 mars 1972, aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2. le 22 mars 1972, au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3. le 16 mars 1972, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Rivière au Tonnerre, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite Loi;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1778-72, du 21 juin 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains district électoraux (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 321), il y a lieu:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Duplessis, pour le cadastre d'une partie de la municipalité de Rivière au Tonnerre, à savoir les lots 219, 221 à 245, 248, 254, 288 à 300 et 308 à 313 ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Îles;

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi revisés sont déposés aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi revisés au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municiple de Rivière au Tonnerre;

c) d'informer le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi revisés;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai, le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant , à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et un livre de renvoi revisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172*a* du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrment n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on March 15, 1972, in the Archives of the Departments of Lands and Forests, in Québec, the plan and book of reference;

2. on March 22, 1972, in the Sept-Îles Registration Division Office, in Sept-Îles, a certified copy of the said plan and book of reference;

3. on March 16, 1972, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Rivière au Tonnerre, a certified copy of the said plan and book of reference;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1778-72, dated June 21, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and in conformity with sections 2, 3, 4 and 5 of the Certain Electoral District Land Titles Act (Revised Statutes of Québec, 1963, chapter 321), that it is expedient:

(*a*) to fix the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette* as the date of the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral District of Duplessis, for the cadastre of a part of the Municipality of Rivière au Tonnerre, namely lots 219, 221 to 245, 248, 254, 288 to 300 and 308 to 313 and their respective subdivisions, the whole located in the Sept-Îles Registration Division;

(*b*) to indicate that said revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of said revised plan and book of reference to be deposited in the Sept-Îles Registration Division Office, in Sept-Îles, and an office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Rivière au Tonnerre;

(*c*) to inform the public that during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested party may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(*d*) to give notice that upon the expiry of this period, the Minister of Lands and Forests will deliver a certificate of ownership to any occupant of an immoveable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of written opposition by an interested party;

(*e*) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed, within the same period, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172*a* of the Civil Code;

(*f*) to also inform the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration will have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are duly registered.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt et unième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

JEAN ALARIE.

Libro: 500
Folio: 244

47834-36-2-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 321), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral des Îles-de-la-Madeleine, pour le cadastre de l'Île Coffin, à savoir les lots 1 à 43, 65, 67 à 69 et 77 à 85 de l'Île de l'Est, 44 à 64, 66 et 70 à 76 de l'Île de la Grande-Entrée et 1 de l'Île aux Loups-Marins, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement des Îles-de-la-Madeleine;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite Loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer:

1. le 14 mars 1972, aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2. le 20 mars 1972, au bureau de la division d'enregistrement des Îles-de-la-Madeleine, à Havre-Aubert, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3. le 14 mars 1972, aux bureaux désignés par lui, à savoir celui des secrétaires-trésoriers des corporations municipales de Grande-Entrée et Grosse-Île, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite Loi.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-first day of June in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,

Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 244

47834-36-2

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Îles-de-la-Madeleine, for the cadastre of Coffin Island, namely lots 1 to 43, 65, 67 to 69 and 77 to 85 of l'Île de l'Est, 44 to 64, 66 and 70 to 76 of l'Île de la Grande-Entrée and 1 of l'Île aux Loups-Marins, as well as their respective subdivisions, the whole located in Îles-de-la-Madeleine Registration Division;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on March 14, 1972, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, these plan and book of reference;

2. on March 20, 1972, in the Îles-de-la-Madeleine Registration Division Office, at Havre-Aubert, a certified copy of said plan and book of reference;

3. on March 14, 1972, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurers of the Municipal Corporations of Grande-Entrée and Grosse-Île, a certified copy of said plan and book of reference;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1779-72, du 21 juin 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains districts électoraux (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 321), il y a lieu:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral des Îles-de-la-Madeleine, pour le cadastre de l'Île de Coffin, à savoir les lots 1 à 43, 65, 67 à 69 et 77 à 85 de l'Île de l'Est, 44 à 64, 66 à 76 de l'Île de la Grande-Entrée et 1 de l'Île aux Loups-Marins, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement des Îles-de-la-Madeleine;

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi revisés sont déposés aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi revisés au bureau de la division d'enregistrement des Îles-de-la-Madeleine, à Havre-Aubert, ainsi qu'aux bureaux désignés par lui, à savoir celui des secrétaires-trésoriers des corporations municipales de Grande-Entrée et Grosse-Île;

c) d'informer le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi revisés;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et un livre de renvoi revisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172*a* du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

THEREFORE, with the consent and advice of Our executive Council, expressed in a decree numbered 1779-72, dated June 21, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and in conformity with sections 2, 3, 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), that it is expedient:

(*a*) to fix the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette* as the date of the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral District of Îles-de-la-Madeleine, for the cadastre of Coffin Island, namely lots 1 to 43, 65, 67 to 69 and 77 to 85 of l'Île de l'Est, 44 to 64, 66 and 70 to 76 of l'Île de la Grande-Entrée and 1 of l'Île aux Loups-Marins, as well as their respective subdivisions, the whole located in the Îles-de-la-Madeleine Registration Division;

(*b*) to indicate that the said revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of said revised plan and book of reference to be deposited in the Îles-de-la-Madeleine Registration Division Office, at Havre-Aubert, as well as in offices designated by him, namely those of the Secretary-Treasurers of the Municipal Corporations of Grande-Entrée and Grosse-Île;

(*c*) to inform the public that during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested party may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(*d*) to give notice that upon the expiration of this period, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immoveable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of opposition by an interested party;

(*e*) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed, within the same period, in the manner prescribed by articles 2172 to 2172*a* of the Civil Code;

(*f*) to inform also the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are duly registered.

OF ALL OF WHICH all Our living subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec ce vingt et unième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

Libro: 500
Folio: 245
47833-36-2-o

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-first day of June in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 245
47833-36-2

Liquidation — Loi de la

Conserverie coopérative de Marieville

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la société coopérative agricole « Conserverie coopérative de Marieville », tenue à Marieville, dans le district électoral de Rouville, le 23 mars 1961, il a été résolu de liquider la coopérative, conformément aux dispositions de la Loi des sociétés coopératives agricoles et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Georges Noiseux, Laurent Boulais et Bernadin Jodoin ont été nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47824-o

Société coopérative agricole de St-Jean-de-Dieu Village

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Société coopérative agricole de St-Jean-de-Dieu Village », tenue à St-Jean-de-Dieu, dans le district électoral de Rivière-du-Loup, le 15 août 1972, il a été résolu de liquider la coopérative conformément aux dispositions de la Loi des sociétés coopératives agricoles et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Lucien Belzile, Gérard Roy et Maurice Ouellet soient nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47825-o

Winding — Up Act

Conserverie coopérative de Marieville

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is given that at a special general meeting of the members of the cooperative agricultural association "Conserverie coopérative de Marieville", held at Marieville, in the electoral District of Rouville, on March 23, 1961, it was resolved that the cooperative association be wound up, in conformity with the provisions of the Cooperative Agricultural Associations Act and the Winding-Up Act, and that Messrs. Georges Noiseux, Laurent Boulais and Bernadin Jodoin be appointed liquidators.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives.

47824

Société coopérative agricole de St-Jean-de-Dieu Village

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is given that at a special general meeting of the members of "Société coopérative agricole de St-Jean-de-Dieu Village", held at St. Jean-de-Dieu, in the electoral District of Rivière-du-Loup, on August 15, 1972, it was resolved that the affairs of the said cooperative association be wound up in conformity with the provisions of the Cooperative Agricultural Associations Act and the Winding-Up Act, and that Messrs. Lucien Belzile, Gérard Roy and Maurice Ouellet be appointed liquidators.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

47825

Soumissions — Demandes de

Ville de Lorraine

(*Erratum*)

Dans l'avis publié dans l'édition du 2 septembre 1972, au quatrième paragraphe de la page 7915, nous aurions dû lire: « renouvellement d'emprunt: B-25 » au lieu de « B-5 ».

47699

Tenders — Requests for

Village de Napierville
Comté de Napierville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Yves Dupont, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 361, rue St-Jacques, Napierville, comté de Napierville, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 25 septembre 1972, pour l'achat de $123,000 d'obligations du village de Napierville, comté de Napierville, datées du 15 octobre 1972 et remboursables en série du 15 octobre 1973 au 15 octobre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 octobre 1972.

Tableau d'amortissement — $123,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 octobre 1973	$ 2,000
15 octobre 1974	2,000
15 octobre 1975	2,000
15 octobre 1976	2,000
15 octobre 1977	1,500
15 octobre 1978	1,500
15 octobre 1979	1,500
15 octobre 1980	1,000
15 octobre 1981	1,000
15 octobre 1982	1,000
15 octobre 1983	1,000
15 octobre 1984	1,000
15 octobre 1985	1,000
15 octobre 1986	1,000
15 octobre 1987	1,000
15 octobre 1988	1,500
15 octobre 1989	1,500
15 octobre 1990	1,500
15 octobre 1991	2,000
15 octobre 1992	96,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $9,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant

Village of Napierville
County of Napierville

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Me Yves Dupont, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 361 St. Jacques Street, Napierville, County of Napierville, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, September 25, 1972, for the purchase of a bond issue of $123,000 for the Village of Napierville, County of Napierville, dated October 15, 1972, and redeemable serially from October 15, 1973 to October 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on April 15th and October 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 15, 1972.

Redemption table — $123,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 15, 1973	$ 2,000
October 15, 1974	2,000
October 15, 1975	2,000
October 15, 1976	2,000
October 15, 1977	1,500
October 15, 1978	1,500
October 15, 1979	1,500
October 15, 1980	1,000
October 15, 1981	1,000
October 15, 1982	1,000
October 15, 1983	1,000
October 15, 1984	1,000
October 15, 1985	1,000
October 15, 1986	1,000
October 15, 1987	1,000
October 15, 1988	1,500
October 15, 1989	1,500
October 15, 1990	1,500
October 15, 1991	2,000
October 15, 1992	96,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $9,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into

compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 octobre 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 octobre 1992 au montant de $96,000 comprend un solde de $94,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 octobre 1993	$2,000
15 octobre 1994	2,000
15 octobre 1995	2,500
15 octobre 1996	2,500
15 octobre 1997	3,000
15 octobre 1998	3,000
15 octobre 1999	3,000
15 octobre 2000	3,500
15 octobre 2001	3,500
15 octobre 2002	4,000
15 octobre 2003	4,500
15 octobre 2004	5,000
15 octobre 2005	5,000
15 octobre 2006	6,000
15 octobre 2007	6,000
15 octobre 2008	6,500
15 octobre 2009	7,000
15 octobre 2010	7,500
15 octobre 2011	8,500
15 octobre 2012	9,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Napierville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $96,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Napierville s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 210 — $40,100 — aqueduc, égouts, etc.; 216 — $15,400 — aqueduc, égouts, etc.; 221 — $67,500 — aqueduc, égouts, etc.

account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of October 15, 2012 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of October 15, 1992 in the amount of $96,000 includes a balance of $94,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
October 15, 1993	$2,000
October 15, 1994	2,000
October 15, 1995	2,500
October 15, 1996	2,500
October 15, 1997	3,000
October 15, 1998	3,000
October 15, 1999	3,000
October 15, 2000	3,500
October 15, 2001	3,500
October 15, 2002	4,000
October 15, 2003	4,500
October 15, 2004	5,000
October 15, 2005	5,000
October 15, 2006	6,000
October 15, 2007	6,000
October 15, 2008	6,500
October 15, 2009	7,000
October 15, 2010	7,500
October 15, 2011	8,500
October 15, 2012	9,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Napierville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $96,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Village of Napierville agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 210 — $40,100 — aqueduct, sewers, etc.; 216 — $15,400 — aqueduct, sewers, etc.; 221 — $67,500 — aqueduct, sewers, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 25 septembre 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 361, rue St-Jacques, Napierville, comté de Napierville, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Napierville (Comté de Napierville), ce 5 septembre 1972.

Le secrétaire-trésorier,
Me YVES DUPONT.

Hôtel de Ville, 361, rue St-Jacques,
Napierville (Napierville), P.Q.
Téléphone: 245-3543, code 514. 47831-o

Ville de Châteauguay-Centre
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurier Legault, greffier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 25, Boulevard d'Anjou, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle municipale, 1, Croissant Richard, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, P.Q., jeudi, le 28 septembre 1972, pour l'achat de $1,670,000 d'obligations de la ville de Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, datées du 15 octobre 1972 et remboursables en série du 15 octobre 1973 au 15 octobre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7% ni supérieur à 8% payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 octobre 1972.

Tableau d'amortissement — $1,670,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 octobre 1973	$50,000
15 octobre 1974	56,000
15 octobre 1975	60,000
15 octobre 1976	64,000
15 octobre 1977	68,000
15 octobre 1978	72,000
15 octobre 1979	76,000
15 octobre 1980	79,000
15 octobre 1981	83,000
15 octobre 1982	34,000
15 octobre 1983	38,000
15 octobre 1984	40,000
15 octobre 1985	44,000
15 octobre 1986	47,000
15 octobre 1987	49,000
15 octobre 1988	49,000
15 octobre 1989	52,000
15 octobre 1990	56,000
15 octobre 1991	60,000
15 octobre 1992	593,000

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, September 25, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 361 St. Jacques Street, Napierville, County of Napierville, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Napierville (County of Napierville), September 5, 1972.

Me YVES DUPONT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 361 St. Jacques Street,
Napierville (Napierville), P.Q.
Telephone: 245-3543, code 514. 47831

Town of Châteauguay Centre
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Laurier Legault, Town Clerk, until 5:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 25 d'Anjou Boulevard, Châteauguay Centre, County of Châteauguay, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., in the Municipal Hall, 1 Richard Crescent, Châteauguay Centre, County of Châteauguay, P.Q., on Thursday, September 28, 1972, for the purchase of a bond issue of $1,670,000 for the Town of Châteauguay Centre, County of Châteauguay, dated October 15, 1972 and redeemable serially from October 15, 1973 to October 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7% nor more than 8%, payable semiannually on April 15 and October 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 15, 1972.

Redemption table — $1,670,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 15, 1973	$50,000
October 15, 1974	56,000
October 15, 1975	60,000
October 15, 1976	64,000
October 15, 1977	68,000
October 15, 1978	72,000
October 15, 1979	76,000
October 15, 1980	79,000
October 15, 1981	83,000
October 15, 1982	34,000
October 15, 1983	38,000
October 15, 1984	40,000
October 15, 1985	44,000
October 15, 1986	47,000
October 15, 1987	49,000
October 15, 1988	49,000
October 15, 1989	52,000
October 15, 1990	56,000
October 15, 1991	60,000
October 15, 1992	593,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $529,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 octobre 1992 au montant de $593,000 comprend un solde de $529,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 octobre 1993	$36,000
15 octobre 1994	40,000
15 octobre 1995	42,000
15 octobre 1996	45,000
15 octobre 1997	47,000
15 octobre 1998	51,000
15 octobre 1999	54,000
15 octobre 2000	58,000
15 octobre 2001	61,000
15 octobre 2002	67,000
15 octobre 2003	2,000
15 octobre 2004	2,000
15 octobre 2005	2,000
15 octobre 2006	2,000
15 octobre 2007	2,000
15 octobre 2008	3,000
15 octobre 2009	3,000
15 octobre 2010	4,000
15 octobre 2011	4,000
15 octobre 2012	4,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Centre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $593,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $529,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of October 15, 1992 in the amount of $593,000 includes a balance of $529,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
October 15, 1993	$36,000
October 15, 1994	40,000
October 15, 1995	42,000
October 15, 1996	45,000
October 15, 1997	47,000
October 15, 1998	51,000
October 15, 1999	54,000
October 15, 2000	58,000
October 15, 2001	61,000
October 15, 2002	67,000
October 15, 2003	2,000
October 15, 2004	2,000
October 15, 2005	2,000
October 15, 2006	2,000
October 15, 2007	2,000
October 15, 2008	3,000
October 15, 2009	3,000
October 15, 2010	4,000
October 15, 2011	4,000
October 15, 2012	4,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Châteauguay Centre.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $593,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par,

pair le 15 octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Châteauguay-Centre s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 256 — $42,500 — renouvellement d'emprunt; 257 — $41,500 — renouvellement d'emprunt; 258 — $4,500 — renouvellement d'emprunt; 260 — $45,000 — renouvellement d'emprunt; 262 — $15,000 — renouvellement d'emprunt; 263 — $13,000 — renouvellement d'emprunt; 264 — $37,000 — renouvellement d'emprunt; 265 — $40,000 — renouvellement d'emprunt; 273 — $13,000 — renouvellement d'emprunt; 278 — $16,000 — renouvellement d'emprunt; 282 — $47,000 — renouvellement d'emprunt; 283 — $41,500 — renouvellement d'emprunt; 284 — $7,000 — renouvellement d'emprunt; 285 — $18,000 — renouvellement d'emprunt; 593 — $13,600 — aqueduc, égouts et voirie; 605 — $6,800 — aqueduc, égouts et voirie; 678 — $25,000 — aqueduc, égouts et voirie; 741 — $6,000 — voirie; 745 (837) — $59,000 — aqueduc et égouts; 805 — $16,000 — aqueduc et égouts; 811 — $9,000 — éclairage; 836 — $17,800 — aqueduc et égouts; 849 — $1,500 — voirie; 856 — $400 — voirie; 869 — $17,000 — voirie; 871 — $6,000 — aqueduc, égouts et voirie; 873 — $700 — aqueduc, égouts et voirie; 881 — $25,000 — aqueduc, égouts et voirie; 894 — $18,200 — voirie; 895 — $40,000 — aqueduc et égouts; 905 — $30,000 — voirie; 911 — $19,000 — aqueduc et égouts; 914 — $19,000 — voirie; 916 — $6,000 — voirie; 924 — $12,000 — voirie; 925 — $16,000 — aqueduc, égouts et voirie; 927 — $40,000 — éclairage; 937 — $81,000 — aqueduc et égouts; 948 — $12,000 — aqueduc et égouts; 949 — $27,000 — aqueduc et égouts; 950 — $36,000 — aqueduc et égouts; 952 — $20,000 — aqueduc et égouts; 955 — $375,000 — services récréatifs et communautaires; 956 — $65,000 — aqueduc, égouts et voirie; 960 — $13,000 — aqueduc, égouts et voirie; 967 — $30,000 — aqueduc, égouts et voirie; 974 — $38,000 — aqueduc et égouts; 975 — $50,000 — voirie; 995 — $9,000 — frais de refinancement; 954 — $50,000 — fonds de roulement; 991 — $79,000 — construction de l'aréna.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, jeudi, le 28 septembre 1972, Salle Municipale, 1 Croissant Richard, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay-Centre (Comté de Châteauguay), ce 1er septembre 1972. *Le greffier,*
LAURIER LEGAULT.

Hôtel de Ville, 25, Boulevard d'Anjou,
Châteauguay-Centre (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-6761, code 514. 47813-o

on October 15 of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Châteauguay Centre agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following bylaws: 256 — $42,500 — loan renewal; 257 — $41,500 — loan renewal; 258 — $4,500 — loan renewal; 260 — $45,000 — loan renewal; 262 — $15,000 — loan renewal; 263 — $13,000 — loan renewal; 264 — $37,000 — loan renewal; 265 — $40,000 — loan renewal; 273 — $13,000 — loan renewal; 278 — $16,000 — loan renewal; 282 — $47,000 — loan renewal; 283 — $41,500 — loan renewal; 284 — $7,000 — loan renewal; 285 — $18,000 — loan renewal; 593 — $13,600 — aqueduct, sewers and roads; 605 — $6,800 — aqueduct, sewers and roads; 678 — $25,000 — aqueduct, sewers and roads; 741 — $6,000 — roads; 745 (837) — $59,000 — aqueduct and sewers; 805 — $16,000 — aqueduct and sewers; 811 — $9,000 — lighting; 836 — $17,800 — aqueduct and sewers; 849 — $1,500 — roads; 856 — $400 — roads; 869 — $17,000 — roads; 871 — $6,000 — aqueduct, sewers and roads; 873 — $700 — aqueduct, sewers and roads; 881 — $25,000 — aqueduct, sewers and roads; 894 — $18,200 — roads; 895 — $40,000 — aqueduct and sewers; 905 — $30,000 — roads; 911 — — $19,000 — aqueduct and sewers; 914 — $19,000 — roads; 916 — $6,000 — roads; 924 — $12,000 — roads; 925 — $16,000 — aqueduct, sewers and roads; 927 — $40,000 — lighting; 937 — $81,000 — aqueduct and sewers; 948 — $12,000 — aqueduct and sewers; 949 — $27,000 — aqueduct and sewers; 950 — $36,000 — aqueduct and sewers; 952 — $20,000 — aqueduct and sewers; 955 — $375,000 — recreational and community services; 956 — $65,000 — aqueduct, sewers and roads; 960 — $13,000 — aqueduct, sewers and roads; 967 — $30,000 — aqueduct, sewers and roads; 974 — $38,000 — aqueduct and sewers; 975 — $50,000 — roads; 995 — $9,000 — refinancing costs; 954 — $50,000 — operating capital; 991 — $79,000 — construction of arena.

Tenders will be opened and considered at a public meeting or the Council of of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock p.m., on Thursday, September 28, 1972, in the Municipal Hall, 1 Richard Crescent, Châteauguay Centre, County of Châteauguay, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay Centre (County of Châteauguay), September 1, 1972. LAURIER LEGAULT,
Town Clerk.

Town Hall, 25 d'Anjou Boulevard,
Châteauguay Centre (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 692-6761, code 514. 47813

Cité de Chicoutimi-Nord
Comté de Dubuc

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Guy Boucher, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 2589, Roussel, Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 27 septembre 1972, pour l'achat de $530,000 d'obligations de la cité de Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, datées du 15 octobre 1972 et remboursables en série du 15 octobre 1973 au 15 octobre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 octobre 1972.

Tableau d'amortissement — $530,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 octobre 1973	$11,000
15 octobre 1974	13,000
15 octobre 1975	14,000
15 octobre 1976	14,000
15 octobre 1977	16,000
15 octobre 1978	17,000
15 octobre 1979	19,000
15 octobre 1980	20,000
15 octobre 1981	22,000
15 octobre 1982	24,000
15 octobre 1983	25,000
15 octobre 1984	27,000
15 octobre 1985	29,000
15 octobre 1986	31,000
15 octobre 1987	34,000
15 octobre 1988	37,000
15 octobre 1989	39,000
15 octobre 1990	42,000
15 octobre 1991	46,000
15 octobre 1992	50,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $50,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le

City of Chicoutimi North
County of Dubuc

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Jean-Guy Boucher, Secretary-Treasurer, City Hall, 2589 Roussel Street, Chicoutimi North, County of Dubuc, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Wednesday, September 27, 1972, for the purchase of a bond issue of $530,000 for the City of Chicoutimi North, County of Dubuc, dated October 15, 1972, and redeemable serially from October 15, 1973 to October 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on April 15 and October 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in for redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 15, 1972.

Redemption table — $530,000 — 20 — years

Year	*Capital*
October 15, 1973	$11,000
October 15, 1974	13,000
October 15, 1975	14,000
October 15, 1976	14,000
October 15, 1977	16,000
October 15, 1978	17,000
October 15, 1979	19,000
October 15, 1980	20,000
October 15, 1981	22,000
October 15, 1982	24,000
October 15, 1983	25,000
October 15, 1984	27,000
October 15, 1985	29,000
October 15, 1986	31,000
October 15, 1987	34,000
October 15, 1988	37,000
October 15, 1989	39,000
October 15, 1990	42,000
October 15, 1991	46,000
October 15, 1992	50,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $50,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this no-

présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 octobre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi-Nord.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $50,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Chicoutimi-Nord s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 335 — $240,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité, etc.; 339 — $190,000 — aqueduc, égouts et voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mercredi, le 27 septembre 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 2589, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi-Nord (Comté de Chicoutimi), ce 5 septembre 1972.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-GUY BOUCHER.

Hôtel de Ville, 2589, rue Roussel,
Chicoutimi-Nord, (Dubuc), P.Q.
Téléphone: 543-0237, code 418. 47830-o

tice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of October 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Chicoutimi North.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $50,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 15 of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Chicoutimi North agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 335 — $340,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity, etc.; 339 — $190,000 — aqueduct, sewers and roads.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Wednesday, September 27, 1972, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 2589 Roussel Street, Chicoutimi North, County of Dubuc, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi North (County of Chicoutimi), September 5, 1972.

JEAN-GUY BOUCHER,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 2589 Roussel Street,
Chicoutimi North (Dubuc), P.Q.
Telephone: 543-0237, Code 418. 47830

La Commission Scolaire de Repentigny

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Edmond Chevalier, directeur-général, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Centre administratif, 80, rue Jean-Baptiste Meilleur, Repentigny, comté de l'Assomption, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École Jean-Baptiste Meilleur, 777, rue Iberville, Repentigny, comté de l'Assomption, P.Q., mercredi, le 27 septembre 1972, pour l'achat de $1,097,500 d'obligations de la commission scolaire de Repentigny, datées du 15 octobre 1972 et remboursables en série du 15 octobre 1973 au 15

The School Board of Repentigny

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Edmond Chevalier, Director-General, until 5:00 o'clock p.m., in the Administration Centre, 80 Jean-Baptiste Meilleur Street, Repentigny, County of l'Assomption, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., in Jean-Baptiste Meilleur School, 777 Iberville Street, Rependigny, County of l'Assomption, P.Q., on Wednesday, September 27, 1972, for the purchase of a bond issue of $1,097,500 for the School Board of Repentigny, dated October 15, 1972 and redeemable serially from October 15, 1973 to October 15, 1992 inclusive,

octobre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 octobre 1972.

Tableau d'amortissement — $1,097,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 octobre 1973	x$64,500
15 octobre 1974	x 69,500
15 octobre 1975	x 74,000
15 octobre 1976	x 79,500
15 octobre 1977	x 85,500
15 octobre 1978	41,000
15 octobre 1979	43,500
15 octobre 1980	46,000
15 octobre 1981	51,000
15 octobre 1982	39,000
15 octobre 1983	40,500
15 octobre 1984	44,000
15 octobre 1985	45,500
15 octobre 1986	48,000
15 octobre 1987	51,500
15 octobre 1988	56,000
15 octobre 1989	58,500
15 octobre 1990	63,500
15 octobre 1991	68,000
15 octobre 1992	28,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de $250,000, accordée par le gouvernement provincial et payable en 5 versements de $50,000 de 1973 à 1977 inclusivement, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des Finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission conformément aux dispositions du Bill 64.

La commission scolaire de Repentigny, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 15 and October 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 15, 1972.

Redemption table — $1,097,500 — 20 years

Year	*Capital*
October 15, 1973	x$64,500
October 15, 1974	x 69,500
October 15, 1975	x 74,000
October 15, 1976	x 79,500
October 15, 1977	x 85,500
October 15, 1978	41,000
October 15, 1979	43,500
October 15, 1980	46,000
October 15, 1981	51,000
October 15, 1982	39,000
October 15, 1983	40,500
October 15, 1984	44,000
October 15, 1985	45,500
October 15, 1986	48,000
October 15, 1987	51,500
October 15, 1988	56,000
October 15, 1989	58,500
October 15, 1990	63,500
October 15, 1991	68,000
October 15, 1992	28,500

The years marked with the letter "x" indicate those years during which the annual instalments of a grant of $250,000, awarded by the Provincial Government and payable in 5 instalments of $50,000 each from 1973 to 1977 inclusive, will be applied to the service of this loan. The instalments paid on such grant will be deposited during the aforesaid years with the Minister of Finance for the purpose of completing the sums required to pay off the aggregate amount of the debt service on this issue, in conformity with the provisions of Bill 64.

The School Board of Repentigny in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by him to the said school corporation (including those indicated above), the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered;

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $28,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 octobre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Repentigny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $28,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire de Repentigny s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 3 avril 1962 — $92,500 — renouvellement d'emprunt; 11 avril 1962 — $491,000 — renouvellement d'emprunt; 1 septembre 1970 — $386,000 — agrandissement de l'école élémentaire J. C. Chaussé; 9 novembre 1971 — $98,000 — transformation et réparation d'écoles; 13 mars 1972 — $5,000 — frais de refinancement; 19 juin 1972 — $25,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 27 septembre 1972, à 8 heures du soir, École Jean-Baptiste Meilleur, 777, rue Iberville, Repentigny, comté de l'Assomption, P.Q.

La commission scolaire de Repentigny se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Repentigny (Comté de l'Assomption), ce 1er septembre 1972.

Le directeur-général,
EDMOND CHEVALIER.

Centre administratif, 80, rue Jean-Baptiste Meilleur,
Repentigny (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 581-6411, code 514. 47801-o

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $28,500, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of October 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Repentigny.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $28,500 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 15 of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The School Board of Repentigny agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 15, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds wil be issued pursuant to the following resolutions: April 3, 1962 — $92,500 — loan renewal; April 11, 1962 — $491,000 — loan renewal; September 1st, 1970 — $386,000 — extension to the J.C. Chaussé Elementary School; November 9, 1971 — $98,000 — school alterations and repairs; March 13, 1972 — $5,000 — refinancing costs; June 19, 1972 — $25,000 — refinancing costs.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, September 27, 1972, at 8:00 o'clock p.m., in Jean-Baptiste Meilleur School, 777 Iberville Street, Repentigny, County of l'Assomption, P.Q.

The School Board of Repentigny does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Repentigny (County of l'Assomption), September 1, 1972.

EDMOND CHEVALIER,
Director-General.

Administration Centre, 80 Jean-Baptiste Meilleur Street,
Repentigny (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 581-6411, code 514. 47801

Ville d'Aylmer
Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André J. Burns, greffier, Hôtel de Ville, 120, rue Principale, Aylmer, comté de Gatineau, P.Q., jusqu'à 5.15 heures de l'après-midi, lundi, le 25 septembre 1972, pour l'achat de $1,500,000 d'obligations de la ville d'Aylmer, comté de Gatineau, datées du 15 octobre 1972 et remboursables en série du 15 octobre 1973 au 15 octobre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 octobre 1972.

Tableau d'amortissement — $1,500,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 octobre 1973	$ 37,000
15 octobre 1974	40,000
15 octobre 1975	43,000
15 octobre 1976	46,000
15 octobre 1977	50,000
15 octobre 1978	53,000
15 octobre 1979	58,000
15 octobre 1980	62,000
15 octobre 1981	66,000
15 octobre 1982	62,000
15 octobre 1983	68,000
15 octobre 1984	73,000
15 octobre 1985	79,000
15 octobre 1986	85,000
15 octobre 1987	92,000
15 octobre 1988	100,000
15 octobre 1989	108,000
15 octobre 1990	117,000
15 octobre 1991	126,000
15 octobre 1992	135,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $135,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant

Town of Aylmer
County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, André J. Burns, Town Clerk, at the Town Hall, 120 Principale Street, Aylmer, County of Gatineau, P.Q., until 5:15 o'clock p.m., on Monday, September 25, 1972, for the purchase of a bond issue of $1,500,000 for the Town of Aylmer, County of Gatineau, dated October 15, 1972, and redeemable serially from October 15, 1973 to October 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on April 15 and October 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 15, 1972.

Redemption table — $1,500,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 15, 1973	$ 37,000
October 15, 1974	40,000
October 15, 1975	43,000
October 15, 1976	46,000
October 15, 1977	50,000
October 15, 1978	53,000
October 15, 1979	58,000
October 15, 1980	62,000
October 15, 1981	66,000
October 15, 1982	62,000
October 15, 1983	68,000
October 15, 1984	73,000
October 15, 1985	79,000
October 15, 1986	85,000
October 15, 1987	92,000
October 15, 1988	100,000
October 15, 1989	108,000
October 15, 1990	117,000
October 15, 1991	126,000
October 15, 1992	135,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $135,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in

dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 octobre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Aylmer.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $135,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville d'Aylmer s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 239 — $56,500 — renouvellement d'emprunt; 330 — $1,431,025 — aqueduc et égouts; 336 — $12,475 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue lundi, le 25 septembre 1972, à 5.15 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 120, rue Principale, Aylmer, comté de Gatineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Aylmer (Comté de Gatineau), ce 31 août 1972.

Le greffier,
ANDRÉ J. BURNS.

Hôtel de Ville, 120, rue Principale,
Aylmer (Comté de Gatineau), P.Q.
Téléphone: 684-5372, code 819. 47796-o

this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of October 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Aylmer.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto and Ottawa, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $135,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 15 of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Aylmer agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 15, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following bylaws: 239 — $56,500 — loan renewal; 330 — $1,431,025 — aqueduct and sewers; 336 — $12,475 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, September 25, 1972, at 5:15 o'clock p.m., at the Town Hall, 120 Principale Street, Aylmer, County of Gatineau, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Aylmer (County of Gatineau), August 31, 1972.

ANDRÉ J. BURNS,
Town Clerk.

Town Hall, 120 Principale Street,
Aylmer (County of Gatineau), P.Q.
Telephone: 684-5372, code 819. 47796

Ville de Saint-Basile-le-Grand
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Champagne, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 204, rue Principale, St-Basile-le-Grand, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 25 septembre 1972, pour l'achat de $369,000 d'obligations de

Town of Saint-Basile-le-Grand
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gilles Champagne, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 204 Main Street, Saint-Basile-le-Grand, County of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, September 25, 1972, for the purchase of a bond issue of $369,000 for the Town of Saint-

la ville de St-Basile-le-Grand, comté de Chambly, datées du 15 octobre 1972 et remboursables en série du 15 octobre 1973 au 15 octobre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 octobre 1972.

Tableau d'amortissement — $369,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 octobre 1973	$ 6,500
15 octobre 1974	6,500
15 octobre 1975	7,500
15 octobre 1976	7,500
15 octobre 1977	9,000
15 octobre 1978	9,500
15 octobre 1979	9,500
15 octobre 1980	10,500
15 octobre 1981	12,000
15 octobre 1982	13,500
15 octobre 1983	5,500
15 octobre 1984	6,000
15 octobre 1985	7,000
15 octobre 1986	7,500
15 octobre 1987	8,500
15 octobre 1988	8,500
15 octobre 1989	9,500
15 octobre 1990	10,000
15 octobre 1991	11,000
15 octobre 1992	203,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $27,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 octobre 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Basile-le-Grand, County of Chambly, dated October 15, 1972 and redeemable serially from October 15, 1973 to October 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on April 15th and October 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 15, 1972.

Redemption table — $369,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 15, 1973	$ 6,500
October 15, 1974	6,500
October 15, 1975	7,500
October 15, 1976	7,500
October 15, 1977	9,000
October 15, 1978	9,500
October 15, 1979	9,500
October 15, 1980	10,500
October 15, 1981	12,000
October 15, 1982	13,500
October 15, 1983	5,500
October 15, 1984	6,000
October 15, 1985	7,000
October 15, 1986	7,500
October 15, 1987	8,500
October 15, 1988	8,500
October 15, 1989	9,500
October 15, 1990	10,000
October 15, 1991	11,000
October 15, 1992	203,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds whould not be for an amount less than $27,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of October 15, 2002 of the renewable part here after mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

L'échéance du 15 octobre 1992 au montant de $203,500 comprend un solde de $191,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 octobre 1993	$13,000
15 octobre 1994	14,000
15 octobre 1995	15,500
15 octobre 1996	16,500
15 octobre 1997	17,500
15 octobre 1998	19,500
15 octobre 1999	21,000
15 octobre 2000	22,500
15 octobre 2001	25,000
15 octobre 2002	27,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Basile-le-Grand.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $203,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de St-Basile-le-Grand s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 54 — $14,000 — aqueduc et égouts; 57 — $170,000 — aqueduc et égouts; 58 — $41,000 — achat de machinerie et équipement; 59 — $97,000 — aqueduc, égouts et voirie; 60 — $15,000 — achat de machinerie; 61 — $24,000 — aqueduc, égouts et voirie; 62 — $8,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, lundi, le 25, septembre 1972, Hôtel de Ville, 204, rue Principale, St-Basile-le-Grand, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Basile-le-Grand (Comté de Chambly), ce 31 août 1972.

Le secrétaire-trésorier,
GILLES CHAMPAGNE.

Hôtel de Ville, 204, rue Principale,
St-Basile-le-Grand, (Chambly), P.Q.
Téléphone: 653-0271, code 514. 47797-o

The maturity of October 15, 1992 in the amount of $203,500 includes a balance of $191,500 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
October 15, 1993	$13,000
October 15, 1994	14,000
October 15, 1995	15,500
October 15, 1996	16,500
October 15, 1997	17,500
October 15, 1998	19,500
October 15, 1999	21,000
October 15, 2000	22,500
October 15, 2001	25,000
October 15, 2002	27,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Saint-Basile-le-Grand.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $203,500 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Saint-Basile-le-Grand agrees not to bring out new bonds on the Canadin Market within the sixty days upon, from and after October 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 54 — $14,000 — aqueduct and sewers; 57 — $170,000 — aqueduct and sewers; 58 — $41,000 — purchase of machinery and equipment; 59 — $97,000 — aqueduct, sewers and roads; 60 — $15,000 — purchase of machinery; 61 — $24,000 — aqueduct, sewers and roads; 62 — $8,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock p.m., on Monday, September 25, 1972, at the Town Hall, 204 Main Street, Saint-Basile-le-Grand, County of Chambly, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Basile-le-Grand (County of Chambly), August 31, 1972.

GILLES CHAMPAGNE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 204 Main Street,
Saint-Basile-le-Grand, (Chambly), P.Q.
Telephone: 653-0271, code 514. 47797

Ville de Cabano
Comté de Témiscouata

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Louis Ouellet, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5.30 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 79, rue Commerciale, Case postale 188, Ville de Cabano, comté de Témiscouata, P.Q., et par après jusqu'à 7.30 heures du soir, Salle du Conseil, 38, Vieux Chemin, Ville de Cabano, comté de Témiscouata, P.Q., mardi, le 26 septembre 1972, pour l'achat de $66,500 d'obligations de la ville de Cabano, comté de Témiscouata, datées du 15 octobre 1972 et remboursables en série du 15 octobre 1973 au 15 octobre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 octobre 1972.

Tableau d'amortissement — $66,500 — 10 ans

Année	*Capital*
15 octobre 1973	$4,500
15 octobre 1974	5,000
15 octobre 1975	5,500
15 octobre 1976	5,500
15 octobre 1977	6,000
15 octobre 1978	7,000
15 octobre 1979	7,500
15 octobre 1980	8,000
15 octobre 1981	8,500
15 octobre 1982	9,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, payable au pair à Cabano.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Cabano s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Town of Cabano
County of Témiscouata

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Louis Ouellet, Secretary-Treasurer, until 5:30 o'clock p.m., in the Town Hall, 79 Commerciale Street, Post Office Box 188, Town of Cabano, County of Témiscouata, P.Q., and thereafter until 7:30 o'clock p.m., in the Council Room, 38 Vieux Chemin, Town of Cabano, County of Témiscouata, for the purchase of a bond issue of $66,500 for the Town of Cabano, County of Témiscouata, dated October 15, 1972 and redeemable serially from October 15, 1973 to October 15, 1982 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 15th and October 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 15, 1972.

Redemption table — $66,500 — 10 years

Year	*Capital*
October 15, 1973	$4,500
October 15, 1974	5,000
October 15, 1975	5,500
October 15, 1976	5,500
October 15, 1977	6,000
October 15, 1978	7,000
October 15, 1979	7,500
October 15, 1980	8,000
October 15, 1981	8,500
October 15, 1982	9,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds will not be considered. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Cabano.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Cabano agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement d'emprunt numéro 18 — $66,500 — station de pompage.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 26 septembre 1972, à 7.30 heures du soir, Salle du Conseil, 38, Vieux Chemin, Ville de Cabano, comté de Témiscouata, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cabano (Comté de Témiscouata), ce 1er septembre 1972. *Le secrétaire-trésorier,*
JEAN-LOUIS OUELLET.

Hôtel de Ville, Case postale 188, 79, rue Commerciale, Ville de Cabano (Comté de Témiscouata), P.Q.
Téléphone 854-2116, code 418. 47800-o

Cité de Saint-Léonard
Comté de Olier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Pion, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 6025 est, Boulevard Métropolitain, St-Léonard, comté d'Olier, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 26 septembre 1972, pour l'achat de $2,864,500 d'obligations de la cité de St-Léonard, comté d'Olier, datées du 1er octobre 1972 et remboursables en série du 1er octobre 1973 au 1er octobre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1972.

Tableau d'amortissement — $2,864,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1973	$ 71,500
1er octobre 1974	81,000
1er octobre 1975	91,000
1er octobre 1976	101,000
1er octobre 1977	110,000
1er octobre 1978	119,000
1er octobre 1979	133,000
1er octobre 1980	144,000
1er octobre 1981	157,000
1er octobre 1982	166,000
1er octobre 1983	116,000
1er octobre 1984	124,000
1er octobre 1985	137,000
1er octobre 1986	147,000
1er octobre 1987	160,000
1er octobre 1988	173,000
1er octobre 1989	187,000
1er octobre 1990	202,000
1er octobre 1991	216,000
1er octobre 1992	229,000

The said bonds will be issued pursuant to loan by-law number 18 — $66,500 — pumping station.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, September 26, 1972, at 7:30 o'clock p.m., in the Council Room, 38 Vieux Chemin, Town of Cabano, County of Témiscouata, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cabano (County of Témiscouata), September 1, 1972. JEAN-LOUIS OUELLET,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Post Office Box 188, 79 Commerciale Street, Town of Cabano (County of Témiscouata), P.Q.
Telephone: 854-2116, code 418. 47800

City of St. Léonard
County of Olier

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Pion, Secretary-Treasurer, at the City Hall, 6025 Metropolitan Boulevard East, St. Léonard, County of Olier, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, September 26, 1972, for the purchase of a bond issue of $2,864,500 for the City of St. Léonard, County of Olier, dated October 1, 1972 and redeemable serially from October 1, 1973 to October 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 1, 1972.

Redemption table — $2,864,500 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1973	$ 71,500
October 1, 1974	81,000
October 1, 1975	91,000
October 1, 1976	101,000
October 1, 1977	110,000
October 1, 1978	119,000
October 1, 1979	133,000
October 1, 1980	144,000
October 1, 1981	157,000
October 1, 1982	166,000
October 1, 1983	116,000
October 1, 1984	124,000
October 1, 1985	137,000
October 1, 1986	147,000
October 1, 1987	160,000
October 1, 1988	173,000
October 1, 1989	187,000
October 1, 1990	202,000
October 1, 1991	216,000
October 1, 1992	229,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $229,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er octobre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Léonard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $229,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de St-Léonard s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 220 — $49,000 — renouvellement d'emprunt; 258 — $42,100 — renouvellement d'emprunt; 259 — $115,700 — renouvellement d'emprunt; 260 — $44,200 — renouvellement d'emprunt; 264 — $26,200 — renouvellement d'emprunt; 268 — $250,800 — renouvellement d'emprunt; 1098 — $538,000 — voirie; 1114 — $184,000 — voirie; 1118 — $266,000 — éclairage; 1138 — $423,000 — aqueduc et égouts; 1144 — $350,000 — voirie; 1171 — $430,000 — voirie; 1187 — $145,500 — éclairage.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $229,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of October 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at St. Léonard.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $229,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of St. Léonard agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following bylaws: 220 — $49,000 — loan renewal; 258 — $42,100 — loan renewal; 259 — $115,700 — loan renewal; 260 — $44,200 — loan renewal; 264 — $26,200 — loan renewal; 268 — $250,800 — loan renewal; 1098 — $538,000 — roads; 1114 — $184,000 — roads; 1118 — $266,000 — lighting; 1138 — $423,000 — aqueduct and sewers; 1144 — $350,000 — roads; 1171 — $430,000 — roads; 1187 — $145,500 — lighting.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 26 septembre 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 6025 est, Boulevard Métropolitain, St-Léonard, comté d'Olier, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Léonard (Comté d'Olier), ce 31 août 1972.

Le secrétaire-trésorier,
GASTON PION.

Hôtel de Ville, 6025 est, Boulevard Métropolitain,
St-Léonard (Olier), P.Q.
Téléphone: 321-7630, code 514. 47795-o

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, September 26, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 6025 Metropolitan Boulevard East, St. Léonard, County of Olier, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Léonard (County of Olier), August 31, 1972.

GASTON PION,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 6025 Metropolitan Boulevard East,
St. Léonard (Olier), P.Q.
Telephone: 321-7630, Code 514. 47795

Syndicats professionnels

La Fédération des Syndicats Professionnels d'Infirmières et d'Infirmiers du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 8 août 1972, il a autorisé le changement de nom de « Fédération des Syndicats Professionnels d'Infirmières du Québec », dont la constitution, sous le nom originaire de « La Fédération des Associations de Garde-Malades Catholiques Licenciées de la Province de Québec », a été autorisée le 19 février 1959, et dont le siège social est situé à Québec, en celui de « La Fédération des Syndicats Professionnels d'Infirmières et d'Infirmiers du Québec », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47786-o 547-58

Professional Syndicates

La Fédération des Syndicats Professionnels d'Infirmières et d'Infirmiers du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has authorized, on August 8, 1972, the change of name of "Fédération des Syndicats Professionnels d'Infirmières du Québec", incorporated under the original name of "La Fédération des Associations de Garde-Malades Catholiques Licenciées de la Province de Québec", authorized on February 19, 1959, and whose head office is located in Québec, into that of "La Fédération des Syndicats Professionnels d'Infirmières et d'Infirmiers du Québec", pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 146.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

47786 547-58

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

DRUMMOND

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Drummond

Bref No 4373. { GUÉRIN & FRÈRES LTÉE, demanderesse, *vs* JEAN GUY GODIN, défendeur.

Désignation:

« Un lot ou emplacement mesurant ledit terrain soixante et dix pieds (70′) de largeur par cent dix pieds (110′) de profondeur, le tout plus ou moins,

Sheriff's Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

DRUMMOND

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Drummond

Writ No. 4373. { GUÉRIN & FRÈRES LTÉE, plaintiff, *vs* JEAN GUY GODIN, defendant.

Description:

"A lot or emplacement measuring seventy feet (70′) in width by one hundred and ten feet (110′) in depth, the whole more or less, English measure, bounded in

mesure anglaise, borné en front au nord-ouest par la rue St-André, au nord-est par Mlle Colette Godin, au sud-est par Conrad Charron et au sud-ouest par Lionel Hamel;

Ledit terrain, connu et désigné comme partie non subdivisée officiellement du lot numéro deux cent soixante et un du cadastre du Canton de Wickham, comté de Drummond, sans bâtisse, (Ptie 261) ».

« Un lot, ou emplacement, mesurant soixante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Wickham comme étant une partie du lot numéro trois cent trente-quatre (Ptie 334), ledit lot étant borné comme suit: en front, au nord-est, par la rue Doye, ou sa prolongation, en profondeur, au sud-ouest, par une autre partie continuant à appartenir au vendeur, du côté sud-est, par le lot 334-16 appartenant à Michel Pellerin et de l'autre côté, par une autre partie dudit lot 334 continuant à appartenir au vendeur.

Dans l'état où le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant être attachées au susdit immeuble, l'acquéreur déclarant bien connaître le susdit immeuble et en être satisfait. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Drummond, Palais de Justice, Drummondville, JEUDI, le DOUZIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Drummondville, ce 1er jour de septembre 1972.

Le shérif,

47809-o STEPHEN DOLAN.

front on the northwest by St. André Street, on the northeast by Miss Colette Godin, on the southeast by Conrad Charron and on the southwest by Lionel Hamel.

The said land known and described as an officially unsubdivided part of lot number two hundred and sixty-one of the cadastre for the Township of Wickham, County of Drummond, without building. (Pt. 261)".

"A lot, or emplacement, measuring sixty feet in width by one hundred feet in depth, English measure, more or less, known and described in the official plan and book of reference of the cadastre for the Township of Wickham as a part of lot number three hundred and thirty-four (Pt. 334), the said lot bounded as follows: in front on the northeast by Doye Street or its prolongation, in depth on the southwest by another part still belonging to the vendor, on the southeast side by lot 334-16 belonging to Michel Pellerin and on the other side by another part of said lot 334 still belonging to the vendor.

In the state in which the whole now subsists, with active and passive, apparent and unapparent servitudes which may be attached to the said immoveable, the purchaser declares to know the said immoveable well and be satisfied thereof."

To be sold in the Drummond Registration Division Office, at the Court House, in Drummondville, on THURSDAY, the TWELFTH day of OCTOBER, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Drummondville, this 1st day of September, 1972.

STEPHEN DOLAN,

47809 *Sheriff.*

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Joliette

No 25,909. LAURÉA LAFLEUR, domiciliée au 4850 est, Henri Bourassa, cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* ENTREPRISES GERBEX INC., corporation légalement constituée ayant une place d'affaires au 1038, rue Louise, Terrebonne, district de Joliette, défenderesse.

« Un certain emplacement sis et situé en la municipalité de la paroisse de St-Henri de Mascouche, dans le comté de l'Assomption, dite Province de Québec, ayant front sur la rue Louise, et portant le numéro civique 34, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Henri de Mascouche comme étant:

a) le lot numéro douze (12) de la subdivision du lot originaire numéro huit cent un (801);

b) le lot numéro quarante-six (46) de la subdivision du lot originaire numéro huit cent (800).

Avec toutes bâtisses y dessus érigées, circonstances et dépendances y appartenant, sans exception ni réserve de la part du vendeur, et notamment une

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Joliette

No. 25,909. LAURÉA LAFLEUR, domiciled at 4850 Henri Bourassa East, City and District of Montreal, plaintiff, *vs* ENTREPRISES GERBEX INC., a corporation legally incorporated with a place of business at 1038 Louise Street, Terrebonne, District of Joliette, defendant.

"A certain emplacement lying and situate in the Municipality of the Parish of St. Henri de Mascouche, County of L'Assomption, said Province of Québec, fronting on Louise Street and bearing civic number 34, known and described on the official plan and book of reference for the Parish of St. Henri de Mascouche as being:

(*a*) lot number twelve (12) of original lot number eight hundred and one (801);

(*b*) lot number forty-six (46) of the subdivision of original lot number eight hundred (800).

With all buildings erected thereon, appurtenances and dependencies attaching thereto, without exception or reservation on the vendor's part, and notably

maison y dessus érigée, affectée et hypothéquée depuis le 4 décembre 1969, en faveur de la demanderesse jusqu'à concurrence de la somme de $10,197.81. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de l'Assomption, à l'Assomption, district de Joliette, VENDREDI, le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
JEAN-MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, le 31 août 1972. 47804-o

a house erected thereon, affected and mortgaged since December 4, 1969, in favor of the plaintiff up to a sum of $10,197.81."

To be sold in the L'Assomption Registration Division Office, in L'Assomption, District of Joliette, on FRIDAY, the THIRTEENTH day of OCTOBER, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, August 31, 1972. 47804

MONTMAGNY

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Montmagny

Nos 3661 et 4219. JACQUES GODBOUT, vendeur, domicilié et faisant affaires à St-Philémon, cté Bellechasse, demandeur, *vs* ALPHONSE NICOLE, de St-Philémon, cté Bellechasse, défendeur.

1. Le lot 14 du rang nord-est du chemin Mailloux dans le canton Mailloux avec bâtisses et dépendances.

2. Le lot 15 du rang nord-est du chemin Mailloux dans le canton Mailloux avec bâtisses et dépendances.

3. Le lot 36 du rang sud-ouest, chemin Mailloux, canton Mailloux avec bâtisses et dépendances.

4. Un terrain de forme irrégulière, sis et situé en la municipalité de St-Philémon, comté de Bellechasse, pris à même le lot connu et désigné sous le numéro 10A du rang sud-ouest, chemin Mailloux, canton Mailloux, avec dépendances, et compris dans les bornes suivantes, savoir: au nord-est à la rivière qui s'y trouve, au sud-est au lot onze, mêmes rang et canton, au sud-ouest à la nouvelle route de comté et au nord-ouest partie au terrain appartenant déjà à l'acquéreur et partie au lot neuf, mêmes rang et canton, appartenant à Albert Beaulieu.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de St-Raphaël, district de Montmagny, MERCREDI, le ONZIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
JEAN-PAUL TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
Montmagny, le 1er septembre 1972. 47829-o

MONTMAGNY

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Montmagny

Nos 3661 and 4219. JACQUES GODBOUT, salesman, domiciled and carrying on business in St. Philémon, County of Bellechasse, plaintiff, *vs* ALPHONSE NICOLE, of St. Philémon, County of Bellechasse, defendant.

1. Lot 14 of Northeast Range on Mailloux Road in the Township of Mailloux with buildings and dependencies.

2. Lot 15 of Northeast Range on Mailloux Road in the Township of Mailloux with buildings and dependencies.

3. Lot 36 of Southwest Range, Mailloux Road, Township of Mailloux, with buildings and dependencies.

4. A piece of land of irregular configuration, located in the Municipality of St. Philémon, County of Bellechasse, taken from the lot known and described under number 10A of Southwest Range, Mailloux Road, Township of Mailloux, with dependencies, and comprised within the following boundaries, namely: on the northeast by the river that runs there, on the southeast by lot eleven, said Range and Township, on the southwest by the new County Highway and on the northwest partly by the land already belonging to the purchaser and partly by lot nine, said Range and Township, belonging to Albert Beaulieu.

To be sold at the St. Raphaël Registry Office, District of Montmagny, on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of OCTOBER, 1972, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montmagny, September 1st, 1972. 47829

MONTRÉAL

Erratum

DAME ANITA BEAUCHESNE, et JUDE TÉTREAULT, demandeurs, *vs* J.L. BRUNELLE, défendeur.

Dans l'avis publié dans l'édition du 26 août 1972, à la page 7766, le numéro de lot aurait dû se lire: « 120-2-148 » au lieu de « 120-248 ».

47793-o

MONTREAL

Erratum

MRS. ANITA BEAUCHESNE, and JUDE TÉTREAULT, plaintiffs, *vs* J.L. BRUNELLE, defendant.

In the notice published in the issue of August 26, 1972, on page 7766, the lot number should have read as follows: "120-2-148" instead of "120-248".

47793

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-000801-72. { HELLER-NATOFIN LTD., un corps politique et incorporé, dûment constitué selon la Loi, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* OTEA INC., un corps politique et incorporé, dûment constitué selon la Loi, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la ville de Laval, dans le district de Montréal, défenderesse, et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montréal, et GULF PORTS STEAMSHIP CO. LTD., un corps politique et incorporé, dûment constitué selon la Loi, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, mises en cause, et ledit HELLER-NATOFIN LTD., demanderesse en reprise d'instance, et GASTON BÉLIVEAU, C.A. et syndic muni d'une licence, des ville et district de Montréal, en sa qualité de syndic dans la faillite des biens et de la propriété de « Otae Inc. », défendeur en reprise d'instance.

Toutes les bâtisses et autres constructions érigées et/ou en voie de construction sur la parcelle de terrain suivante, à savoir:

1° Une partie du lot vingt et un de la subdivision officielle du lot originaire cent quarante-quatre (ptie 144-21) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et mesurant trois cent quarante-huit pieds et quatre-vingt-douze centièmes (348.92′) sur sa ligne nord-ouest, soixante-treize pieds et cinq centièmes (73.05′) sur sa ligne nord, cent trente pieds et quatre-vingt-quatre centièmes (130.84′) sur sa ligne nord-est, deux cent cinquante-trois pieds et soixante-neuf centièmes (253.69′) et cent quarante et un pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (141.85′) sur ses lignes sud-est et quatre-vingt-seize pieds et quarante-cinq centièmes (96.45′) sur sa ligne sud-ouest; contenant une superficie de 56,677.6 pieds carrés.

Bornée au nord-ouest par le chemin Pullman, au nord-est par des parties des lots 144-24 et 144, au sud-est par une partie du lot 4689-3 et au sud-ouest par une autre partie dudit lot 144-21.

2° Une partie du lot numéro trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille six cent quatre-vingt-neuf (ptie 4689-3) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant deux cent cinquante-trois pieds et soixante-neuf centièmes (253.69′) et cent quarante et un pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (141.85′) sur ses lignes nord-ouest, cent cinquante pieds et vingt-trois centièmes (150.23′) sur sa ligne nord-est, soixante dix-sept pieds et dix-sept centièmes (77.17′) sur l'une de ses lignes sud-est, dix-huit pieds et quatre-vingt centièmes (18.80′) sur sa ligne sud, trois cent quatre pieds et quatre-vingt-sept centièmes (304.87′) sur son autre ligne sud-est et cent vingt pieds (120′) sur sa ligne sud-ouest, contenant une superficie de 49,714.8 pieds carrés.

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-000801-72. { HELLER-NATOFIN LTD., a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* OTEA INC., a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and place of business in the City of Laval, in the district of Montreal, defendant, and THE REGISTRAR for the Registration Division of Montreal, and GULF PORTS STEAMSHIP CO. LTD., a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, mises en cause, and the said HELLER-NATOFIN LTD., Plaintiff in continuance of suit and GASTON BÉLIVEAU, C.A. and lucensed Trustee of the City and District of Montreal, in his quality as trustee in Bankruptcy of the property and assets of "Otea Inc.", defendant in continuance of suit.

All of the buildings and other construction and erected and/or in the course of construction on the following parcel of land, to wit:

1. Part of lot twenty-one of the Official subdivision of original lot one hundred and forty-four (P. 144-21) upon the Official Plan and Book of Reference for the Parish of Montreal, measuring three hundred and forty-eight feet and ninety-two hundredths of a foot (348.92′) in its northwest line, seventy-three feet and five hundredths of a foot (73.05′) in its north line, one hundred and thirty feet and eighty-four hundredths of a foot (130.84′) in its northeast line, two hundred and fifty-three feet and sixty-nine hundredths of a foot (253.69′) and one hundred and forty-one feet and eighty-five hundredths of a foot (141.85′) in its southeast lines and ninety-six feet and forty-five hundredths of a foot (96.45′) in its southwest line; containing a superficial area of 56,677.6 square feet;

Bounded to the northwest by Pullman Road, to the northeast by parts of lots 144-24 and 144, to the southeast by part of lot 4689-3 and to the southwest by another part of said lot 144-21.

2. Part of lot number three of the Official subdivision of the original lot number four thousand six hundred and eighty-nine (P. 4689-3) upon the Official Plan and Book of Reference for the Parish of Montreal, measuring two hundred and fifty-three feet and sixty-nine hundredths of a foot (253.69′) and one hundred and forty-one feet and eighty-five hundredths of a foot (141.85′) in its northwest lines, one hundred and fifty feet and twenty-three hundredths of a foot (150.23′) in its northeast line, seventy-seven feet and seventeen hundredths of a foot (77.17′) in one of its southeast lines, eighteen feet and eighty hundredths of a foot (18.80′) in its south line, three hundred and four feet and eighty-seven hundredths of a foot (304.87′) in its other southeast line and one hundred and twenty feet (120′) in its southwest line, containing a superficial area of 49,714.8 square feet;

Bornée au nord-ouest par une partie du lot 144-21 ci-dessus décrite, au nord-est par une partie du lot 4689 non-subdivisé, au sud-est et au sud par une partie du lot 144-22 et au sud-ouest par une autre partie dudit lot 4689-3.

3. Une partie du lot numéro vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-quatre (Ptie 144-22) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant trois cent quatre pieds et quatre-vingt-sept centièmes (304.87′) sur l'une de ses lignes nord-ouest, dix-huit pieds et quatre-vingt centièmes (18.80′) sur sa ligne nord, soixante-dix-sept pieds et dix-sept centièmes (77.17′) sur son autre ligne nord-ouest, cinquante-cinq pieds et cinq dixièmes (55.5′) sur sa ligne nord-est, cent soixante-huit pieds et trois centièmes (168.03′) sur sa ligne sud-ouest, quarante-cinq pieds (45′) sur l'une de ses lignes sud-est et la portion restante de sa ligne sud-est en suivant la ligne ligne frontière entre ladite paroisse de Montréal et la paroisse de Lachine ci-après mentionnée, et contenant une superficie de 44,270.6 pieds carrés.

Bornée au nord-ouest et au nord par une partie du lot 4689-3 ci-dessus décrite, au nord-est par une partie du lot 144 non-subdivisé; au sud-est par la ligne frontière susmentionnée et une partie du lot 144 non-subdivisé et au sud-ouest par une autre partie dudit lot 144-22.

4. Une partie du lot numéro cent quarante-quatre (ptie 144) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant quarante-cinq (45′) sur sa ligne nord-ouest et contenant une superficie de 116 pieds carrés.

Bornée au nord-ouest par une partie du lot 144-22 ci-haut décrite, au sud par une partie du lot 1005 de la paroisse de Lachine, et au sud-est par une autre partie dudit lot 144 non-subdivisé.

5° Une partie du lot numéro mille cinq (ptie 1005) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant quatre-vingt-deux pieds et dix-sept centièmes (82.17′) sur sa ligne nord-est et trois cent quatre-vingt-quinze pieds et seize centièmes (395.16′) sur sa ligne sud-est et contenant une superficie de 17,964.6 pieds carrés.

Bornée à l'ouest et au nord-ouest par la partie du lot numéro 144 ci-dessus décrite et par la ligne frontière entre ladite paroisse de Lachine et celle de Montréal et au nord-est et au sud-est par d'autres parties dudit lot 1005.

Ledit emplacement contenant une superficie totale de 168,743.6 pieds carrés; toutes ces dimensions étant données sur le plan préparé par Claude Verschelden, A.G. en date du 3 février 1971, sous le numéro 153 de ses dossiers.

Pour être vendu séparément au bureau du Shérif, au Palais de Justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 4e étage, chambre 195, le DOUZIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 30 août 1972.

L'assistant shérif,
PAUL ST-MARTIN.
47805

Bounded to the northwest by part of 144-21 above described, to the northeast by part of lot 4689 unsubdivided, to the southeast and south by part of lot 144-22 and to the southwest by another part of said lot 4689-3.

3. Part of lot number twenty-two of the Official subdivision of the original lot number one hundred and forty-four (P. 144-22) upon the Plan and Book of Reference for the Parish of Montreal, measuring three hundred and four feet and eighty-seven hundredths of a foot (304.87′) in one of its northwest lines, eighteen feet and eighty hundredths of a foot (18.80′) in its north line, seventy-seven feet and seventeen hundredths of a foot (77.17′) in its other northwest line, fifty-five feet and five-tenths of a foot (55.5′) in its northeast line, one hundred and sixty-eight feet and three hundredths of a foot (168.03′) in its southwest line, forty-five feet (45′) in one of its southeast lines and the remaining portion of its southeast line following the boundary line between the said Parish of Montreal and the Parish of Lachine hereinafter mentioned, containing a superficial area of 44,270.6 square feet;

Bounded to the northwest and north by part of lot 4689-3 above described, to the northeast by part of lot 144 unsubdivided; to the southeast by the boundary line above mentioned and part of lot 144 unsubdivided and to the southwest by another part of said lot 144-22.

4. Part of lots numder one hundred and forty-four (P. 144) upon the Plan and Book of Reference for the Parish of Montreal, measuring forty-five feet (45′) in its northwest line and containing a superficial area of 116 square feet.

Boundred to the northwest by part of lot 144-22, above described, to the east by part of lot 1005 of the Parish of Lachine, and to the southeast by another part of said lot 144 unsubdivided.

5. Part of lot number one thousand and five (P. 1005) upon the Plan and Book of Reference of the Parish of Lachine, measuring eighty-two feet and seventeen hundredths of a foot (82.17′) in its northeast line and three hundred and ninety-five feet and sixteen hundredths of a foot (395.16′) in its southeast line; containing a superficial area of 17,964.6 square feet.

Bounded to the west and northwest by the part of lot number 144 above described and by the boundary line between the said Parish of Lachine and Montreal and to the northeast and southeast by other parts of said lot 1005.

The said emplacement containing a total area of 168,743.6 square feet; all measures being on a plan of Claude Verschelden. A.G. dated February 3, 1971, his record No. 153.

To be sold separately at the Sheriff's Office, at the Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th floor, room 195, on the TWELFTH day of OCTOBER 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, August 30, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
47805-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

Numéro 05-002173-72. { GUY CARMEL, ROGER FYEN, LUCIEN JACQUES et IGNACE BROUILLET, demandeurs, *vs* CORGEMINES LTÉE, 1015, Beaver Hall, suite 315, Montréal, défenderesse et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Verchères, mis en cause.

Un emplacement se composant des lots vacants, numéros vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre et vingt-cinq, (22, 23, 24 et 25) aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse de Varennes.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Verchères, 613, Boul. Marie-Victorin, à Verchères, le ONZIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 30 août 1972. 47794-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

816-120. { THE CROWN LIFE INSURANCE CO., demanderesse, *vs* Dame ANNA DI NUNZIO TROZZI et *al*, defendeurs, et EROS SEBASTIANNELLI et *al*, mis en cause en intervention forcée.

« Un emplacement ayant front sur la rue d'Argenson, en la cité de Duvernay, connu et désigné comme étant la totalité de la subdivision quatre cent dix-huit du lot originaire cinquante-huit (58-418) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de St-Vincent de Paul, mesurant quatre-vingt-dix pieds (90′) dans ses lignes Sud-Est et Nord-Ouest et soixante-neuf pieds (69′) dans ses lignes Nord-Est et Sud-Ouest et ayant une superficie de six mille deux cent dix pieds carrés (6,210 p.c.) mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la maison et autres bâtisses dessus érigées.

Avec et sujet à une servitude créée en faveur de la Commission Hydroélectrique de Québec et en faveur de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, affectant l'extrême partie Nord-Est d'une largeur de cinq pieds (5′) par toute la profondeur dudit lot, tel que le tout appert aux termes d'un acte de servitude sous seing privé en date du dix-sept avril mil neuf cent soixante-trois, enregistré au bureau d'enregistrement du Comté de Laval sous le numéro 188364 et aux termes d'un acte de servitude sous seing privé en date du neuf avril mil neuf cent soixante-trois, enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 189525.

Tel que le tout se trouve présentement avec tous ses droits, circonstances et dépendances sans exception ni réserve. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du Comté de Laval, 155 Boul. Je Me Souviens, à ville de Laval, P.Q., le ONZIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST. MARTIN.
Montréal, ce 30 août 1972. 47798-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

Number 05-002173-72. { GUY CARMEL, ROGER FYEN, LUCIEN JACQUES and IGNACE BROUILLET, plaintiffs, *vs* CORGEMINES LTÉE, 1015 Beaver Hall, Suite 315, Montreal, defendant, and THE REGISTRAR for the Verchères Registration Division, mis en cause.

An emplacement comprising vacant lots numbers twenty-two, twenty-three, twenty-four and twenty-five (22, 23, 24 and 25) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Varennes.

To be sold at the County of Verchères Registry Office, at 613 Marie-Victorin Boulevard, in Verchères, on the ELEVENTH day of OCTOBER, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, August 30, 1972. 47794

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

816-120. { THE CROWN LIFE INSURANCE CO., plaintiff, *vs* Mrs. ANNA DI NUNZIO TROZZI et *al*, defendants, and EROS SEBASTIANNELLI et *al*, mis en cause introduced as third party.

"An emplacement fronting on Argenson Street, in the Town of Duvernay, known and described as being the whole subdivision four hundred and eighteen of original lot fifty-eight (58-418) on the official plan and in the book of reference for the Parish of St. Vincent-de-Paul, measuring ninety feet (90′) in its southeast and northwest lines and sixty-nine feet (69′) in its northeast and southwest lines and containing a surface area of six thousand two hundred and ten square feet (6,210 sq. ft.) English measure, and more or less.

With the house and other buildings erected thereon.

Subject to a servitude created in favour of the Québec Hydro-Electric Commission and in favour of the Bell Telephone Company of Canada attached to the extreme northeast part of five feet (5′) in width by the whole depth of the said lot, as it appears in a deed of servitude under private signature, dated April seventeen, one thousand nine hundred and sixty-three, registered at the County of Laval Registry Office under number 188364 and according to the terms of a deed of servitude under private signature dated April nine, one thousand nine hundred and sixty-three, registered at the said Registry Office under number 189525.

As the whole now subsists with all its rights, circumstances and dependencies without exception or reservation.

To be sold at the County of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, in the City of Laval, P.Q., on the ELEVENTH day of OCTOBER 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST. MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, August 30, 1972. 47798

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Montréal

No 02-380 986-71.
Ex-Parte: 18-000440-72. GERMAIN THERRIEN & *AL*, demandeurs, *vs* ROBERT GUILLET, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Davion, en la ville de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent cinquante-huit de la subdivision du lot originaire numéro cent vingt et un (121-258), aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse St-Antoine de Longueuil.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment la maison portant les numéros civiques 955 et 957 de ladite rue Davion, dont le mur sud-ouest est mitoyen. »

Pour être vendu « à la folle enchère » en conformité d'un jugement par l'honorable juge Jacques Casgrain de la Cour Provinciale pour le district de Montréal en date du 24 août 1972, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Montval, à Longueuil, le DIXIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, P.Q., ce 30 août 1972. 47791-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 735,347. ROBERT CANTO, résidant et domicilié au 5409, 47e Avenue, Laval Ouest, district de Montréal, demandeur, *vs* MAURICE SAVIGNAC, notaire, résidant et domicilié au 2020, rue Melba, St-Bruno, district de Montréal, et DAME LILIANE SCOTT, résidant et domiciliée à l'Épiphanie, district de Joliette, défendeurs et GÉRARD BLAIS, syndic, ayant place d'affaires au 222 est, Henri Bourassa, Montréal, district de Montréal, et PAUL E. SAVAGE, registrateur de la division d'enregistrement de Montréal, mis en cause, et JOHN SOULIS, résidant et domicilié à Ville St-Laurent, district de Montréal, défendeur en reprise d'instance, et J. RAPHAËL BOUTIN, médecin, résidant et domicilié au 5585 Wilderton, Montréal, district de Montréal, intervenant.

« Un emplacement vacant connu comme étant le lot numéro vingt-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent trente-neuf (239-28) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent.

Avec les deux piscines y construites et l'équipement, filtres, accessoires quelconques pour lesdites piscines.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et plus spécialement

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Montreal

No. 02-380 986-71.
Ex-Parte: 18-000440-72. GERMAIN THERRIEN & *AL*, plaintiff, *vs* ROBERT GUILLET, defendant.

"An emplacement fronting on Davion Street, in the City of Longueuil, Chambly Registry Office, known and designated as lot number two hundred and fifty-eight of the subdivision of original lot number one hundred and twenty-one (121-258), on the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil.

With all the buildings erected thereon and in particular the house bearing civic numbers 955 and 957 of the said Davion Street, whose southeast wall is common."

To be resold for "False Bidding" in conformity with the judgment rendered by Mr. Justice Jacques Casgrain of the Provincial Court for the district of Montreal dated August 24th, 1972, at the Registry office for the County of Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building on the TENTH day of OCTOBER 1972 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, P.Q., August 30, 1972. 47791-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 735,347. ROBERT CANTO, residing and domiciled at 5409 - 47th Avenue-Laval West, District of Montreal, plaintiff, *vs* MAURICE SAVIGNAC, Notary, residing and domiciled at 2020 Melba Street, St. Bruno, Dis, trict of Montreal, and MRS. LILIANE SCOTT, residing and domiciled at L'Épiphanie, District of Joliette, defendants, and GÉRARD BLAIS, trustree, with a place of business at 222 Henri Bourassa East, Montreal, District of Montreal, and PAUL E. SAVAGE, registrar of the Montreal Registration Division, mis en cause, and JOHN SOULIS, resiling and domiciled in Ville St. Laurent, District of Montreal, defendant in the substitution of an assign, and J. RAPHAËL BOUTIN, physician, residing and domiciled at 5585 Wilderton, Montreal, District of Montreal, intervening party.

"A vacant emplacement known as lot number twenty-eight of the official subdivision of original lot number two hundred and thirty-nine (239-28) in the said official plan and book of reference for the Parish of St. Laurent.

With both swimming pools built thereon and the equipment, filters and all kinds of accessories for said pools.

As the whole now subsists with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable, notably subject to the servitudes in

sujet aux servitudes en faveur de la compagnie de Téléphone Bell du Canada, créées aux termes de l'acte enregistré au bureau de la division de Montréal, sous le numéro 1,324,094 et affectant l'extrême partie nord-ouest dudit lot.

À distraire, cependant, la partie dudit lot homologuée par l'élargissement de ladite rue Grenet aux termes du jugement enregistré au bureau susdit sous le numéro 1,465,781.

De plus, sujet aux règlements de zonage de l'Aéroport de Cartierville suivant acte enregistré au bureau susdit sous le numéro 1,674,804. »

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice, en la ville de Montréal, 10 est rue Craig, 4e étage, chambre 195, le DIXIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, ce 30 août 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
47806-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 799-618. MONTREAL TRUST COMPANY, corps politique et incorporé dûment constitué et ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la ville et le district de Montréal, demanderesse, *vs* KELVIN LEIGH CUSACK, gentilhomme, domicilié à l'appartement 672,700, rue Peel, dans la ville et le district de Montréal, défendeur.

1° Tous les droits, titre et intérêt du défendeur dans une propriété immobilière donnant sur la rue Desrivières, dans la ville de Montréal, connue sous le numéro sept cent onze (711) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, avec les bâtisses y érigées portant les numéros 734 et 736, rue Desrivières.

2° Un certain emplacement de forme irrégulière, donnant sur la rue Desrivières, dans la ville de Montréal, connu présentement comme étant la subdivision un du lot numéro sept cent dix-neuf (719-1) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, comprenant vingt-quatre pieds (24′) de largeur sur cinquante-quatre pieds et cinq dixième de pied (54.5′) de profondeur sur sa ligne nord-ouest et cinquante-cinq pieds et cinquante-quatre centièmes de pied (55.54′) de profondeur sur sa ligne sud-est, formant une superficie de quatre mille quatre cent un pieds carrés (4,401 pi. ca.), mesures anglaises et plus ou moins.

3° Une propriété immobilière située sur le coin de la rue Saint-Jacques et de la rue Windsor, dans la ville de Montréal, se composant de:

a) Tout le lot numéro sept cent seize (716) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, moins la partie nord-est laquelle a été expropriée par la ville de Montréal pour y ouvrir ladite rue Windsor.

favor of the Bell Telephone Company of Canada, created under the terms of the deed registered in the Montreal Division Office, under number 1,324,094 and affecting the extreme northwest part of said lot.

Less and to withdraw, however, the part of said lot homologated by the enlargement of said Grenet Street under the terms of a judgment registered in the aforesaid office under number 1,465,781.

Moreover, subject to the zoning bylaws of the Cartierville Airport under the deed registered in the aforesaid office under number 1,674,804."

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the City of Montreal, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195, on the TENTH day of OCTOBER, 1972, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, August 30, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
47806

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 799-618. MONTREAL TRUST COMPANY, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* KELVIN LEIGH CUSACK, gentleman, domiciled at Suite 672,700 Peel Street, in the city and district of Montreal, defendant.

1. All the rights, title and interest of the defendant in an immoveable property fronting on Desrivières Street in the city of Montreal, known under the number seven hundred and eleven (711) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, with the buildings thereon erected bearing civil numbers 734 and 736 Desrivières Street.

2. A certain emplacement of irregular figure, fronting on Desrivières Street, in the city of Montreal, now known as subdivision one of lot number seven hundred and nineteen (719-1) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, containing twenty-four feet (24′) in width by fifty-four feet and five-tenths of a foot (54.5′) in depth in the northwest line and fifty-five feet and fifty-four one-hundredths of a foot (55.54′) in depth in the southeast line, forming an area of four thousand four hundred and one square feet (4,401 sq. ft.), English measure and more or less.

3. An immoveable property situate on the corner of St. James Street and Windsor Street in the city of Montreal, composed of:

(*a*) The whole of lot number seven hundred and sixteen (716) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, less the northeast portion thereof which has been expropriated by the city of Montreal for the opening of said Windsor Street.

Ladite partie nord-est du lot, expropriée de cette façon, mesure trente et un pieds et cinq dixièmes de pied (31.5′) de largeur dans sa ligne sud-est, trente-trois pieds (33′) de largeur sur sa ligne nord-ouest sur une profondeur d'environ soixante-douze pieds (72′) et comprend une superficie de deux mille trois cent trente-neuf pieds (2,339′).

b) Tout le lot numéro sept cent dix-sept (717) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, moins la partie nord-est dudit lot laquelle a été expropriée par la ville de Montréal pour ouvrir la rue Windsor.

Ladite partie nord-est du lot, expropriée de cette façon, mesure trente pieds et sept dixièmes de pied (30.7′) de largeur dans sa ligne sud-est, trente et un pieds et cinq dixièmes de pied (31.5′) sur sa ligne nord-ouest sur une profondeur de soixante-dix pieds (70′), et comprend une superficie de deux mille cent soixante-dix-sept pieds (2,177′).

c) Tout le lot numéro sept cent dix-huit (718) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, moins la partie nord-est laquelle a été expropriée par la ville de Montréal pour ouvrir ladite rue Windsor.

Ladite partie nord-est du lot, ainsi expropriée mesure trente-trois pieds et cinq dixièmes de pied (33.5′) sur sa ligne sud-est, trente-deux pieds et huit dixièmes de pied (32.8′) sur sa ligne nord-ouest sur une longueur de soixante-six pieds et cinq dixièmes de pied (66.5′) sur sa ligne sud-ouest, et soixante et un pied et cinq dixièmes de pied (61.5′) sur sa ligne nord-est et comprend une superficie de deux mille trente-deux pieds (2,032′).

d) Tout le lot sept cent dix-huit A (718 A) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal.

Toutes les mesures citées ci-dessus sont des mesures anglaises et plus ou moins.

Avec les bâtisses y érigées, connues sous le nom de « The Queen's Hotel ».

4° Tous les droits, titre et intérêt du défendeur dans un emplacement donnant sur la rue Desrivières, et qui est la partie nord-est du lot numéro sept cent douze (P. n.e. 712) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, comprenant trente-cinq pieds (35′) de front sur soixante-douze pieds (72′) de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins, bornée en avant par la rue Desrivières, à l'arrière par la partie sud-ouest dudit lot numéro sept cent douze (P. s.o. 712), d'un côté par une ruelle et de l'autre côté par le lot numéro sept cent onze (711) du même cadastre.

Avec la bâtisse y érigée.

Telles que lesdites propriétés existent présentement, avec tous les droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte. Il est ordonné que tout enchérisseur devra déposer en argent un dépôt de $114,000 pour se porter adjudicataire de l'immeuble ci-dessus désigné, en conformité d'un jugement de l'honorable Juge John A. Nolan, en date du 4 janvier 1972.

Which said northeast portion of lot so expropriated measures thirty-one feet and five-tenths of a foot (31.5′) in width on the southeast line, thirty-three feet (33′) in width on the northwest line by a depth of about seventy-two feet (72′) and containing in superficies two thousand three hundred and thirty-nine feet (2,339′).

(*b*) The whole of lot number seven hundred and seventeen (717) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, less the northeast portion thereof which has been expropriated by the city of Montreal for the opening of Windsor Street.

Which said northeast portion of lot so expropriated measures thirty feet and seven-tenths of a foot (30.7′) in width on the southeast line, thirty-one feet and five-tenths of a foot (31.5′) on the northwest line by a depth of seventy feet (70′), and containing in superficies two thousand one hundred and seventy-seven feet (2,177′).

(*c*) The whole of lot number seven hundred and eighteen (718) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, less the northeast portion thereof which has been expropriated by the city of Montreal for the opening of said Windsor Street.

Which said northeast portion of lot so expropriated measures thirty-three feet and five-tenths of a foot (33.5′) on the southeast line, thirty-two feet and eight-tenths of a foot (32.8′) on the northwest line by a length of sixty-six feet and five-tenths of a foot (66.5′) on the southwest line and sixty-one feet and five-tenths of a foot (61.5′) on the northeast line and containing a superficies of two thousand and thirty-two feet (2,032′).

(*d*) The whole of lot number seven hundred and eighteen A (718 A) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal.

All the above measurements are English measure and more or less.

With the buildings thereon erected known as "The Queen's Hotel".

4. All the rights, title and interest of the defendant in an emplacement fronting on Desrivières Street, being the northeast part of lot number seven hundred and twelve (N.E. Pt. 712) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, containing thirty-five feet (35′) in front by seventy-two feet (72′) in depth, English measure and more or less, bounded in front by Desrivières Street, in rear by the southwest part of the said lot number seven hundred and twelve (S.W. Pt. 712), on one side by a lane and on the other side by lot number seven hundred and eleven (711) of the same cadastre.

With the building thereon erected.

As the said properties now subsist with all their rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind. It is ordered that successful bidders must make a cash deposit of $114,000 upon being awardes the immoveable property hereinabove designated in conformity with a decision of the Honourable Juge John A. Nolan, dated January 4, 1972.

Pour être vendu « en bloc » à la folle enchère, au bureau du Shérif, Cour Supérieure de Montréal, 10 est Craig, 4e étage, chambre No 195, le DIXIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, ce 30 août 1972. 47792-o

To be sold "en bloc" for false bidding, at the Sheriff's Office, Court House, City of Montreal, 10 Craig Street East, 4th floor, Room No. 195, the TENTH day of OCTOBER, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, this August 30, 1972. 47792-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 85-435. } LAURENTIDE ACCEPTANCE CORPORATION, corps politique et incorporé légalement constitué ayant une place d'affaires dans les cité et district de Québec, *vs* ADÉLARD ARSENAULT, domicilié et résidant à 1485, des Guyennes, Apt. 3, Québec 8, et Mme BLANCHE ARSENAULT, épouse séparée de biens de M. Arsenault domiciliée et résidante à Québec, conjointement et solidairement.

« Le lot 435-499 du cadastre officiel de la paroisse de St-Roch Nord. De figure irrégulière borné au nord-ouest par le lot 435-498, au nord-est par le lot 435-481, au sud-est par le lot 435-500, au sud-ouest par la Rivière Lairet, mesurant quatre-vingt-dix-huit pieds (98′) au nord-ouest, cent deux pieds (102′) au sud-est, vingt-cinq (25′) au nord-est, contenant en superficie deux mille cinq cents pieds (2,500′) mesure anglaise, avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de justice, à Québec, le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
MAURICE GOBEIL.

Bureau duShérif,
Québec, le 5 septembre 1972. 47810-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 85-435. } LAURENTIDE ACCEPTANCE CORPORATION, body politic and corporate legally incorporated having a place of business in the City and District of Québec, *vs* ADÉLARD ARSENAULT, domiciled and residing at 1485 des Guyennes, Apt. 3, Québec 8, and Mrs. BLANCHE ARSENAULT, wife separate as to property, of Mr. Arsenault, domiciled and residing in Québec, jointly and severally.

"Lot 435-499 of the official cadastre of the Parish of St. Roch North. Of irregular configuration bounded on the northwest by lot 435-498, on the northeast by lot 435-481, on the southeast by lot 435-500, on the southwest by Lairet River, measuring ninety-eight feet (98′) on the northwest, one hundred and two feet (102′) on the southeast, twenty-five (25′) on the northeast, containing an area of two thousand five hundred feet (2,500′) English measure, with buildings, appurtenances and dependencies constructed thereon.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Québec Court House, on the THIRTEENTH day of OCTOBER, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

MAURICE GOBEIL,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
September 5, 1972. 47810

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 10,540. } MARCEL THERRIEN INC., corporation légale, ayant son siège social à 970, Boulevard des Chutes, Beauport, P.Q., *contre* GOSSELIN CONSTRUCTION INC., corporation légale ayant son siège social à 211½, Avenue Royale, St-François, Île d'Orléans, P.Q., et M. LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Québec, mis en cause.

« La subdivision numéro quarante-huit (48) du lot cinq cent cinquante-quatre (554) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, avec immeuble en construction portant le numéro civique 286, rue Delage, dans la ville de Beauport. Le tout avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10 Avenue Chauveau, Québec, le DOUZIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
MAURICE GOBEIL.

Bureau du Shérif,
Québec, le 5 septembre 1972. 47812-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 10,540. } MARCEL THERRIEN INC., legal corporation, having its head office at 970 des Chutes Boulevard, Beauport, P.Q., *versus* GOSSELIN CONSTRUCTION INC., legal corporation having its head office at 211½ Royale Avenue, St. François, Isle of Orléans, P.Q., and THE REGISTRAR for the Québec Registration Division, mis en cause.

"Subdivision number forty-eight (48) of lot five hundred and fifty-four (554) of the official cadastre for the Parish of Beauport, with a building under construction bearing civic number 286 Delage Street, in the City of Beauport. The whole with building constructed thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold at the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, the TWELFTH day of OCTOBER, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

MAURICE GOBEIL,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, September 5, 1972. 47812

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Montréal

No 382 067. et bref noté No 02-003661-72. HYDRO-QUÉBEC, corporation légalement constituée (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 86 et amendement) ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 75 ouest, boul. Dorchester dans les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* LES ENTREPRISES R.D. INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires et son bureau chef au 8337, 10e Avenue, Ville St-Michel, district de Montréal, défenderesse.

Avis de vente

Les immeubles ci-après mentionnés et en la possession de la défenderesse:

Une parcelle de terrain située en la paroisse de Val David, dans le comté de Terrebonne, dans le 10e rang du canton Morin, formant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, sous le numéro vingt-six (ptie 26) mesurant cent pieds (100′) de largeur mesurés en bordure du chemin sur trois cents pieds (300′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; cette parcelle de terrain est bornée vers le nord-est par le chemin public; vers le sud-ouest et le nord-ouest par d'autres parties du même lot appartenant à Henri Ménard ou représentants, et vers le sud-est par une autre partie dudit lot numéro vingt-six (ptie 26) appartenant à M. Chamandy ou représentants, auxdits plan et livre de renvoi officiels. Avec la bâtisse y érigée.

Ainsi que ladite propriété se trouve présentement avec tous ses droits, membres et appartenances y attachés, sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part du vendeur et avec et sujette à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées.

Tout le droit, titre et intérêt indivis, consistant au plus en un demi-droit titre et intérêt indivis dans les propriétés immobilières suivantes, à savoir:

Premièrement

Ce certain emplacement situé à Val Morin dans la province de Québec, et mesurant cent dix pieds (110′) de largeur sur deux cents pieds (200′), mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie concernant l'exactitude des dimensions, borné comme suit: En avant par un chemin public, en arrière par une partie du lot numéro vingt-quatre (ptie 24), d'un côté par un autre chemin public et de l'autre côté par une autre partie dudit lot numéro vingt-quatre (ptie 24). Ledit emplacement étant indiqué sur un plan préparé par les auteurs du vendeur comme étant le lot numéro deux cent un et comme une partie du lot officiel numéro vingt-quatre du canton Morin aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Adèle dans le dixième rang dudit canton Morin.

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Montreal

No. 382 067. and noted writ, No. 02-003661-72. HYDRO-QUÉBEC, a corporation legally incorporated (Québec Revised Statutes, 1964, Chapter 86 and amendments) having its head office and principal place of business at 75 Dorchester Boulevard West, in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* LES ENTREPRISES R.D. INC.", a corporation legally incorporated, having its principal place of business and its head office at 8337 – 10th Avenue, Town of St. Michel, District of Montreal, defendant.

Notice od Sale

The immovables hereafter described and in the possession of the defendant:

A parcel of land situate in the Parish of Val David, in the County of Terrebonne, in the Tenth Range in the Township of Morin, forming part of the lot of land known and designated upon the Official Plan and Book of Reference for the Parish of Ste-Agathe des Monts under number twenty-six (Pt. 26) measuring one hundred feet (100′) in width measured along side the road, by three hundred feet (300′) in depth, English Measure and more or less, which parcel of land is bounded towards the northeast by the Public Road Towards the southwest and northwest by other parts of the same lot owned by Henri Ménard or representatives, and towards the southeast by another part of said lot number twenty-six (Pt. 26) on the said Official Plan and Book of Reference owned by Mr. Chamandy or representatives. With the building thereon erected.

As the said property now subsists together with all its rights, members and appurtenances thereunto belonging without exception or reserve of any kind on the part of the Vendor and with and subject to all servitudes active or passive, apparent or occult thereunto attached.

All the undivided right, title and interest, consisting at most, of an undivided one-half right, title and interest, in the following immoveable property, namely:

Firstly

That certain emplacement situate at Val Morin, in the Province of Québec, measuring one hundred and ten feet (110′) in width by two hundred feet (200′) English Measure, more or less, without warranty as to the exact measurements, bounded as follows in front by a public road, in rear by part of lot number twenty-four (24 Pt.) on one side by another public road and on the other side by another part of said lot number twenty-four (24 Pt.), the said emplacement being on a plan prepared by the Vendor's auteurs as being lot number two hundred and one, and is a part of the official lot number twenty-four of the Township of Morin on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Ste. Adèle in the Tenth Range of the said Morin Township;

Deuxièmement

Ce certain emplacement situé à Val Morin en ladite province de Québec, mesurant cent pieds (100′) de largeur sur deux cents pieds (200′), mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie concernant l'exactitude des dimensions, borné comme suit: En avant par un chemin public, en arrière par une autre partie du lot numéro vingt-quatre, d'un côté par une autre partie du lot numéro vingt-quatre étant indiqué sur le plan préparé par les auteurs du vendeur comme étant le lot numéro deux cent un, de l'autre côté par le lot numéro deux cent trois, ledit emplacement étant indiqué sur le plan préparé par les auteurs du vendeur comme étant le lot numéro deux cent deux et comme une partie du lot officiel numéro vingt-quatre du canton Morin aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le dixième rang dudit canton Morin.

Troisièmement

Tout le droit, titre et intérêt indivis du vendeur dans et sur les trois bâtisses érigées sur les emplacements ci-dessus décrits, l'une desdites bâtisses étant résidences semi-détachées, la deuxième bâtisse est un duplex et la troisième est un chalet, ces bâtisses portent les numéros civiques 20, 20a, 20b et 22, Quinzième Avenue, dans le village de Val Morin.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé chambre 106, Palais de Justice, 400, rue Laviolette, Saint-Jérôme, MERCREDI, le ONZIÈME jour d'OCTOBRE 1972 à QUATORZE heures.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 29 août 1972. 47827

Secondly

That certain emplacement situate at Val Morin in the said Province of Québec, measuring one hundred feet (100′) in width by twon hundred feet (200′) English Measure, more or less, without warranty as to the exact measurements, bounded as follows: in front by a public road, in rear by another part of the lot number twenty-four, on one side by another part of lot number twenty-four being on the plan prepared by the Vendor's auteurs as being lot number two hundred and one, on the other side by lot number two hundred and three, the said emplacement being on the plan prepared by the Vendor's auteurs as being lot number two hundred and two and as a part of the official lot number twenty-four of the Township of Morin on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Ste. Adèle, the Tenth Range of the said Morin Township;

Thirdly

All the Vendor's undivided right, title and interest in and to the three buildings erected on the above-described emplacements, one of said buildings being two semi-detached dwellings, the second building being a duplex, and the third building being a cottage, which said buildings bear civic numbers 20, 20a, 20b and 22, – Fifteenth Avenue, in the Village of Val Morin.

To be sold at the Registry Office for the County of Terrebonne, situated Room 106, Court House, 400 Laviolette Street, Saint-Jérôme, on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of OCTOBER, 1972, at TWO o'clock p.m.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, August 29, 1972. 47827-o

INDEX No 36

Partie I: avis juridiques — *Part I:* Juridical notices

AVIS DIVERS — *MISCELLANEOUS NOTICES*

Companies Act (*New forms*) ... 8488
Estate of Jean-Guy Paradis (*Benefit of Inventory*) ... 8487
Estate of Jean-Louis Plante (*Uncondional Acceptance*) ... 8487
Loi des compagnies (*Nouvelles formules*) ... 8488
Montréal, ville-city (*Rachat d'obligations-Redemption of bonds*) ... 8490
Succession de Jean-Guy Paradis (*Bénéfice d'inventaire*) ... 8487
Succession de Jean-Louis Plante (*Acceptation pure et simple*) ... 8487

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — *CHANGE OF NAME ACT*

Demandes: — *Applications:*

Blyszczak, Ihor ... 8497
Blyszczak, Helen ... 8497
Patry, Joseph Wilfrid Gilles ... 8496
Robitaille, Joseph Gustave Marie ... 8497

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — *SAVINGS AND CREDIT UNIONS*

Boulevard Credit Union (*Change of group*) ... 8495
Caisse d'Économie du Boulevard (*Changement de groupe*) ... 8495
Caisse d'Économie des Débardeurs de Montréal (*Formation*) ... 8496
Caisse populaire des Enseignants de Montréal (*Changement de groupe-Change of group Siège social-Head Office*) ... 8494
Caisse Populaire Les Chutes (La) (*Nom-Name ch.*) ... 8495
Caisse populaire des Professeurs du Québec Métropolitain (La) (*Fusion-Amalgamation*) 8496
Caisse populaire de Ste-Maria Goretti de Beloeil (*Mod. terr.*) ... 8495

COMPAGNIES — LOI DES — *COMPANIES ACT*

Demandes d'abandon de charte — *Applications for Surrender of Charter*

Amity Enterprises Ltd. ... 8469
Association des Propriétaires de Mont St-Hilaire Inc. ... 8469
British Clothing Co. Ltd. ... 8469
Canapro ltée ... 8470
Centre de Consultation Matrimoniale (Le) ... 8469
Darlington Avenue Tavern Inc. ... 8470
Deb-Jay Importers Ltd. ... 8470
Dorion Construction limitée ... 8470
Girl's Town Inc. ... 8469
Investissements Marco-Franco Inc. (Les) ... 8471
Lambert (Grégoire) Immeubles Inc. ... 8471
Lambert (Grégoire) Realties Inc. ... 8471
Matrimonial Counselling Center ... 8469
Maroc-Franco Investments Inc. (Les) ... 8471
Mo-De Construction Inc. ... 8470
Mont St-Hilaire Property Owners Association 8469
Pelletier (Adélard) Inc. ... 8471
Russ & Paul Inc. ... 8471
Selick (Marie) Inc. ... 8472
Service de dessin technique (Québec) inc. ... 8472
Taber Investments Inc. ... 8471
Vida (Alexander) Co. ... 8472

Dissoutes — *Dissolved*

Alvo Hardware Ltd. ... 8474
Assurances Bruno Giraldeau inc. ... 8472
Bergeron & Blais Ltd. ... 8472
Bergeron & Blais ltée ... 8472
Blue Sky Delicatessen & Restaurant Inc. ... 8473
Câble de TV Mont-Bruno inc. ... 8473
Cie Bambou ltée (La) ... 8473
Hôtel Hermandi limitée ... 8473
Intex Inc. ... 8473
Michaud (André) inc. ... 8473
Mount Bruno TV Cable Inc. ... 8473
Nora ltée ... 8474
Quincaillerie Alvo ltée ... 8474
Toan Knitting Inc. ... 8474
Western Québec Realty Inc. ... 8474

Divers — *Miscellaneous*

Arca Enterprises Inc. (*Dir.*) ... 8474
"Aristocrat" Clothing Company Ltd. (The) (*Dir.*) ... 8475
Association des Propriétaires du Lac Bouchette (L') (*Règl.-By-laws*) ... 8475
Association Le Rouage inc. (*Règl.-By-laws*) ... 8475
B & B Chemicals Inc. (*Dir.*) ... 8474
B.L.T. Packaging Inc. (*Name ch.*) ... 8475
Canadian Tapestry Products Inc. (*Dir.*) ... 8475
Chantecler Hotel Co. (1963) Ltd. (The) (*Dir.*) 8476
Club 406 (Le) (*Règl.*) ... 8475
Commander Nickel Copper Mines Ltd. (*Dir.*) 8476
Construction Penan ltée (Les) (*Nom-Name ch.*) ... 8476

Divers *Miscellaneous*

(*suite*) (*continued*)

École de Ski Jean-Guy inc. (*Nom-Name ch.*) . 8476
Elero Corp. (*Dir.*) . 8477
Elf Investments Ltd. (*Dir.*) . 8477
Emballages B.L.T. inc. (*Nom ch.*) . 8475
Entreprises Guevaro inc. (Les) (*Dir.*) . 8477
406 Club (The) (*By-laws*) . 8475
Foxal inc. (*Nom-Name ch.*) . 8476
Garderie Villeneuve (*Règl.*) . 8477
Kenmac Development Corp. (*Dir.*) . 8477
Lac Bouchette Homewoner's Association Ltd. (*By-laws*) . 8475
Lou Batten Inc. (*Nom-Name ch.*) . 8477
Metro Liquid Carriers (1966) Ltd. (*Dir.*) . 8477
Motel Pierre inc. (*Dir.*) . 8478
Namur Équipement ltée (*Dir.*) . 8478
Namur Equipment Ltd. (*Dir.*) . 8478
National Society for Educational and Cultural Advancement Inc. (*Dir.*) . 8479
Particique inc. (*Règl.-By-laws*) . 8476
Paul's Meat Delicatessen Ltd. (*Dir.*) . 8479
Place Québec inc. (*Dir.*) . 8478
Publication du Journal de Québec (Offset) inc. (*Dir.*) . 8478
Ron Reusch Racing & Associates Incorporated (*Dir.*) . 8478
St-Pierre (Eug.) inc. (*Dir.*) . 8478
Société Nationale de Diffusion Éducative et Culturelle inc. (*Dir.*) . 8479
Southward Tire & Supply, Limited (*Dir.*) . 8479
Teleducation Corporation (*Nom-Name ch.*) . 8479
Thérèse Sportswear Inc. (*Dir.*) . 8479
Unic-Pant Inc. (*Dir.*) . 8479
Villeneuve Day Nursery (*Règl.-By-laws*) . 8477
Westmount Medical Associates Inc. (*Dir.*) . 8479

Lettres patentes *Letters Patent*

Adico Investments Ltd. . 8427
Agences P.P.R.L. inc. (Les) . 8427
Anjou mini golf inc. . 8427
Asbestos Auto (1972) Inc. . 8428
Association des anciens Abitibiens inc. . 8428
Association Grecque Canadienne pour les droits du citoyen . 8443
Assurances Lucien Lalonde ltée (Les) . 8428
Auberge sur les Plaines d'Abraham (L') . 8429
Bijoux B.I.R. ltée . 8429
Bodex Chemical Canada Ltd. . 8445
Boudrias (Victor) inc. . 8429
Canadian Institute of Travel Counsellors (Québec) . 8430
Caughnawaga Boys' and Girls' Club . 8430
Cenodent ltée . 8431
Centre d'achats de Ville de Gagnon inc. . 8431
Centre de cardiologie Dorchester inc. . 8431
Chantier de Val-David inc. (Le) . 8432
Clotofrancon inc. . 8432
Club de golf de la Baie des Chaleurs inc. (Le) 8433
Club de hockey les Barons de Granby inc. . 8433
Club de plein air du Mont Scotch inc. (Le) . 8433
Club nautique de Shawinigan inc. . 8434
Club optimiste St-François de Laval, Québec, inc. . 8434
Club social des employés de l'impôt fédéral de Montréal inc. . 8434
Club sportif de Kingscroft . 8435
Comité des loisirs, St-Émile de Suffolk . 8435
Comptamatic (Montreal) Inc. . 8436
Construction M. Paquette inc. (Les) . 8436
Corporation d'aménagement des Caraibes inc. 8436
D.E.B. inc. . 8437
Daneric Enterprises Ltd. . 8440
Développement Mon-Tal inc. . 8437
Distribution Satellite Rive-Sud inc. . 8437
Distributions J.A.C.Q.O. inc. (Les) . 8438
Domain International Ltd. . 8438
Domaine du Lac de Montmagny inc. . 8438
Domi Investments Inc. . 8456
Early Bird Distributors Inc. . 8439
Emmel ltée . 8439
Entreprises André Gagnier inc. (Les) . 8440
Entreprises Bois Saumon ltée (Les) . 8440
Entreprises Daneric inc. (Les) . 8440
Entreprises G.L.M. inc. . 8441
Entreprises Richard Pelletier ltée (Les) . 8441
Envic Inc. . 8441
F.L.G. Management Ltd. . 8442
First Montreal Investment Corp. . 8442
G.L.M. Enterprises Inc. . 8441
Gagnier (André) Enterprises Inc. . 8440
Garage Deneault inc. . 8442
Globensky (Gilles) inc. . 8443
Greek-Canadian Citizens Rights Association . 8443
Historic Banquets Montreal Inc. . 8444
Immeubles L.T.J. (Les) . 8444
Importations S.N. inc. (Les) . 8444
Industries chimiques Bodex Canada ltée (Les) 8445
Innovation Québec inc. . 8445
Institut canadien des conseillers de voyages (Québec) . 8430
Institut Notre-Dame de Lourdes (1972) inc. . 8445
J. C. décors inc. . 8446
Jacyrol inc. . 8446
Jarode inc. . 8447
Kingsey Falls Paper Inc. . 8454
Lachine Auto Parts (1972) Ltd. . 8447
Lalonde (Lucien) Assurance Ltd. . 8428
Laure Curb Service Inc. . 8447
Lefrançois & frères inc. . 8448
Len-Jay Inc. . 8448
Lepire Granite Works Ltd. . 8448
Librairie Dianne inc. . 8449
Librairie Mobilex inc. . 8449
Ligue de balles lentes d'Alma inc. (La) . 8449
Lingerie Pile ou Face inc. . 8450
Logo Business Machines Ltd. . 8450
Longs métrages C.L. ltée (Les) . 8451
Lou's Transport (Québec) Limited . 8451
Maison Jeunesse de Mont-Laurier inc. . 8451
Manufacture de robes et costumes de Repentigny inc. . 8452
Marine & Industrial Refuse Collectors Ltd. . 8452
Maurice Warehouse Distributor Inc. . 8452

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Mini-informations Montréal inc. 8453
Montreal Speedy Express Inc. 8453
Nomis Corp. 8453
Old Bavarian Restaurant Ltd. 8454
P. D. M. inc. 8454
Papier Kingsey Falls inc. 8454
Pen & Quill Advertising Corp. 8455
Pétroles Paul Tremblay inc. (Les) 8455
Pidcor Ltd. 8456
Placements A.B.G.M. inc. 8456
Placements Domi inc. (Les) 8456
Placements F.G.C. inc. (Les) 8457
Potvin & Savard inc. 8457
Promotions Ste-Croix inc. (Les) 8457
Quebefax inc. 8458
Radio C F O X inc. 8458
Radio Plessisville ltée 8458
Restaurant La Vigie Matane inc. 8459
Restaurant le Vacancier inc. 8459
Restaurant le Vieux Bavarois ltée 8454
Restaurant Mon Jardin (Montréal) inc. 8459
Restaurant Tout Blanc inc. 8460
Rideau Development Limited 8460
St-Georges Electric Inc. 8460
St. Lawrence Wire and Cable Industries Inc. 8461
Ste-Julie Auto Parts Inc. 8461
Salmon Wood Enterprises Ltd. 8440
Salvatore Brickling Inc. 8461
Service Matco limitée 8462
Services techniques M.P.S. inc. 8462
Shomay Import Ltd. 8462
Sicotte (J. P.) ltée 8463
Société d'entretien et de rénovation de moteur ltée (La) 8463
Société d'histoire de Longueuil 8464
Société Sibeca inc. (La) 8464
Station de service Jean Roberge inc. 8464
Studio Diane inc. 8465
Synerkom inc. 8465
Ucom inc. 8465
Valimo Inc. 8466
Venglo Investments Limited 8466

Lettres patentes supplémentaires — ***Letters Patent supplementary***

Association des Commerçants et Industriels Indiens de Montréal 8466
Belex Sporting Distribution Inc. 8467
Charron Excavation inc. 8467
Crédit-Québec inc. 8467
Distributions Sportives Belex inc. 8467
École des Routiers Professionnels de Québec inc. (L') 8467
Manufactures Transiking du Québec ltée (Les) 8468
Québec Professional Truck Driver School Inc. 8467
S.V.G. inc. 8468
Superseal Corporation 8468
Transiking Manufacturing of Québec Ltd. 8468

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Agence Détective Nationale Inc. 8480
Agence de Sécurité Rempart inc. 8480
Alsho Corporation 8480
Caron (Camille) inc. 8481
Cidrerie du St-Laurent inc. 8481
Cinévision Studios Ltd. 8482
Comptamatic (Montreal) Inc. 8481
Construction Rogamont ltée 8480
Diamond Upholstery Ltd. 8479
Dioplane Productions Inc. 8481
Disques Spectraux inc. (Les) 8482
Dufresne Engineering Company Limited 8482
Entreprises S.L.P. inc. (Les) 8483
Entreprises Someca ltée (Les) 8482
Fruits et Légumes Gareau & Frères ltée 8483
Galeries Gatineau ltée (Les) 8483
Gareau & Bro. Fruits and Vegetables Ltd. 8483
Gatineau Shopping Plaza Ltd. (The) 8483
Gauthier (Maurice) & Cie ltée 8482
Jeanissimo inc. 8484
L.P. Services Inc. 8484
Lapierre (Charles) inc. 8483
Linda Originals Ltd. 8484
Ludigec inc. 8484
Magi Walls Inc. 8485
Masyel ltée 8484
Metro Liquid Carriers (1966) Ltd. 8485
Michel Sportswear Ltd. 8485
Mineral Exploration Corporation Limited (The) 8485
Mines Silverstack ltée 8486
Murs Magi inc. 8485
National Detective Agency Inc. 8480
Nomad Sales Inc. 8485
Opération-Survie Inc. 8487
Place Québec Inc. 8486
Primactif inc. 8486
Promotions B.C.H. inc. 8486
Rafman Holdings Ltd. 8485
Roctest Ltd. 8486
Roctest ltée 8486
Rogamont Construction Ltd. 8480
Silverstack Mines Ltd. 8486
Société Foncière d'Investissement inc. 8486
Someca Enterprises Ltd. 8482
Spectrum Records Inc. 8482
Villeneuve et Associés Inc. 8487

DEMANDE À LA LÉGISLATURE — ***APPLICATION TO LEGISLATURE***

Séminaire de Sainte-Thérèse 8498
Seminary of St. Thérèse 8498

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la — ***WINDING-UP ACT***

Conserverie coopérative de Marieville 8504
Société coopérative agricole de St-Jean-de-Dieu Village 8504

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Institutions financières compagnies et coopératives *Financial Institutions Companies and Cooperatives*

Assurances: *Insurance:*

National Fraternal Society of the Deaf (*Permis-License*) ... 8499
United Transportation Union Insurance Association Incorporated ... 8499
World Auxiliary Insurance Corporation Limited (The) ... 8500

Terres et forêts *Lands and Forests*

Cadastre: *Cadastre:*

Dolbeau, canton-township ... 8497
Sainte-Cécile, par. ... 8497
Saint-Dunstan du Lac Beauport, par. ... 8498
Saint-Féréol, par. ... 8498
Saint-Hubert, par. ... 8498

PROCLAMATIONS *PROCLAMATIONS*

Lands Titles Act in certain electoral districts to the cadastre of a part of the municipality of Rivière au Tonnerre, electoral district of Duplessis (R.S.Q. 1964, ch. 321) ... 8500
Lands Titles Act in certain electoral district to the cadastre of Île Coffin, electoral district of Îles-de-la-Madeleine (R.S.Q. 1964, ch. 321) ... 8502
Titres de propriétés dans certains districts électoraux au cadastre d'une partie de la municipalité de Rivière au Tonnerre, district électoral de Duplessis (S.R.Q. 1964, ch. 321) ... 8500
Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre de l'Île Coffin, district électoral des Îles-de-la-Madeleine (S.R.Q. 1964, ch. 321) ... 8502

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES *COMPANIES INFORMATION ACT*

Avis de dissolution éventuelle de corporations: *Notice of Eventual Dissolution of Corporations:*

Cohen (J.) Inc. (*Erratum*) ... 8493

Lettres patentes annulées: *Letters Patent Annulled:*

Aero Club du Nord inc. ... 8492
Artempo Studios ... 8492
Association de chasse et pêche ... 8492
Au Faisan Bleu ... 8492
Bayfield Investment Corporation ... 8492
Beauchatel Construction Inc. ... 8492
Belmont Beauty Supply Inc. ... 8492
Bersis Construction Inc. ... 8492
Bible Ministries Inc. ... 8492
Birchwood Investments Ltd. ... 8492
Boulevard Investment Corporation ... 8492
Boyle (John P.) Ltd. ... 8492
Bureau de crédit régional ltée ... 8492
Cablevision de l'Est inc. ... 8492
Calcaire & Marne ltée ... 8492
Cambridge Realties Inc. ... 8492
Campbell Baskatona Mining Corp'n ... 8492
Canadian Mau-Nor Construction Ltd. ... 8492
Canus Iron Company Ltd. ... 8492
Carrières Monette inc. ... 8492
Centre de Loisirs Guillaume Couture ... 8492
Chandor Building Supplies Ltd. ... 8492
Charette & Fils ltée (Émile) ... 8492
Chicken Nest Bar-B-Q Inc. ... 8492
City Trucking Ltd. ... 8492
Club athlétique de Sorel inc. ... 8492
Club du lac Lamarre ... 8492
Comité des loisirs de Shawinigan Falls inc. (Le) ... 8492
Commission industrielle de St-Hyacinthe ... 8492
Composite Holdings Inc. ... 8462
Courtland Park Association ... 8492
Développements industriels de Chambly inc. (Les) ... 8492
Discothèque Arthur ltée ... 8492
Du Barry Greeting Cards Ltd. ... 8492
Dufour Automobile inc. ... 8492
Dula Metals Corporation ... 8492
Ébénisterie Boulevard inc. ... 8492
Étudiants de Saguenay à Laval (Les) ... 8492
Everlite Electrical Supply Co. Ltd. ... 8492
Fleurquin Floors Ltd. ... 8492
Garde St-Martyrs Canadiens inc. ... 8492
Girard ltée (Robert) ... 8492
Glencona Exploration Mining Ltd. ... 8492
Hart Construction Co. Ltd. ... 8492
Hôtel Chambertin ltée ... 8492
Italia Copper Ltd. ... 8492
Jardins Sillery inc. (Les) ... 8492
Julien (E. L.) ltée ... 8492
Lampron & Ferron ltée ... 8492
Ligue des citoyens de Notre-Dame du Mont-Carmel inc. ... 8493
Ligue des propriétaires de la ville de Tracy inc. ... 8493
Linguaphone Inc. ... 8492
Lise lingerie ltée ... 8492
Loisirs des Écores de la paroisse St-Vincent-de-Paul ... 8493
Little Tex Mining Corporation ... 8492
Lish Bross Millinery Ltd. ... 8493
Magdeleine Construction ltée ... 8493
Maxwell Upholstering Co. ... 8493
Manic Terrazo Ltd. ... 8493
Marcotte (H.) ltée ... 8493
Mercury Land & House Corp. ... 8493
Millewben Inc. ... 8493
Mitchell & Co. Ltd. ... 8493
Mobilier de Gatineau ltée ... 8493
Montreal H.O. Association of Model Railroaders Inc. ... 8493
Montreal Stables Incorporated ... 8493
Morrow Holdings Ltd. ... 8493
Motel du Pont ltée ... 8493

Lettres patentes annulées: *Letters Patent Annulled:*

(suite) *(continued)*

Nash Equipment Inc. 8493
North End Motor Sales Co. Ltd. (*Erratum*) 8493
Oil Selections Exploration (Québec) Limited 8493
Orbit Realty Inc. 8493
Paramount Whiterprinting Inc. 8493
Parmentier ltée (La) 8493
Pearl Realties Inc. 8493
Pêcheries Maritimes du Québec ltée 8493
Play More Music Inc. 8493
Polytronic incorporée 8493
Procitta Inc. 8493
Resem Investment Corporation 8493
Rissman's (Qué) Inc. 8493
Roma Gardens Inc. 8493
Rosmur Realty Corp. 8493
Rouyn-Noranda Football Club Inc. (The) 8493
Service des loisirs de Notre-Dame de l'Espérance 8493
Service Ouellet (1962) ltée 8493
Shefford Trading Inc. 8493
Simpson Chibougameau Mines Ltd. 8493
Speedways Inc. 8493
St. Charles Construction inc. 8493
Système Communautaire de Télévision inc. 8493
Tavan Novelties Ltd. 8493
Tupper Tavern ltée 8493
Téléradiffusion Plessis inc. 8493
Terminus construction ltée 8493
Ticon Ltd. 8493
Vantex Inc. 8493
Ver-Max Inc. 8493
Urbania Inc. 8493
Walkfield Realty Corp. 8493
Wattex Canadian Co. Ltd. 8493
Willmor Discount Corp. 8493

Révocation de dissolution: *Revocation of Dissolution:*

Chicoutimi & Roberval Oil Limited 8494
Dominion Logging & Contracting Ltd. 8494
Gravel (Armand) Fils Inc. 8494
Houde (Hervé) ltée 8494
Lespérance (J.H.) Inc 8494
Niquet Automobiles ltée 8494

SOUMISSIONS — demandes de ***TENDERS — Requests for***

Aylmer, ville-town 8514
Cabano, ville-town 8518
Châteauguay-Centre, ville-town 8507
Chicoutimi-Nord-North, cité-city 8510
Lorraine, ville-town (*Erratum*) 8504
Napierville, village 8505
Repentigny, c.s.-s.b 8511
St-Basile-le-Grand, ville-town 8515
Saint-Léonard, cité-city 8519

SYNDICATS PROFESSIONNELS ***PROFESSIONAL SYNDICATES***

Fédération des Syndicats Professionnels d'Infirmières et d'Infirmiers du Québec (*Nom-Name ch.*) 8521

VENTES ***SALES***

Par Shérifs ***By Sheriffs***

Drummond ***Drummond***

Guérin & Frères ltée *vs* Godin 8521

Joliette ***Joliette***

Lafleur *vs* Les Entreprises Gerbex Inc. 8522

Montmagny ***Montmagny***

Godbout *vs* Nicole 8523

Montréal ***Montreal***

Beauchesne et *al. vs* Brunelle (*Erratum*) 8523
Carmel et *al. vs* Corgemines ltée 8526
Canto *vs* Savignac et *al.* 8527
Crown Life Insurance Co. (The) *vs* Di Nunzio Trozzi et *al.* 8526
Heller-Natafin Ltd. *vs* Otea inc. et *al* 8524
Montreal Trust Company *vs* Cusack 8528
Therrien et *al. vs* Guillet 8527

Québec ***Québec***

Laurentide Acceptance Corporation *vs* Arsenault et *al.* 8530
Therrien inc. *vs* Gosselin Construction inc. 8530

Terrebonne ***Terrebonne***

Hydro-Québec *vs* Les Entreprises R.D. Inc. 8531

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Arrêtés en conseil
Chambre du conseil exécutif

Orders in Council
Executive

A.C. 2507-72, du 30 août 1972

LOI DE L'AIDE SOCIALE
(L.Q. 1969, ch. 63 et mod.)

Règlement no. 1 (modification)

Présent : Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications aux règlements de la Loi de l'aide sociale.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 48 de la Loi de l'aide sociale (L.Q. 1969, ch. 63 et amendements), le lieutenant-gouverneur en conseil possède un pouvoir de réglementation;

ATTENDU QU'aux termes de l'arrêté en conseil 3491 du 17 septembre 1970, des règlements ont été adoptés sous l'empire de cette même loi;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire de modifier certaines dispositions de ces règlements;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des affaires sociales:

QUE, sous l'autorité de l'article 48 de la Loi de l'aide sociale (L.Q. 1969, ch. 63 et amendements), le règlement 1 de l'aide sociale tel qu'édicté par l'arrêté en conseil 3491 du 17 septembre 1970 et amendé par les arrêtés en conseil 233 du 20 janvier 1971, 1195 du 31 mars 1971 et 2730 du 4 août 1971, soit modifié de la façon prévue au texte annexé au présent arrêté en conseil;

QUE cette modification entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant le règlement 1 de l'aide sociale

4.05 L'article 4.05 est modifié en ajoutant à la fin, le paragraphe 9 suivant:

« 9) Avant le 1er septembre 1972, les prestations payables aux bénéficiaires du supplément de revenu garanti qui entreront en vigueur le 1er juillet 1972 avec effet rétroactif au 1er janvier 1972 ».

47815-o

O.C. 2507-72, 30 August, 1972

SOCIAL AID ACT
(S.Q. 1969, ch. 63 and am.)

Regulation No. 1 (amendment)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING amendments to the regulations in respect of the Social Aid Act.

WHEREAS under section 48 of the Social Aid Act (S.Q. 1969, ch. 63 and amendments), the Lieutenant-Governor in Council has regulatory powers;

WHEREAS pursuant to Order in Council 3491 dated September 17, 1970, regulations were made under the authority of the said Act;

WHEREAS it has become necessary to amend certain regulations;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT under section 48 of the Social Aid Act (S.Q. 1969, ch. 63 and amendments), Regulation No. 1 respecting social aid enacted by Order in Council 3491 dated September 17, 1970 and amended by Orders in Council Nos. 233 dated January 20, 1971, 1195 dated March 31, 1971 and 2730 dated August 4, 1971, be amended in the manner prescribed in the text attached to this Order in Council;

THAT such amendment come into force upon the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation to amend Regulation No. 1 respecting Social Aid

4.05 Section 4.05 is amended by adding the following sub-paragraph 9 at the end:

"(9) before September 1, 1972, the benefits payable to recipients of the additional guaranteed income which shall come into force on July 1, 1972, retroactive from January 1, 1972."

47815-o

A.C. 2521-72 du 30 août 1972

LOI DE LA CONSERVATION DE LA FAUNE
(L.Q. 1969, ch. 58)

Permis de chasse

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les permis de chasse.

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes *a*, *b* et *k* de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (L.Q. 1969, ch. 58), le lieutenant-gouverneur en conseil peut:

a) fixer des catégories de permis et déterminer les conditions que doivent remplir les réquérants et les détenteurs de permis délivrés en vertu de la présente loi ou des règlements, la forme de ces permis, leur coût, leur teneur, leur durée, ainsi que pour l'obtention des permis des catégories qu'il indique, le montant minimum d'assurance-responsabilité que doit souscrire chaque réquérant;

b) prescrire le calibre et les caractéristiques des armes qui peuvent être utilisées pour la chasse, suivant la catégorie d'animaux qu'il indique;

k) déterminer les animaux qui appartiennent à la catégorie du petit gibier;

ATTENDU QU'il y a lieu de reviser les conditions des diverses catégories de permis de chasse;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre responsable du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE le règlement stipulé dans l'annexe du présent arrêté en conseil s'applique aux coût et conditions des permis.

QUE l'arrêté en conseil 1395 du 24 mai 1972, concernant les permis de chasse, soit annulé.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement concernant les permis de chasse

SECTION I

Définitions

1. Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient:

a) « petit gibier »: les sauvagines, la gélinotte huppée, la gélinotte à queue fine, le tétras des savanes, la perdrix européenne, le lagopède, la corneille américaine, l'étour-

O.C. 2521-72, 30 August, 1972

WILD-LIFE CONSERVATION ACT
(S.Q. 1969, Ch. 58)

Hunting Licences

Present: The Lieutenant-Governor in council.

RESPECTING hunting licences.

WHEREAS under sub-paragraphs *a*, *b*, and *k* of section 77 of the Wild-life Conservation Act (S.Q., 1969, ch. 58), the Lieutenant-Governor in Council may:

(*a*) fix classes of licences and determine the conditions to be fulfilled by applicants for and holders of licences issued under this act or the regulations, the form, cost, tenor and term of such licences and the minimum amount of liability insurance which each applicant must take out in order to obtain licences of such classes as he indicates;

(*b*) prescribe the calibre and characteristics of the arms which may be used for hunting, according to the classes of animals which he indicates;

(*k*) determine which animals belong to the class of small game:

WHEREAS it is expedient to revise the conditions pertaining to the various classes of hunting licences;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game:

THAT the regulation annexed hereto be in respect of licence costs and conditions;

THAT Order in Council No. 1395 dated May 24, 1972 respecting hunting licences be revoked;

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting hunting licences

DIVISION I

Definitions

1. In this regulation, the following expressions and words mean:

(*a*) "small game": migratory game birds, ruffed grouse, sharptailed grouse, spruce grouse, gray partridge, ptarmigan, common crow, starling, house sparrow,

neau sansonnet, le moineau domestique, le carouge à épaulette, la maïnate rouilleux, la maïnate bronzé, le vacher, le lièvre américain et le lapin à queue blanche;

b) « sauvagine »: les oiseaux qui ne peuvent être chassés que conformément aux dispositions de la Loi de la convention concernant les oiseaux migrateurs, (S.R.C. 1970, ch. M-12), et des règlements adoptés en vertu de ladite loi;

c) « d'autres espèces »: le loup, le coyote, le renard, le lynx roux, la mouffette, le raton-laveur, la marmotte et le porc-épic;

d) « armes et munitions de faible puissance »: les arcs d'une pression moindre de 40 livres, les flèches autres que celles à tête d'acier tranchant d'au moins 7/8"; tous les pistolets et revolvers; tous les fusils autres que ceux de calibre 10, 12, 16 et 20; les cartouches à fusil autres que celles à balle unique des calibres 10, 12, 16 et 20 et à chevrotine d'un diamètre de 0.32 ou plus des calibres 10 et 12; les cartouches à percusion latérale; les balles à pointe dure du type militaire ou autre, à bout non écrasant; les cartouches à percussion centrale des calibres suivants: 256, 30 U.S. Carbine, 25/20, 25/35, 32/20, 32/40, 38/40, 44/40, 44 Magnum, .17, 218, 219, 22, 22/250, 220, 221, 222, 223, 224 et 225;

e) « personne résidant dans le Québec »: toute personne qui a demeuré dans le Québec durant les 12 mois consécutifs précédant sa demande de délivrance d'un permis ainsi que les membres des Forces armées canadiennes et de la Gendarmerie canadienne cantonnés au Québec.

f) « certificat du chasseur »: permis de chasse de base nécessaire aux résidants du Québec, pour l'obtention des permis de chasse visés aux articles 4 à 8 et 10 ci-après mentionnés.

SECTION II

Catégories et prix des permis

Le coût des permis, suivant les diverses catégories, est fixé comme suit:

2. Le permis de possession et de port d'armes de chasse pour les personnes ne résidant pas dans le Québec ..... $ 1.10
(dont $0.10 de commission au vendeur)

3. Le permis de chasser tout gibier et de trapper des animaux à fourrure, pour un Indien ou un Esquimau domicilié dans le Québec et qui occupe un terrain de chasse aux animaux à fourrure; ce permis donne également à l'indien de droit de pêcher ..... $ 1.00

4. Le permis de chasser:

a) la sauvagine;

b) les autres petits gibiers et d'autres espèces;

red-wing, rusty blackbird, common grackle, cowbird, northern hare and white-tailed jack rabbit;

(*b*) "migratory game birds": birds which may be hunted pursuant to the Migratory Birds Convention Act (R.S.C. 1970, ch. M-12) and the regulations under the Act.

(*c*) "other species": wolf, coyote, fox, bobcat, skunk, raccoon, woodchuck and porcupine.

(*d*) "low-powered arms and ammunition": bows under 40 lbs. bow weight; arrows with steel broadheads at least 7/8"; all hand-guns; shotguns other than 10, 12, 16 and 20 gauge; shotgun shells other than slug of 10, 12, 16 and 20 gauge and buckshot of at least 0.32" in diameter of 10 and 12 gauge; rim-fire cartridges; non-expanding ball ammunition (hard point), military or other type; centre-fire cartridges of the following calibres: 256, 30 U.S.. Carbine, 25/20, 25/35, 32/20, 32/40, 38/40, 44/40, 44 Magnum, .17, 218, 219, 22, 22/250, 220, 221, 222, 223, 224 and 225.

(*e*) "Québec resident": any person who has resided in Québec during the 12 consecutive months preceding his application for a licence as well as members of the Canadian Armed Forces and the Royal Canadian Mounted Police stationed in Québec.

(*f*) "hunter's certificate": basic hunting licence required for Québec residents wishing to obtain the hunting licences contemplated in sections 4 to 8 and in section 10.

DIVISION II

Classes of License and Fees

The licence fee is fixed for each class as follows:

2. Licence for the possession and carrying of hunting arms for non-residents of Québec .... $ 1.10

($0.10 of which is vendor's commission).

3. Hunting and trapping licence for all game and fur-bearing animals issued to an Indian or Eskimo residing in Québec and occupying a fur-bearing animal hunting ground, such licence also giving the Indian the right to fish ... $ 1.00

4. Hunting licence for:

(*a*) migratory game birds;

(*b*) other small game;

personne résidant dans le Québec ..... $ 4.25
(dont $0.25 de commission au vendeur)
personne ne résidant pas dans le Québec ..... $ 17.50
(dont $0.50 de commission au vendeur)

5. Le permis de chasser le chevreuil, l'ours et d'autres espèces:
personne résidant dans le Québec ..... $ 5.25
(dont $0.25 de commission au vendeur)
personne ne résidant pas dans le Québec ..... $ 27.50
(dont $0.50 de commission au vendeur)

6. Le permis de chasser l'orignal, l'ours et d'autres espèces:
personne résidant dans le Québec ..... $ 13.50
(dont $0.50 de commission au vendeur)

7. Le permis de chasser le caribou, l'ours et d'autres espèces:
personne résidant dans le Québec ..... $ 13.50
(dont $0.50 de commission au vendeur)

8. Le permis de chasser:
a) l'ours;
b) d'autres espèces:
personne résidant dans le Québec ..... $ 5.25
(dont $0.25 de commission au vendeur)
personne ne résidant pas dans le Québec ..... $ 12.50
(dont $0.50 de commission au vendeur)

9. Le permis de chasser:
a) la sauvagine;
b) le petit gibier autre que la sauvagine;
c) le chevreuil et l'ours;
d) l'orignal et le caribou;
e) d'autres espèces;
personne ne résidant pas dans le Québec $103.00
(dont $1.00 de commission au vendeur)

10. Le permis de chasser le chevreuil, l'ours et le renard:
personne résidant dans le Québec ..... $ 5.75
personne ne résidant pas dans le Québec ..... $ 28.00

11. Le permis de piéger les animaux à fourrure:
personne résidant dans le Québec ..... $ 2.10
(dont $0.10 de commission au vendeur)
personne ne résidant pas dans le Québec $202.00
(dont $2.00 de commission au vendeur)

12. Des permis peuvent être délivrés aux Indiens nécessiteux, qui vivent dans des réserves ou dans des établissements indiens, pour chasser le gros et le petit gibier, aux conditions et suivant les quotas déterminés.

SECTION III

Conditions des permis

13. Tout résidant du Québec doit produire son certificat du chasseur, délivré par le ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche, pour l'obtention des permis de chasse visés par les articles 4 à 8 et 10.

Québec resident ..... $ 4.25
($0.25 of which is vendor's commission)
Non-resident ..... $ 17.50
($0.50 of which is vendor's commission)

5. Hunting licence for deer, bear and other species:
Québec resident ..... $ 5.25
($0.25 of which vendor's commission)
Non-resident ..... $ 27.50
($0.50 of which is vendor's commission)

6. Hunting licence for moose, bear and other species:
Québec resident ..... $ 13.50
($0.50 or which is vendor's commission)

7. Hunting licence for caribou, bear and other species:
Québec resident ..... $ 13.50
($0.50 of which is vendor's commission)

8. Hunting licence for:
(*a*) bear:
(*b*) other species;
Québec resident ..... $ 5.25
($0.25 of which is vendor's commission)
Non-resident ..... $ 12.50
($0.50 of which is vendor's commission)

9. Hunting licence for:
(*a*) migratory game birds;
(*b*) small game other than migratory game birds;
(*c*) deer and bear;
(*d*) moose and caribou;
(*e*) other species;
Non-resident $103.00
($1.00 of which is vendor's commission)

10. Hunting licence for deer, bear and fox:

Québec resident ..... $ 5.75
Non-resident ..... $ 28.00

11. License to trap fur-bearing animals:

Québec resident ..... $ 2.10
($0.10 of which is vendor's commission)
Non-resident $202.00
($2.00 of which is vendor's commission)

12. Hunting licences for big and small game may be issued to needy Indian living on reservations or in Indian establishments, under fixed conditions and quotas.

DIVISION III

Licence Conditions

13. Every Québec resident must produce his hunter's certificate, issued by the Department of Tourism, Fish and Game, in order to obtain the hunting licences contemplated in sections 4 to 8 and in section 10.

14. Le certificat du chasseur ne peut être obtenu sans que le requérant n'ait subi avec succès l'examen requis après avoir suivi les cours de sécurité dans le maniement des armes à feu sanctionnés par le ministère.

15. Tout non-résidant, pour obtenir les permis visés aux articles 4, 5, 8, 9 et 10, doit produire un document de son état, sa province ou du Québec, établissant qu'il a été reconnu apte à se servir des armes à feu pour la chasse.

16. Les documents visés aux articles 13 et 15 doivent être portés sur la personne du titulaire, lorsqu'elle chasse.

17. Les permis visés aux articles 5 à 9 ne sont pas valables sur l'Île d'Anticosti.

18. Le permis visé à l'article 10 n'est valable que sur l'Île d'Anticosti.

19. Les permis visés aux articles 5, 6, 7 et 9, pour les gibiers visés aux articles 5, 6 et 7 ainsi qu'aux paragraphes *c* et *d* de l'article 9, ne sont valables:

a) que durant la saison et dans les zones où est permise la chasse au chevreuil, à l'orignal ou au caribou, suivant l'espèce de ces trois gros gibiers inscrite sur le permis de chasse.

Cependant les permis de chasse visés au présent article ne sont plus valables même pour l'ours et d'autres espèces, lorsque l'espèce de gros gibier, dont la chasse est autorisée par ledit permis, a été enregistrée.

20. Toute personne ne peut acheter qu'un seul permis de chacune des catégories visées aux articles 2 à 11.

21. En cas de perte, et à la condition que le titulaire prouve qu'il y a bel et bien eu perte:

a) un duplicata du certificat du chasseur, tel que décrit à l'article 15, pourra être délivré audit titulaire;

b) un duplicata des permis visés aux articles 2 à 11 pourra être délivré au titulaire, au prix indiqué sur chacun des permis qui auront été perdus.

22. Toute personne, ne résidant pas dans le Québec, ne peut être en possession d'armes à feu de chasse, sans être porteur de l'un des permis visés aux articles 2, 4, 5, 8, 9 et 10.

23. Les permis visés aux articles 2 à 11 ne sont pas valables:

a) s'ils sont délivrés à la suite d'une fausse déclaration;

b) s'ils sont altérés de façon quelconque;

c) s'ils ne portent pas la signature du titulaire et de celui qui les a délivrés;

d) s'ils sont utilisés par une personne autre que le titulaire du permis;

e) s'ils ne suivent pas la date de l'émission;

f) s'ils ne sont pas portés sur la personne du titulaire, suivant la manière déterminée;

g) s'ils sont utilisés en dehors des périodes indiquées sur le permis.

14. A hunter's certificate may not be obtained unless the applicant has successfully passed the examination taken upon completion of the course on the safe handling of firearms approved by the Department.

15. Every non-resident who wishes to obtain the licences contemplated in sections 4, 5, 8, 9 and 10 must produce documentary evidence from his state, province or from Québec certifying that he was recognized competent in the handling of hunting firearms.

16. The documentary evidence comtemplated in sections 13 and 15 must be carried on the holder's person at all times while hunting.

17. The licences mentioned in sections 5 to 9 are invalid on Anticosti Island.

18. The licence mentioned in section 10 is only valid on Anticosti Island.

19. The licences mentioned in sections 5, 6, 7 and 9 for the game indicated in sections 5, 6 and 7 and in paragraphs c and *d* of section 9 are only valid:

(*a*) during the open season and in those zones where deer and caribou hunting are permitted, according to the species of such game indicated on the hunting licence.

However the hunting licences referred to in this section cease to be valid, even for bear and other species, when the big game species authorized by the licence has been registered.

20. No person may purchase more than one licence for each of the classes indicated in sections 2 to 11.

21. In case of loss and where the holder is able to prove that the licence has in fact been lost.

(*a*) a duplicate of the hunter's certificate described in section 15 may be issued to the said holder;

(*b*) a duplicate of the licences indicated in sections 2 to 11 may be issued to the holder at the fee stipulated on each licence which has been lost.

22. No non-resident may be in possession of hunting firearms unless he holds one of the licences mentioned in sections 2, 4, 5, 8, 9 and 10.

23. No licence mentioned in sections 2 to 11 is valid where:

(*a*) it is issued upon a false statement;

(*b*) it is altered in any way;

(*c*) it does not bear the signature of the holder and the issuer;

(*d*) it is used by a person other than the person to whom it was issued;

(*e*) it is not in accordance with the date of issue;

(*f*) it is not carried by the holder as prescribed;

(*g*) it is not used within the periods specified on the licence.

24. Pour les résidants, les permis visés:

a) aux articles 4 et 8 ne sont valables que s'ils sont apposés au certificat du chasseur;

b) aux articles 5, 6, 7 et 10 ne sont valables que s'ils sont accompagnés du certificat du chasseur.

25. Les permis visés aux articles 3 à 11 ne sont valables que durant les saisons de chasse déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil pour les gibiers impliqués.

26. Pour les non-résidants, les permis visés aux articles 4, 5, 8, 9 et 10 ne sont valables que s'ils sont accompagnés de l'un des documents visés à l'article 15.

27. Les permis visés aux articles 4 à 10 comportent des indemnités en faveur du détenteur ou ses héritiers légaux, suivant les conditions et montants fixés par l'arrêté en conseil 3312 du 29 septembre 1971.

SECTION IV

Armes prohibées

28. Les permis visés aux articles 4 et 9 comportent pour les gibiers visés au paragraphe *b* de chacun desdits articles, la prohibition de faire usage de pièges, de pistolets ou revolvers, de carabines autres que celles utilisant des cartouches à percussion latérale ainsi que des cartouches à fusil munies d'une seule balle ou de plombs ou chevrotines d'un diamètre plus grand que 0.180 pouce.

Toutefois, le lièvre peut être chassé au moyen de pièges dans les zones et durant le temps où telle chasse est permise.

29. Les permis visés aux articles 5, 8, 9 et 10 comportent, pour les gibiers visés aux articles 5, 7 et 10 ainsi qu'aux paragraphes *a*) de l'article 8 et *c*) de l'article 9, la prohibition de faire usage d'armes de faible puissance.

30. Les permis visés aux articles 6, 7 et 9 comportent pour les gibiers visés aux articles 6 et 7 ainsi qu'au paragraphe *d* de l'article 9, la prohibition de faire usage d'armes de faible puissance ainsi que de tous les fusils.

47828-o

24. For residents, the licences contemplated:

(*a*) in sections 4 to 8 shall be valid only if they are affixed to the hunter's certificate;

(*b*) in sections 5, 6, 7 and 10 shall be valid only if they are accompanied by the hunter's certificate.

25. The licences mentioned in sections 3 to 11 are only valid during the hunting seasons determined by the Lieutenant-Governor in Council for the particular game concerned.

26. For non-residents, the licences contemplated in sections 4, 5, 8, 9 and 10 shall be valid only if they are accompanied by one of the documents contemplated in section 15.

27. The licences mentioned in sections 4 to 10 include indemnities to holders or their legal heirs in accordance with the conditions and amounts fixed by Order in Council No. 3312 dated September 29, 1971.

DIVISION IV

Prohibited Arms

28. The licences mentioned in sections 4 and 9, in respect of the classes of game indicated in paragraph *b* of each of the said sections, prohibit the use of traps, hand-guns, rifles other than those using rim-fire cartridges and shotgun shells with a slug or lead pellets or buckshot of a diameter greater than 0.180 of an inch.

However, hare may be hunted by means of traps in those zones and during the periods where such hunting is permitted.

29. The licences mentioned in sections 5, 8, 9 and 10, in respect of the game indicated in sections 5, 7 and 10 as well as in paragraph *a* of section 8 and paragraph *c* of section 9, prohibit the use of low-powered arms.

30. The licences indicated in sections 6, 7 and 9, in respect of the game mentioned in sections 6 and 7 as well as in paragraph *d* of section 9, prohibit the use of low-powered arms and all shotguns.

47828-o

A.C. 2568-72, du 30 août 1972

LOI DE L'IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL
(S.R.Q. 1964, ch. 71 et mod.)

Distribution de la taxe aux municipalités

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la population de certaines municipalités et la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

O.C. 2568-72, August 30, 1972

RETAIL SALES TAX ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 71 and mod.)

Distribution of the tax to municipalities

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the population of certain municipalities and the Retail Sales Tax Act.

ATTENDU QUE la population des municipalités qui font l'objet du présent règlement a été augmentée ou diminuée par annexion, depuis 1971, date du dernier dénombrement fait par l'ensemble du Québec et reconnu valide aux fins de la répartition de la taxe aux municipalités par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 42 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, lorsqu'il y a annexion partielle d'une municipalité par une autre, la nouvelle population de ces municipalités est déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil pour les fins de la distribution de la taxe à ces municipalités, le tout conformément à l'article 41 de ladite loi.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé:

«Règlement concernant la population de certaines municipalités et la Loi de l'impôt sur la vente en détail».

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement concernant la population de certaines municipalités et la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

La population des municipalités ci-après énumérées est, pour les fins mentionnées à l'article 41 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, celle que ces municipalités avaient immédiatement après l'annexion, à savoir:

Esprit-Saint N-735
Sullivan 2,393

47814-o

WHEREAS the population of the municipalities which form the subject of this regulation has either increased or decreased due to annexation since 1971, date of the last enumeration of inhabitants made for the whole Québec and deemed valid by the Lieutenant-Governor in Council for the purposes of the distribution of the tax to municipalities;

WHEREAS under second paragraph of section 42 of the Retail Sales Tax Act, when there is partial annexation of a municipality by another, the new population of these municipalities is determined by the Lieutenant-Governor in Council for the purposes of the distribution of the tax to those municipalities, the whole in accordance with section 41 of the said Act;

IT IS ORDERED, therefore upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the appended Regulation concerning certain municipalities and the Retail Sales Tax Act be adopted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning the population of certain municipalities and the Retail Sales Tax Act.

The population of the municipalities hereafter listed is, for the purposes mentioned in section 41 of the Retail Sales Tax Act, the one that these municipalities had immediately following their annexation, that is:

Esprit-Saint N-735
Sullivan 2,393

47814-o

A.C. 2570-72 du 30 août 1972

LOI DES DÉCRETS
DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143 et mod.)

Industrie des matériaux de construction

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications à la section IV (Blocs de béton) du décret relatif à l'industrie des matériaux de construction au Québec

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143 et mod.), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie des matériaux de construc-

O.C. 2570-72 August 30, 1972

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.)

Building materials industry

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to section IV (Concrete blocks) of the decree respecting the Building Materials Industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, ch. 143 and amendments), contracting parties to the collective labour agreement respecting the Building Materials Industry in Québec,

tion au Québec, section IV (blocs de béton) rendue obligatoire par le décret 2203 du 6 décembre 1960 et modifications, ont présenté au ministre du travail et de la main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret:

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 3 juin 1972 p. 4553;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE ledit décret 2203 soit modifié comme suit:

1° La section IV (blocs de béton) est remplacée par la suivante:

« SECTION IV

Fabrication de produits en béton comprenant les blocs, les briques, les tuyaux, les dalles, les douves de silo, les dalles d'ornements pour parterre et les produits de pierre artificielle et de pierre moulée

I — *Champ d'application industriel*: La présente section s'applique à tout travail de fabrication de blocs de béton, de briques de béton, de douves de silo en béton, de tuyaux de béton, de pierre artificielle et de pierre moulée, de dalles de béton et d'ornements en béton pour parterre et spécialités connexes.

Cependant, la présente section ne s'applique pas aux éléments architecturaux ou structuraux de béton préfabriqué ou précontraint.

II — *Champ d'application territorial*: Le champ d'application territorial de la présente section comprend tout le Québec et est divisé en deux (2) zones de la façon suivante:

Zone I: L'Île de Montréal et un rayon de 40 milles de ses limites ainsi que les cités de Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Granby et Hull et un rayon de 40 milles de leurs limites.

Zone II: Tout le territoire non compris dans la zone I.

III — *Taux minimaux de salaires*: Les taux minimaux de salaires sont les suivants:

Catégories	*Taux de salaires*		
		1er jan.	1er juil.
Zone I		1973	1973
	$	$	$
1. Chauffeur de camion	2.55	2.80	3.00
2. Tous autres métiers et emplois	2.45	2.70	2.90
3. Gardien (par semaine)	99.00	112.00	118.00

section IV (Concrete blocks) rendered obligatory by Decree 2203 of December 6, 1960 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree:

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette* of June 3, 1972 p. 4553;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the said decree, 2203, be amended as follows:

1. Section IV (Concrete blocks) is replaced by the following:

"*Section IV*

Fabrication of concrete products comprising, blocks, bricks, pipes, slabs, silo staves, ornamental slabs for gardens, and artificial stone and moulded stone products.

I — *Industrial jurisdiction*: This section governs all operations in the fabrication of concrete blocks, concrete bricks, silo staves in concrete, concrete pipes, artificial stone and moulded stone, concrete slabs and concrete ornaments for gardens and related specialties.

This section, however, does not apply to prefabricated or prestress architectural or structural concrete elements.

II — *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of this section includes all the Québec and is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: The Island of Montreal and a radius of forty (40) miles from its limits, and the cities of Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Granby and Hull, and a radius of 40 miles from their limits.

Zone II: All the territory not included in Zone I.

III — *Minimum wage rates*: Wage rates shall be the following:

Categories	*Wage rates*		
		Jan. 1	July 1
Zone I		1973	1973
	$	$	$
1. Truck driver	2.55	2.80	3.00
2. All other trades and jobs	2.45	2.70	2.90
3. Watchmen (per week)	99.00	112.00	118.00

Zone II — Les taux minimaux de salaires dans la zone II sont les taux de la zone I réduits de $0.10 l'heure; le salaire du gardien demeure le même que dans la zone I.

IV — *Durée du travail*: Jusqu'au 31 décembre 1972, la durée normale du travail est de dix (10) heures par jour et de cinquante (50) heures par semaine et elle peut être répartie sur cinq (5) jours, soit du lundi au vendredi inclusivement.

À partir du 1er janvier 1973, la durée normale du travail est de neuf heures et demie (9 ½) par jour et de quarante-sept heures et demie (47 ½) par semaine et elle peut être répartie sur cinq (5) jours, soit du lundi au vendredi inclusivement.

Lorsque les heures de travail d'une équipe de nuit régulière ne se terminent pas plus tard que 6h du matin le samedi, elles sont réputées avoir été effectuées durant la semaine normale de travail.

V — *Prime de nuit*: Il y a une prime de $0.15 l'heure pour les salariés d'une deuxième équipe de production, mais la prime de nuit n'est pas ajoutée au taux de salaire pour le calcul du temps supplémentaire.

VI — *Période de repas*: Tout salarié a droit à une demi-heure (½), sans rémunération, pour prendre son repas, vers la mi-temps des heures de son équipe de travail.

VII — *Gardien*: La durée normale hebdomadaire du travail du gardien est de soixante (60) heures par semaine, du dimanche au samedi inclusivement.

VIII — *Heures supplémentaires*: Les heures supplémentaires, c'est-à-dire celles qui sont effectuées en sus des heures normales de la journée ou de la semaine de travail, entraînent une rémunération au taux de salaire normal majoré de cinquante pour-cent (50%). Lorsque le taux effectivement payé est supérieur à celui établi par la présente section, les heures supplémentaires doivent être payées au taux effectif majoré de cinquante pour-cent (50%).

Les heures effectuées le dimanche, le premier jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et le jour de Noël entraînent une rémunération au taux de salaire normal majoré de cent pour-cent (100%). Lorsque le taux horaire payé est supérieur à celui qui est établi par la présente section, le travail exécuté ces jours-là doit être payé au taux effectif majoré de cent pour-cent (100%).

Toute heure supplémentaire effectuée par un gardien entraîne une rémunération au taux de salaire normal majoré de cent pour-cent (100%).

IX — *Jours fériés payés*: Tous les salariés qui ont complété une période de trois (3) mois d'emploi continu dans la même entreprise, ont droit à cinq (5) jours fériés payés, soit: le premier jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et le jour de Noël.

Zone II: Wage rates in Zone II shall be the rates of Zone I reduced by $0.10 per hour; the wage of the watchman remains the same as that for Zone I.

IV — *Working hours*: Until December 31, 1972, standard working hours are ten (10) hours per day and fifty (50) hours per week and may be scheduled over five (5) days, from Monday to Friday inclusively.

From January 1, 1973, standard working hours are nine and one half (9 ½) hours per day and forty-seven and one half (47½) hours per week, and may be scheduled over five (5) days, from Monday to Friday inclusively.

The hours of a standard night shift not ending later than 6:00 a.m. on Saturday are considered as having been worked in the standard work week.

V — *Night shift differential*: There is a differential of $0.15 per hour for employees on a second production shift, but the night shift differential is not added to the wage rate for purposes of calculating overtime.

VI — *Meal period*: Every employee is entitled to a meal period without pay of one half (½) hour, taken in the middle of the shift.

VII — *Watchman*: The standard workweek for watchmen is sixty (60) hours per week, from Sunday to Saturday inclusively.

VIII — *Overtime hours*: Overtime work, that is, that which is done in addition to the standard daily working hours, shall be remunerated at time and one half the paid rate. When the paid rate is superior to that established by this section, overtime hours shall be paid at time and one half the paid rate.

Hours worked on Sunday, New Year's Day, Saint John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, and Christmas Day shall be remunerated at double time the paid rate. When the hourly rate is superior to that which is established by the present section, the work done on the said days shall be paid at double time the paid rate.

All overtime work done by a watchman shall be paid at double time the paid rate.

IX — *Paid holidays*: All the employees who have completed a period of three (3) months' continuous service in the same enterprise are entitled to five (5) paid holidays: New Year's Day, Saint John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day and Christmas Day.

Il peut arriver que l'un ou l'autre ou les deux jours fériés chômés de la Saint-Jean-Baptiste (24 juin) et de la Confédération (1er juillet) tombe un mardi, un mercredi ou un jeudi. En pareil cas, l'observance de ces jours peut être, d'un commun accord entre l'employeur et ses salariés, soit anticipée au vendredi qui précède immédiatement chaque fête, soit reportée au lundi qui la suit immédiatement. L'employeur doit cependant aviser le Comité paritaire à cet effet, dans les quinze (15) jours précédant lesdits jours fériés.

À moins qu'un salarié n'ait quitté son emploi volontairement ou qu'il ait été congédié pour des raisons justes ou, qu'à la suite d'une mise à pied, il ait refusé de retourner au travail après avoir été avisé par l'employeur de le faire, les trois (3) mois d'emploi continu dans la même entreprise s'appliquent même s'ils ont été complétés l'année précédente.

Pour chacun des jours fériés payés stipulés dans le présent article, tout salarié doit recevoir une indemnité égale à la rémunération à laquelle il aurait droit pour un cinquième (⅕) de la semaine normale de travail.

Pour avoir droit à l'indemnité afférente aux jours fériés énumérés dans le présent article, le salarié doit avoir travaillé le dernier jour ouvrable qui précède et le premier jour ouvrable qui suit ce jour férié, à moins d'une absence due à la maladie ou à un accident, ou permise par la présente section, ou autorisée par l'employeur.

X — *Congés payés*: Tout salarié régi par la présente section, qui justifie d'un an de service continu chez le même employeur, bénéficie d'un congé payé de deux (2) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour-cent (4%) de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

Aux fins du présent article, la durée du service continu comprend les jours de maladie, les jours de fermeture, les périodes de congé, les grèves, les absences autorisées et les absences dues à un accident de travail.

La période de référence est une période de douze (12) mois consécutifs commençant soit le jour d'entrée en fonction d'un salarié dans une entreprise, soit tout autre jour fixé par convention, contrat ou usage, qui accorde à un salarié des conditions non moins favorables que celles prescrites au présent article.

Si un salarié quitte son emploi ou est renvoyé avant d'avoir accompli un an de service, il doit recevoir une indemnité compensatrice de congé égale à quatre pour-cent (4%) du salaire gagné à compter de la date de son embauchage ou de la date à laquelle il a acquis le droit aux congés précédents, selon le cas.

Tout salarié qui justifie de dix (10) ans et plus de service continu chez le même employeur doit recevoir une indemnité égale à cinq pour-cent (5%) de ses gains pendant la période de référence.

It is possible that one or the other or both of the paid holidays, Saint John the Baptist Day (June 24) and Confederation Day (July 1), fall on a Tuesday, on a Wednesday or on a Thursday. In such a case, the observance of these days, may, upon agreement between the employer and his employees, be celebrated on the Friday preceding the holiday or carried over to the Monday immediately following the holiday. The employer must, nevertheless, advise the Parity Committee to this effect fifteen (15) days preceding the said holidays.

Unless an employee has voluntarily quit his employment or he was laid off with just cause or he refused to return to work following a lay-off after being advised by the company to report in, the three (3) months' continuous employment in the same enterprise applies even if they were completed the previous year.

For each of the paid holidays stipulated in the present article, all employees shall receive an indemnity equal to the pay to which he would be entitled for one fifth (⅕) of the standard workweek.

To be entitled to the indemnity for the paid holidays stipulated in the present article, the employee shall have worked the last working day preceding and the first working day following this holiday, unless his absence is due to an accident, or allowed by the present section, or authorized by the employer.

X — *Paid vacations*: All employees governed by the present section who have one year of continuous service with the same employer, are entitled to a two (2) weeks' paid vacation. The indemnity for the said vacation is equal to four percent (4%) of the total remuneration of the employee during the qualifying period.

For the purposes of this article, the length of continuous service includes sick days, closing days, vacation periods, strikes, authorized absences and absences due to work accidents.

The qualifying period is 12 consecutive months, starting the day a worker begins work in an enterprise, or any other day established by agreement, contract or other means which give an employee conditions not less favourable than those prescribed in this article.

If an employee quits his employment or is dismissed before completing one year of service, he is entitled to compensating holiday pay equal to four percent (4%) of the salary earned from the date he was hired or from the date on which he became entitled to the aforesaid vacation, as the case may be.

Any employee who has ten (10) years or more of continuous service for the same employer is entitled to an indemnity equal to five percent (5%) of his wages earned during the qualifying period.

Tout salarié qui justifie de quinze (15) ans et plus de service continu chez le même employeur doit bénéficier d'un congé payé de trois (3) semaines, dont une (1) doit être prise à une date convenue avec l'employeur. L'indemnité afférente audit congé est égale à six pourcent (6%) de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

XI — *Affectation temporaire*: Tout salarié qui doit travailler temporairement dans une classification dont le taux de salaire est inférieur à celui de sa classification habituelle, doit recevoir le taux de sa classification habituelle.

XII — *Congé de deuil*: Si un décès survient dans la famille d'un salarié, l'employeur doit accorder un congé payé d'une durée maximale de deux (2) jours ouvrables entre le jour du décès et celui des funérailles inclusivement. Le mot « famille » désigne: le père, la mère, le frère, la soeur, l'épouse et l'enfant du salarié.

XIII — *Durée*: La présente section demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1973.

2° Les articles 6° et 7° des clauses intitulées « Dispositions spéciales applicables à toutes les sections » sont remplacés par les suivants:

« 6° *Ordonnance numéro 3*: Lorsque des dispositions du présent décret relatives aux congés annuels payés sont ou deviennent moins avantageuses pour le salarié que les dispositions de l'ordonnance numéro 3, 1972, et toute modification ultérieure, de la Commission du salaire minimum, elles sont ajustées automatiquement au niveau de celles de ladite ordonnance.

7° *Ordonnance numéro 4*: Lorsque la rémunération hebdomadaire du salarié déterminée dans le présent décret est ou devient inférieure aux dispositions de l'ordonnance générale numéro 4, 1972, et toute modification ultérieure de la Commission du salaire minimum, cette rémunération doit être ajustée automatiquement au niveau de celle de ladite ordonnance. »

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

47817-o

Any employee who has fifteen (15) years or more of continuous service for the same employer is entitled to three (3) weeks' paid vacation, which must be taken upon agreement with the employer. The indemnity owing for the said vacation is equal to six percent (6%) of the total wage of the employee earned during the qualifying period.

XI — *Temporary assignment*: Any employee who must work temporarily in a classification for which the wage rate is inferior to his usual classification, shall receive the rate for his usual classification.

XII — *Sympathy leave*: If a death occurs in the family of an employee, the employer shall grant a paid leave to a maximum of two (2) working days between the day of death and the funeral day inclusively. The word "family" means: The father, mother, brother, sister, spouse, or child of the employee.

XIII — *Duration*: This section remains in force until December 31, 1973.

2. Articles 6 and 7 of the clauses entitled "Special provisions applying to all sections" shall be replaced by the following:

6. *Ordinance No. 3*: When the conditions of this decree relating to annual vacations with pay are or become less advantageous for the employee than the conditions of ordinance No. 3, 1972, and all further amendments, of the Minimum Wage Commission, they are automatically adjusted to the level of those of the said ordinance.

7. *Ordinance No. 4*: When the weekly wage of an employee prescribed in this decree is or becomes inferior to the provisions of the general Ordinance No. 4, 1972, and all further amendments, of the Minimum Wage Commission, this wage must be adjusted automatically to the level of that of the said ordinance.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

47817-o

A.C. 2571-72 du 30 août 1972

LOI DES DÉCRETS
DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143 et mod.)

Coiffeurs

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Rouyn-Noranda.

O.C. 2571-72 August 30, 1972

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.)

Hairdressers

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the abrogation of the Decree respecting the Barbers, Men's and Ladies' Hairdressers in the Rouyn-Noranda region.

LR-2095

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143 et mod.) le décret 1574 du 19 septembre 1962 et modifications, relatif aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Rouyn-Noranda, soit annulé et abrogé à toute fin que de droit à compter du 1er octobre 1972.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

47817-o

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, ch. 143 and amendments), Decree 1574 of September 19, 1962 and amendments, respecting the Barbers, Men's and Ladies' Hairdressers of the Rouyn-Noranda Region be cancelled and abrogated for all legal purposes as of October 1, 1972.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

47817-o

Ministère Industrie et Commerce

Department Industry and Commerce

A.M. 14 août 1972

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.Q. 1970 ch. F-14)
Règlement de pêche du Québec

Pêche aux coquillages

VU la décision du Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-11.1.2 région s'étendant de la division des cantons Cannon et Fitzpatrick au pont de la Route 15 — Rivière Pentecôte.

N-11.1.4 région s'étendant de Crooked Island (Baie aux Outardes) — Pointe Sproule.

N-4.1 région s'étendant de Pointe Laval — Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval).

N-4.5 région s'étendant de l'Anse Noire — Ancien chemin à Richard Fortin

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (arrêté en conseil, Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

47790-o
LR-2096

M.O. 14 August, 1972

FISHERIES ACT
(R.S.C. 1970, ch. F-14)
Québec Fishery Regulations

Respecting shellfishing

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

N-11.1.2 the area extending from the boundary line between Cannon and Fitzpatrick townships at the bridge on Highway 15 to the Pentecôte River,

N-11.1.4 the area extending from Crooked Island (Baie aux Outardes) to Sproule Point (Baie aux Outardes) to Sproule Point,

N-4.1 the area extending from Laval Point to Orient Point (in line with the Laval River Bridge),

N-4.5 the area extending from Anse Noire to the old road at Richard Fortin,

are toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food.

THEREFORE, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said areas to fishing and directs that no person shall fish for, take or possess shellfish from the said areas.

This prohibition does not, however, apply to canneries (Order in Council, Québec 1963-779) licences to produce canned food only.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

47790-o

A.M., du 22 août 1972

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C. 1970, ch. F-14)
Règlement de pêche du Québec

Pêche aux coquillages

VU la décision du Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-4.1 région s'étendant de Pointe Laval — Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval)

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
GUY ST-PIERRE.

47790-o

M.O. August 22, 1972

FISHERIES ACT
(R.S.Q. 1970, ch. F-14)
Québec Fishery Regulations

Respecting shellfishing

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

N-4.1 the area extending from Laval Point to Orient Point (in line with the Laval River bridge)

are no longer toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food.

THEREFORE, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby open the said areas to fishing and directs that any person shall be allowed to fish for, take of possess shellfish from the said areas.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

47790-o

A.M., du 22 août 1972

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C. 1970, ch. F-14)
Règlement de pêche du Québec

Pêche aux coquillages

VU la décision du ministre de la santé nationale et du bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

G-21.2 région s'étendant du quai du Havre de pêche de Newport Point — quai de Chandler

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

A CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en conseil, Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
GUY ST-PIERRE.

47790-o

M.O. August 22, 1972

FISHERIES ACT
(R.S.C. 1970, ch. F-14)
Québec Fishery Regulations

Respecting shellfishing

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

G-21.2 the area extending from the fishing harbour wharf at Newport Point to Chandler wharf

are toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food

THEREFORE, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said areas to fishing and directs that no person shall fish for, take or possess shellfish from the said areas.

This prohibition does not, however, apply to canneries (Québec O.C. 1963-779) licenced to produce canned food only.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

47790-o

A.M., 22 août 1972

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C. 1970, ch. F-14)
Règlement de pêche au Québec

Pêche aux coquillages

VU la décision du Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

G-24.2.3 région s'étendant au nord du chenal, site de l'ancien moulin Haldimand ouest -- pont ferroviaire du goulet du Barachois

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru et la mise en conserve.

À CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
GUY ST-PIERRE.

47790-o

M.O. August 22, 1972

FISHERIES ACT
(R.S.C. 1970, ch. F-14)
Québec Fishery Regulations

Respecting shellfishing

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

G-24.2.3 the area extending north of the channel, site of the old mill, Haldimand West to the railway bridge on the Barachois narrows

are toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food.

THEREFORE, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said areas to fishing and directs that no person shall fish for, take or possess shellfish from the said areas.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

47790-o

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi de l'aide juridique (projet de loi 10) a été sanctionnée le 8 juillet 1972;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 100, ladite loi entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom the present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Legal Aid Act (Bill 10) was assented to on July 8, 1972;

WHEREAS pursuant to section 100, the said Act will come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 5 septembre 1972 l'entrée en vigueur des articles 1, 11 à 21, 22, paragraphes *b*), *c*), *d*), *e*), *f*), *g*), *h*), *i*), *k*), *l*), *m*), *n*), 23, 29 à 49, 56, 59, 61, 80, 81, 84 à 90, 95 à 100;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2459-72, du 23 août 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre de la justice, que soit fixée au 5 septembre 1972 la date d'entrée en vigueur des articles suivants de la Loi de l'aide juridique (projet de loi 10 sanctionné le 8 juillet 1972);

Article 1
" 11 à 21
" 22, paragraphes *b*), *c*), *d*), *e*), *f*), *g*), *h*), *i*), *k*), *l*), *m*), *n*),
" 23
" 29 à 49
" 56
" 59
" 61
" 80
" 81
" 84 à 90
" 95 à 100.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre.

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

Libro: 501
Folio: 6
47816-o

WHEREAS it is expedient to fix September 5, 1972, as the date of the coming into force of sections 1, 11 to 21, 22, paragraphs (*b*), (*c*), (*d*), (*e*), (*f*), (*g*), (*h*), (*i*), (*k*), (*l*), (*m*), (*n*), 23, 29 to 49, 56, 59, 61, 80, 81, 84 to 90, 95 to 100;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2459-72, of August 23, 1972, We have decreed and ordered and hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Justice, that September 5, 1972, be fixed as the date of the coming into force of the following sections of the Legal Aid Act (Bill 10 assented to on July 8, 1972);

Section 1
" 11 to 21
" 22, paragraphs (*b*), (*c*), (*d*), (*e*), (*f*), (*g*), (*h*), (*i*), (*k*), (*l*), (*m*), (*n*),
" 23
" 29 to 49
" 56
" 59
" 61
" 80
" 81
" 84 to 90
" 95 to 100.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C, Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-third day of August in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 501
Folio: 6
47816-o

INDEX No 36

Partie II: lois et règlements — *Part II:* Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL *ORDERS IN COUNCIL*

2507 — Aide sociale (L.Q. 1969, ch. 63 et mod.) *modifications aux règlements* ... 8539
2507 — Social Aid Act (S.Q. 1969, ch. 63 and amend.) *amendments to the regulations* ... 8539
2521 — Conservation de la faune (L.Q. 1969, ch. 58) *permis de chasse* ... 8540
2521 — Wild-life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58) *Hunting licences* ... 8540
2521 — Permis de chasse ... 8540
2521 — Hunting licences ... 8540
2568 — Impôt sur la vente en détail (S.R.Q. 1964, ch. 71 et mod.) *distribution de la taxe aux municipalités* (Esprit-Saint et Sullivan) ... 8544
2568 — Retail Sales Tax Act (R.S.Q. 1964, ch. 71 and mod.) *distribution of the tax to municipalities* (Esprit-Saint et Sullivan) ... 8544
2570 — Décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143 et mod.) *matériaux de construction* ... 8545
2570 — Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, ch. 143 and amend.) *Building Materials* ... 8545
2570 — Matériaux de construction, Province (*Mod. section « Blocs de béton »*) ... 8545
2570 — Building Materials, Province (*Amend. to section "Concrete blocks"*) ... 8545
2571 — Barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames, Rouyn-Noranda (*Abrogation du décret*) 8549
2571 — Décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143) *coiffeurs région Rouyn-Noranda* ... 8549
2571 — Barbers, Men's and Ladies' Hairdressers, Rouyn-Noranda (*Abrogation of the Decree*) ... 8549
2571 — Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, ch. 143 and amend.) *Hairdressers Rouyn-Noranda* ... 8549

MINISTÈRE *DEPARTMENT*

Industrie et commerce *Industry and Commerce*

Avis de pêche aux coquillages ... 8550
Shell fishing notices ... 8550

PROCLAMATION *PROCLAMATION*

Aide juridique (Loi 10 de 1972) entrée en vigueur de certains articles de la Loi ... 8552
Legal Aid Act (Bill 10 of 1972) coming into force of certain sections of the Act ... 8552

SOMMAIRE

ARRÊTÉS EN CONSEIL 8539

AVIS DIVERS 8487

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT 8494

CHANGEMENT DE NOM 8496

COMPAGNIES:
- Demandes d'abandon de charte 8469
- Dissoutes 8472
- Divers 8474
- Lettres patentes 8427
- Lettres patentes supplémentaires 8466
- Sièges sociaux 8479

DEMANDES À LA LÉGISLATURE 8498

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — LOI DE LA .. 8504

MINISTÈRES:
- Industrie et Commerce 8550
- Institutions financières, compagnies et coopératives 8499
- Terres et Forêts 8497

PROCLAMATIONS 8500–8552

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES:
- Avis de dissolution éventuelle de corporations. 8493
- Lettres patentes annulées 8491
- Révocation de dissolution 8494

SOUMISSIONS 8504

SYNDICATS PROFESSIONNELS 8521

VENTES PAR SHÉRIFS 8521

SUMMARY

APPLICATION TO LEGISLATURE 8498

CHANGE OF NAME ACT 8496

COMPANIES ACT:
- Applications for surrender of charter 8469
- Dissolved 8472
- Head Offices 8479
- Letters patent 8427
- Letters patent, supplementary 8466
- Miscellaneous 8474

COMPANIES INFORMATIONS ACT:
- Letters patent annulled 8491
- Notice of eventual dissolution corporations ... 8493
- Revocation of dissolution 8494

DEPARTMENTS:
- Financial Institutions, Companies and Cooperatives 8499
- Industrie and Commerce 8550
- Lands and Forests 8497

MISCELLANEOUS NOTICES 8487

ORDERS IN COUNCIL 8539

PROCLAMATIONS 8500–8552

PROFESSIONAL SYNDICATES 8521

SALES BY SHERIFFS 8521

SAVINGS AND CREDIT UNIONS 8494

TENDERS 8504

WINDING-UP ACT 8504

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P. Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

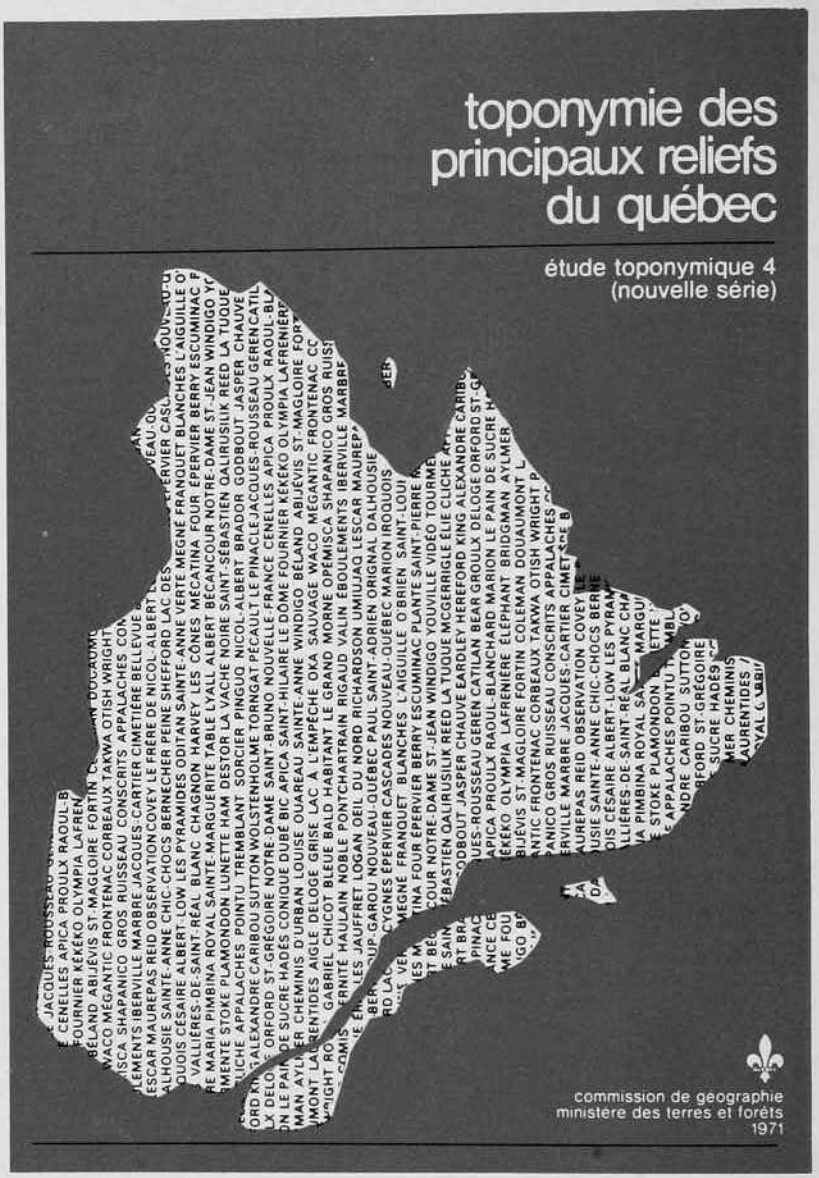
All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

TOPONYMIE DES PRINCIPAUX RELIEFS DU QUÉBEC

La Commission de Géographie du Québec annonce la publication de l'Étude toponymique 4 (nouvelle série) intitulée «Toponymie des principaux reliefs du Québec». Une carte toponymique et orographique accompagne le rapport dont le texte explicatif, pour chaque nom de relief, fait mention notamment de l'origine, de la signification et de la transformation des 259 toponymes topographiques que contient cette Étude toponymique.

$2



Comptoirs de vente

QUÉBEC:

L'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean
Tél.: 643-8035

Librairie Garneau Ltée
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de l'Université Laval

MONTRÉAL:

L'Éditeur officiel du Québec
310 ouest, rue Sainte-Catherine
Tél.: 873-6101

Librairie des Presses de l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Ltée
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE:
Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

HULL:
L'Éditeur officiel du Québec
662, boulevard Saint-Joseph
Tél.: 770-6910

TROIS-RIVIÈRES:
L'Éditeur officiel du Québec
2590, boulevard Royal
Tél.: 379-2636